

La
DÉCENNIE
de la
DIFFÉRENCE



AFRICAN PARKS



RAPPORT ANNUEL

2024



Le Parc national de Kafue, en Zambie, fait partie de la plus vaste étendue de conservation transfrontalière au monde : la Zone de conservation transfrontalière du Kavango-Zambèze © Marcus Westberg
Couverture : Grâce au projet Rhino Rewild, 376 rhinocéros blancs du Sud ont été rendus à la vie sauvage en 2024 en Afrique du Sud © Wiki West

INTRODUCTION	02
04 Le portefeuille du Partenariat de gestion d'African Parks	
06 Message du président	
08 Lettre du PDG et résumé	
16 Notre modèle	
18 Intégrer les droits de l'homme dans la conservation	
20 Notre impact en chiffres	
LES PARCS	22
ANGOLA	24
26 Parc national d'Iona	
BÉNIN	28
30 Parc national de la Pendjari	
32 Parc national du W	
RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE	34
36 Chinko	
TCHAD	38
40 Réserve naturelle et culturelle de l'Ennedi	
42 Parc national de Zakouma	
44 Réserve de faune de Siniaka Minia	
RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO	46
48 Parc national de la Garamba	
MALAWI	50
52 Parc national de Liwonde et Réserve forestière de Mangochi	
54 Réserve de faune de Majete	
56 Réserve de faune de Nkhotakota	
MOZAMBIQUE	58
56 Parc national de l'archipel de Bazaruto	
RÉPUBLIQUE DU CONGO	62
64 Parc national d'Odzala-Kokoua	
RWANDA	66
68 Parc national de l'Akagera	
70 Parc national de Nyungwe	
SOUDAN DU SUD	72
74 Parc national de Badingilo et Parc national de Boma	
ZAMBIE	76
78 Zones humides de Bangweulu	
80 Parc national de Kafue	
82 Parc national des plaines de Liuwa	
ZIMBABWE	84
86 Parc national de Matusadona	
RHINO REWILD	88
NOS PARTENAIRES	90
92 Programme d'incubation	
94 Partenaires financiers stratégiques	
104 Informations institutionnelles	
106 En souvenir	
FINANCES	108
110 Principales données financières 2024	
112 Gouvernance	
113 Rejoignez-nous	

Introduction

Le portefeuille du Partenariat de gestion d'African Parks	04
Message du président	06
Lettre du PDG et résumé exécutif	08
Notre modèle	16
Intégrer les droits humains dans la conservation	18
Notre impact en chiffres	20

Les impulsions données à l'application de la loi sur la conservation, couplées à la formation continue des écogardes et à l'implication communautaire, a permis de réduire considérablement l'exploitation non durable des ressources dans la Réserve faunique de Nkhotakota, au Malawi © Marcus Westberg



Le portefeuille du partenariat de gestion d'African Parks

La création d'African Parks, en 2000, aspirait à apporter une solution africaine à la conservation de la biodiversité du continent, au profit de ses populations et de sa faune. Nous assumons la responsabilité de la gestion à long terme des zones protégées, en partenariat avec des gouvernements et des communautés locales, et ambitionnons de les restaurer et gérer efficacement en les rendant écologiquement, socialement et financièrement durables, ce afin qu'elles puissent offrir une multitude de services, à perpétuité, aux êtres humains et aux animaux. À la fin de l'année 2024, African Parks gère 23 zones protégées, en partenariat avec des gouvernements et des communautés de treize pays.

Une ambition au service de la conservation



VASANT (VAS) NARASIMHAN
Président du conseil d'administration
d'African Parks Network (APN)

En 2024, la nécessité de préserver la santé de la planète est devenue plus manifeste que jamais. Cette décennie est cruciale pour ralentir la perte irréversible de la biodiversité, et la position d'avant-garde d'African Parks dans la lutte pour ériger la conservation en investissement essentiel me procure une grande fierté. L'Afrique abrite certains des sites essentiels de notre planète, ainsi qu'une biodiversité d'une extraordinaire richesse. Elle est également la terre natale de près de 1,5 milliard d'humains, soit environ 18 % de la population mondiale. Conserver ses ressources naturelles et ses écosystèmes est donc une mesure sensée, mais également nécessaire à la croissance socio-économique et au bien-être de l'humanité. Efficacement géré et préservé, ce capital naturel peut favoriser un développement économique durable, créer des emplois et raffermir notre endurance face aux effets du changement climatique.

African Parks ambitionne d'amplifier considérablement ses actions de conservation en gérant 30 millions d'hectares de biodiversité dans toute l'Afrique d'ici à 2030. Ce plan ambitieux nous rapprocherait de l'objectif mondial consistant à conserver 30 % des zones terrestres et marines de la planète d'ici la fin de la décennie. Mais nous savons que, pour atteindre

cet objectif et exercer un impact durable, les solutions doivent être élaborées en synergie avec les communautés locales, premières bénéficiaires autant que gardiennes de ces territoires.

Les partenariats noués tant avec ces populations qu'avec les gouvernements sont une base essentielle sur laquelle APN peut concrétiser son ambition au profit de chacun. À ce titre, notre organisation s'est efforcée d'évoluer dans toutes ses opérations, de consolider ses contacts et d'améliorer sa gestion.

Lors de mes déplacements, au cours de l'année écoulée, dans les Zones humides de Bangweulu, au Parc national de Kafue et à celui d'Odzala-Kokoua, j'ai vu par moi-même comment nos équipes mènent cette mission à bien. À chacune de mes visites dans ces parcs, je suis frappé par leur remarquable beauté et par leur valeur – mais également par l'ardeur des équipes, qui, malgré la complexité et la difficulté des lieux dans lesquels elles opèrent, rendent possible leur conservation. Les succès récemment obtenus, tels que décrits dans ce rapport, sont le résultat de cet engagement et des partenariats noués avec tous ceux qui y ont œuvré : gouvernements, communautés, donateurs, experts et entrepreneurs.

Nous traversons une ère de changement historique. Les répercussions de la pandémie mondiale et son impact économique sont encore sensibles dans le monde entier. L'évolution du leadership mondial et l'incertitude permanente continuent d'influer sur nos réactions face à des risques impérieux allant du changement climatique à la perte accélérée de la biodiversité. Dans ce monde de plus en plus complexe, notre engagement est clair : faire de la défense de la conservation un investissement essentiel pour l'avenir, continuer à œuvrer avec nos partenaires, et progresser hardiment vers des solutions bonifiées et durables pour protéger la biodiversité de l'Afrique en faveur de ses habitants.

Je vous remercie de votre soutien et de votre engagement. Ensemble, je sais que nous pouvons faire la différence pour les générations à venir.

**Cordialement,
Vas Narasimhan**



La décennie de l'action



PETER FEARNHEAD
P.-D. G. d'African Parks

Compiler ce document est toujours une démarche réflexive tout autant qu'une occasion bienvenue de célébrer l'année écoulée. Cette année 2024 a été l'une des plus rudes et exigeantes à ce jour – mais, malgré toutes ces difficultés, nous en sommes sortis plus forts et plus résolus en tant que collectif. C'est aussi le moment de réfléchir à ce que nous avons accompli, et qui n'a été possible que grâce au soutien indéfectible de nos fidèles partenaires, qui comprennent que les défis ne peuvent être relevés que par l'action.

Le thème de ce rapport, intitulé « **La décennie de la différence** », souligne l'urgence à agir. Nous sommes maintenant à mi-chemin d'une décennie cruciale, sans doute déterminante quant à notre capacité à stopper la perte irréversible de biodiversité et, d'ici 2030, assurer l'avenir de notre Terre. Franchement, nous ne pouvons pas nous offrir le luxe de continuer à faire comme si de rien n'était, quand s'accroissent les effets du changement climatique et que s'amplifient les menaces sur la biodiversité et les paysages naturels de notre planète ainsi que sur les services écosystémiques dont nous dépendons tous. Ces défis concourent à une instabilité sociopolitique croissante, qui, en retour, les aggrave. Si des solutions à grande échelle ne sont pas mises en œuvre pour les contrer, les plus vulnérables d'entre nous en pâtiront démesurément.

Ces réalités rendent notre action plus complexe mais aussi plus vitale que jamais. Certes, des progrès significatifs ont été accomplis, mais, pour des effets durables, le chemin qui reste à parcourir exige encore plus de détermination, d'innovation et de collaboration.

L'instabilité persiste en Afrique de l'Ouest, et les menaces pesant sur les écocardes et le personnel des parcs restent omniprésentes dans les parcs du Bénin. En juillet, un poste de gardes du W a subi une attaque de militants armés, entraînant la perte tragique de cinq écocardes d'African Parks (AP) et de sept membres des Forces armées béninoises. Si nous sommes parfaitement conscients des risques liés à la poursuite de nos activités dans le complexe W-Arly-Pendjari (WAP), nous jugeons également qu'une gestion et une gouvernance durables des parcs du Bénin sont essentielles à la stabilité régionale, la sécurité et le développement des communautés, et la conservation des écosystèmes dont dépendent tant de personnes. D'autres attaques militantes sont à craindre mais, pour l'instant, nous demeurons profondément engagés auprès du Gouvernement et du peuple béninois et nous efforçons de traiter ces menaces de manière responsable et proactive, tout en procédant continuellement à une évaluation des risques et de leurs implications.

Suite à de graves assertions portant sur certains aspects de nos activités, nous avons, tout au long de cette année, fait l'objet d'un examen minutieux. Même si nombre de ces critiques se sont révélées erronées, nous les avons néanmoins saisies comme une opportunité et en avons incorporé les enseignements. Menant tout au long de 2024 une enquête indépendante et approfondie sur les allégations de mauvais traitements infligés par des écocardes du Parc national d'Odzala-Kokoua, Omnia LLP a formulé des recommandations qui nous permettront de combler les lacunes identifiées et de nous renforcer davantage encore en tant qu'organisation. Nous avons déjà pris plusieurs mesures importantes pour renforcer nos mécanismes de réclamation et de recours, ce, afin de pleinement intégrer dans l'ensemble de nos activités une approche fondée sur les droits. Vous serez avisés courant 2025 de nos autres résolutions à cet égard – rectifier la situation sera essentiel pour bien développer nos actions et notre impact.

Malgré les difficultés, l'année a été marquée par un certain nombre de réalisations sortant de l'ordinaire. À notre grande fierté, nous avons, en partenariat avec le gouvernement du Soudan du Sud, achevé l'étude attestant la plus importante migration de mammifères terrestres au monde ; franchi, dans le cadre du programme Rhino Rewild, un premier pas considérable avec le transfert du premier rhinocéros vers une zone protégée sûre et bien gérée ; lancé la

Verifiable Nature Unit, mécanisme de financement innovant, passionnant et facilement reproductible permettant de construire et de diversifier notre collecte de fonds ; célébré plus de 20 ans de partenariat dans le Parc national des plaines de Liywa ; et, en décembre, nous sommes engagés dans un partenariat de gestion à long terme avec le Gouvernement éthiopien portant sur le Parc national de Gambella. Chacun de ces événements constitue une étape importante de notre mission, et nous restons déterminés à faire en sorte que l'Afrique contribue pleinement à cet objectif mondial : conserver 30 % de la planète d'ici à 2030.

Nous avons vu ce qui fonctionne et pouvons témoigner des effets tangibles d'une conservation efficace, non seulement par la protection de sites naturels vitaux et la sauvegarde de la biodiversité, mais aussi par la promotion d'une croissance et d'opportunités économiques durables. Nous avons également constaté l'importance de continuer à améliorer nos méthodes de travail, tout particulièrement dans nos moyens de communication avec les habitants dans et autour des

territoires où nous sommes présents. Leur participation active et leur partenariat sont essentiels dans notre tâche de protection des territoires et de la biodiversité qui contribuent à notre survie en tant qu'humanité.

À l'aube de la seconde moitié de cette décennie cruciale pour l'Afrique et le monde, nous sommes déterminés à relever le défi. Je suis persuadé que nous y parviendrons, mais je sais également, plus que jamais, que seuls la confiance et l'engagement de nos partenaires – gouvernements, communautés, donateurs, collaborateurs techniques – nous permettent d'exercer cet impact. Nos équipes continuent d'œuvrer dans des conditions particulièrement malaisées, et leur motivation, leur passion et leur endurance ne cessent de m'inciter à l'humilité. Ensemble, nous faisons en sorte que ces investissements débouchent sur des changements réels et à grande échelle – une démarche parmi les plus puissantes que nous puissions entreprendre pour l'avenir de notre continent et de notre planète.

Cordialement,
Peter Fearnhead



Situé sur le fleuve Shire, le fertile Parc national de Liwonde abrite des populations prospères d'antilopes, d'éléphants, de prédateurs et d'oiseaux
© Marcus Westberg



Ci-dessus : L'Honorable Rodney Sikumba, ministre zambien du Tourisme (à gauche), SAR Litunga Lubosi Imwiko II (au milieu) et Peter Fearnhead, PDG d'African Parks (à droite), partagent un moment ensemble lors de la fête célébrant les vingt ans du Parc national des plaines de Liuwa, en Zambie © Marcus Westberg

Les pages de ce document fournissent une vue d'ensemble des opérations, des réalisations et des difficultés rencontrées en 2024 par les parcs et des institutions. Vous trouverez infra le résumé exécutif de certains des événements les plus marquants.

PRINCIPALES RÉALISATIONS ET NOUVEAUX DÉVELOPPEMENTS – Les résultats officiels de la première étude aérienne exhaustive du Territoire de la Grande Migration du Nil (GNML) ont été annoncés en juin par SE Salva Kiir Mayardit, Président de la République du Soudan du Sud. Réalisée par African Parks en partenariat avec le ministère sud-soudanais de la Conservation de la faune et du Tourisme, l'analyse de 2023 atteste la plus grande migration de mammifères terrestres sur Terre : environ six millions d'antilopes – cobes de Buffon, gazelles de Mongalla, tiangs et cobes de Bohor – migrent chaque année à travers le GNML, certaines espèces gagnant également le Parc national de Gambella, en Éthiopie. En outre, le suivi des colliers de plus de 130 animaux de plusieurs espèces, combiné à des inventaires du bétail et de l'activité humaine, fournit des données essentielles en faveur de stratégies efficaces de

conservation et de développement communautaire, et donc de durabilité à long terme du site.

Après plusieurs années de discussions, nous avons eu le plaisir de conclure en décembre un partenariat de gestion de dix ans portant sur le Parc national de Gambella, en Éthiopie, avec l'Autorité éthiopienne de conservation de la faune (EWCA) et l'État régional national des peuples de Gambella (État de Gambella). Localisé juste au nord-est du Parc national de Boma, au Soudan du Sud, Gambella se situe au cœur du GNML, ce qui facilitera la gestion intégrée de l'ensemble du paysage transfrontalier et de ses espèces migratrices. Suite à la signature a débuté une phase initiale de transition de 12 mois au cours de laquelle d'importants ouvrages de base ont été entrepris, tels la mise en place de structures de gouvernance, une étude aérienne, des évaluations environnementales et sociales de diligence raisonnable, un plan de transition des ressources humaines, ainsi qu'une cartographie des parties prenantes et une prise de contact approfondie.

Autre étape importante pour African Parks en 2024

: la célébration de plus de 20 ans de partenariat avec le Département des parcs nationaux et de la faune sauvage de Zambie (DNPW) et le Barotse Royal Establishment (BRE) concernant le Parc national des plaines de Liuwa. Conscient de la nécessité d'une solution pour Liuwa après des décennies de dilapidation de ses ressources, SM le Litunga, Lubosi Imwiko II, est devenu le fer de lance du partenariat public-privé avec AP. Aujourd'hui, les 12 000 membres du peuple Lozi restent les gardiens de Liuwa. En novembre, nous avons fêté ce succès avec une célébration inoubliable dans le parc à laquelle ont assisté de nombreuses personnes ayant, hier comme aujourd'hui, participé à l'aventure.

La Verifiable Nature Unit (VNU), nouvel outil de financement durable soutenu par The Landbanking Group, s'est bien développée au cours de cette année. Les VNU mesurent la façon dont la nature est maintenue ou améliorée au cours de chaque année successive. Chacune représente 1 km² de nature préservée dans son état actuel ou restaurée d'une année sur l'autre, ce qui permet des transactions basées sur les résultats aptes à rembourser le coût

vérifiable de la conservation. Les trois premières transactions ont concerné Majete : les 202 VNU émises avant fin 2024 ont rapporté 965 000 \$US à la conservation. Ce déploiement passionnant marque le début d'un nouveau mécanisme financier, que l'on espère efficace, pour la conservation et la restauration des sites. En outre, trois projets pilotes ont été mis en œuvre dans les Parcs nationaux de la Garamba, d'Odzala-Kokoua et de Zakouma. Quant au financement du carbone, la distribution des revenus des crédits carbone générés par la gestion efficace du carbone stocké dans la zone de conservation du Chinko a été finalisée et approuvée par le Gouvernement de la République centrafricaine. Les premiers crédits ont été vendus fin 2023 et 350 000 autres en 2024, rapportant 4 630 500 \$US dont 10 % ont été réinvestis directement dans les communautés voisines du Chinko. En outre, l'achèvement de la formalisation du projet de crédit carbone du Bénin, qui alloue 68 % des recettes aux coûts de gestion du parc, garantit un soutien durable à la conservation et au développement communautaire, 10 % étant directement reversés aux communautés et 22 % au Gouvernement.

Ci-dessous : Les évaluations menées sur le bétail et l'activité humaine dans le GNML, au Soudan du Sud, sont des sources d'informations précieuses pour le développement communautaire et les actions de conservation © Marcus Westberg



L'accent a porté davantage cette année sur la technologie de façon à renforcer l'efficacité des équipes sur le terrain. Le nouveau directeur idoine est chargé notamment de l'installation d'un modèle d'exploitation technologique structuré : celui-ci permettra la gouvernance, la conformité et la compétence stratégique tout en soutenant les opérations du parc et intégrera tous les aspects du portefeuille technologique, ce qui inclut le perfectionnement des techniciens, l'exploitation des talents locaux et le contrôle régional concernant l'adoption cohérente des normes d'AP. Dans le cadre de notre stratégie de systèmes de systèmes, divers systèmes centralisés ont été intégrés pour renforcer la tenue des dossiers électroniques.

DÉFIS – Fin 2023, nous avons commandé une enquête indépendante à Omnia Strategy LLP, en collaboration avec les avocats de Doughty Street Chambers, sur les allégations de maltraitances commises par des écogardes détachés à l'encontre des communautés locales vivant à proximité du Parc national d'Odzala-Kokoua, en République du Congo. Omnia a mené des missions d'investigation dans et

autour du parc afin de recueillir des informations pertinentes auprès de diverses parties prenantes et de victimes potentielles. Pendant cette enquête, les lacunes dans nos modes de fonctionnement ont également été examinées. En conséquence, nous avons pris un certain nombre de mesures importantes et nécessaires pour renforcer les mécanismes de sauvegarde dans l'ensemble de l'organisation et mettre en œuvre un certain nombre d'interventions spécifiques à Odzala, telles que l'élaboration d'un Plan pour les populations autochtones et la nomination d'un ethno-anthropologue à son conseil d'administration.

Nous avons continué, dans l'ensemble des parcs, à renforcer nos canaux de communication et nos mécanismes de règlement des griefs (GRM), en veillant à ce que le personnel et les communautés les connaissent et les approuvent. Les communautés ont bénéficié de réunions régulières de sensibilisation, axées sur les règlements du parc et les GRM accessibles. Chaque GRM a été adapté aux besoins des différentes communautés vivant dans ou autour des zones protégées sous notre gestion, en veillant à



Ci-dessous : Le Parc national de Gambella, en Éthiopie, est devenu en décembre 2024 la 23e aire protégée du portefeuille de gestion d'AP © African Parks



Ci-dessus : Grâce à une formation continue et une communication efficace, l'application de la loi sur la conservation continue de s'améliorer au sein du Parc national de Zakouma, au Tchad © Marcus Westberg

leur pertinence et à leur efficacité. Notre Déclaration de principes sur les droits humains et notre programme de formation sur les Droits humains pour l'application de la législation de la conservation ont été examinés, et des recommandations ont été intégrées dans nos politiques et procédures. Tous les écogardes suivent un stage de remise à niveau sur le programme de formation actualisé, et les GRM seront mis en œuvre et orientés grâce au nouveau conseiller en droits humains et justice pénale.

Nous avons poursuivi nos efforts pour atténuer les conflits homme-faune (HWC) avec la rédaction et la mise en œuvre de politiques locales et l'adoption d'une approche normalisée du suivi des incidents. Cependant, les HWC restent un énorme défi, et le nombre de personnes impactées demeure malheureusement élevé. À la Garamba, un atelier de deux jours tenu à Nagero a réuni des sages villageois et le personnel du parc pour échanger autour des solutions d'atténuation, comprenant des techniques traditionnelles de prévention. Près de 50 participants ont ainsi documenté vingt méthodes ancestrales – cinq pour la protection du bétail et quinze pour

la protection des cultures – parmi lesquelles la propagation de plantes écrasées aux effluves répulsives, l'utilisation de ruches en argile et en tronc de palmier, la diffusion de poudre de piment sur l'herbe humide pour dissuader les hippopotames, et la combustion de bâtons de bambou pour imiter le bruit des coups de feu.

OPÉRATIONS DE CONSERVATION INNOVANTES – Après nous être rendus acquéreurs en Afrique du Sud, fin 2023, du plus important élevage de rhinocéros en captivité au monde et lancé notre initiative Rhino Rewild visant à en déplacer plus de 2 000 vers des zones sûres et protégées à travers le continent, nous sommes prudemment satisfaits des opérations accomplies à ce jour. Les premiers transferts ont été effectués avec succès en Afrique du Sud même : sur les 376 rhinocéros déplacés en 2024, 153 sont maintenus sur un site en vue d'un transfert ultérieur aux Parcs nationaux de la Garamba et de l'Akagera. Œuvrant en étroite collaboration avec des partenaires experts et des entrepreneurs, l'équipe, visant un professionnalisme absolu, affine constamment sa méthodologie et ses techniques de transfert. Grâce



Ci-dessus : La production de miel s'est développée dans le Parc national de l'Akagera, au Rwanda, où plus de 750 ruches contribuent à l'économie locale © Scott Ramsay

également à une gestion efficace et à un programme alimentaire révisé, le taux de croissance des rhinos a largement dépassé nos attentes. Ce projet demeure intimidant, mais les réponses positives et le soutien de nos partenaires du secteur, ainsi que de nos donateurs, le rendent possible – nous leur en serons toujours reconnaissants.

Un projet pilote innovant d'évaluation du Réseau écologique moléculaire (MENA) a été lancé dans cinq sites : Zakouma, Kafue, Odzala-Kokoua, Iona et l'Akagera. Cette initiative recourt à l'ADN environnemental (ADNe) – les traces génétiques laissées dans l'eau, le sol et les fèces – pour identifier les espèces et cartographier leurs interactions, dévoilant ainsi des réseaux écologiques dissimulés et apportant de nouvelles informations sur les écosystèmes. Plus de 7 000 échantillons ont été collectés dans les parcs par plus de 160 employés de parcs, bénévoles et chercheurs formés à ces techniques et expédiés à des laboratoires partenaires, ce, grâce à des collaborations instaurées avec des institutions de renom comme les Universités de Princeton et de Stanford. Alors même

que nous passons du travail de terrain à l'analyse des données, l'année à venir promet de nouvelles découvertes et perspectives propres à améliorer les stratégies de conservation et notre compréhension de la dynamique écosystémique.

DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE ET IMPACT – Pour une meilleure sensibilisation à l'environnement et à la conservation, plus de 25 000 enfants et 9 000 adultes ont visité des parcs en 2024, tandis que 18 000 enfants ont participé à des clubs nature. Au titre des actions éducatives, quant à elles, figurent l'octroi de 2 057 bourses d'études et stages de formation professionnelle ainsi que le parrainage de 257 écoles, dont 15 construites cette année.

Les entreprises socio-économiques soutenues par le parc ont bénéficié à environ 27 000 membres des communautés pour un revenu de plus de 4,9 millions \$US, ce qui inclut les gains provenant des systèmes de partage des recettes. Plus de 500 emplois occasionnels ont été générés par la construction du siège du Parc national de Nyungwe: avec de nombreux

autres créés dans l'ensemble du portefeuille, ils ont procuré près de 2 millions \$US aux membres des communautés. Les dépenses d'approvisionnement local ont atteint 102,6 millions \$US dans les zones sous notre gestion.

La sécheresse qui sévit dans une grande partie de l'Afrique australe exerce un impact dévastateur sur la faune et sur les populations. Pour secourir les communautés vivant autour du Parc national de Matusadona, au Zimbabwe, un programme d'aide aux victimes de la sécheresse a été lancé en collaboration avec d'autres organisations de soutien. Plus de 5 000 enfants ont ainsi pu bénéficier d'un petit déjeuner et d'un déjeuner à l'école chaque jour, ce qui leur a permis de rester en classe un jour de plus et d'atténuer la pression sur leurs familles. Des actions similaires ont été mises en œuvre dans le Parc national des plaines de Liuwa et dans les Zones humides de Bangweulu, en Zambie.

GÉNÉRATION DE REVENUS DANS LES PARCS – La génération de recettes s'est améliorée dans toutes les zones sous notre gestion. Au total, 230

000 visiteurs, pour 65 % des ressortissants du pays d'accueil, ont été accueillis dans les parcs, générant plus de 14,3 millions \$US de recettes brutes, soit une hausse de 13 % par rapport à 2023. L'Akagera, qui affiche de bons antécédents en la matière, a engrangé 4,6 millions \$US de recettes touristiques, soit une baisse de 3 % par rapport à 2023 due en partie aux épidémies de virus de Marburg et de variole du singe. Kafue, qui en est encore aux premières phases de son développement touristique, a dépassé les attentes en atteignant ses recettes les plus élevées à ce jour : 1,8 million \$US, soit une augmentation de 25 % par rapport à 2023. Nyungwe, qui a accordé une grande attention à ses produits touristiques, a vu ses recettes totales croître de 16 % depuis 2023 et généré 2,3 millions \$US. Cette augmentation globale, qui peut être attribuée à des investissements dans des produits perfectionnés et diversifiés, à des outils de marketing améliorés et à une présence numérique accrue, contribue grandement à la durabilité ; elle apporte aux parcs des ressources indispensables tout en créant des emplois et en concourant localement à l'économie et aux moyens de subsistance.

Ci-dessous : Dans la Réserve naturelle et culturelle de l'Ennedi, au Tchad, la faune, le bétail et la population se rassemblent autour des sources de vie que sont les mares d'eau semi-permanentes, ou gueltas © Marcus Westberg

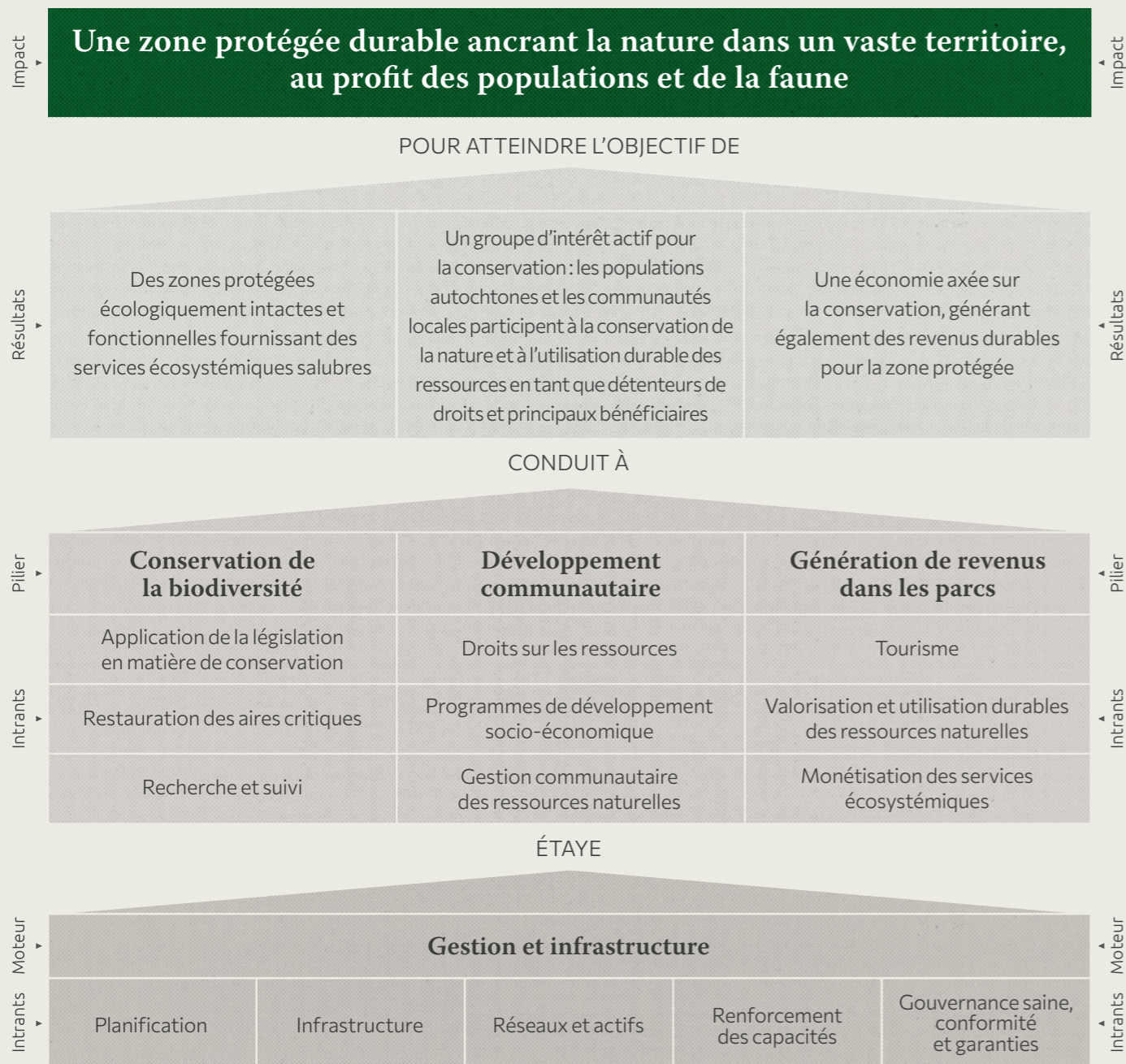


Notre modèle

La restauration et la gestion durables des zones protégées profitent à la fois aux populations et à la faune. Il y a plus de 20 ans, African Parks a été le premier à proposer pour ce faire le modèle du partenariat public-privé, aux termes duquel nous assumons toutes les fonctions gestionnaires des parcs et rendons compte à 100 % à nos partenaires gouvernementaux, lesquels en demeurent les propriétaires et les décisionnaires. Nous y parvenons grâce à des partenariats de gestion à long terme

(mandats), à la mise en place de solutions de financement (fonds) et à la constitution sur place de l'unité administrative du parc (gestion). Chaque projet dispose de sa propre entité juridique et de son propre conseil d'administration local, représentant les principaux acteurs. Dans chaque parc sont mis en œuvre trois piliers intégrés, étayés par la gestion et l'infrastructure (ci-dessous), dans le but d'assurer à chacun une durabilité écologique, sociopolitique et financière.

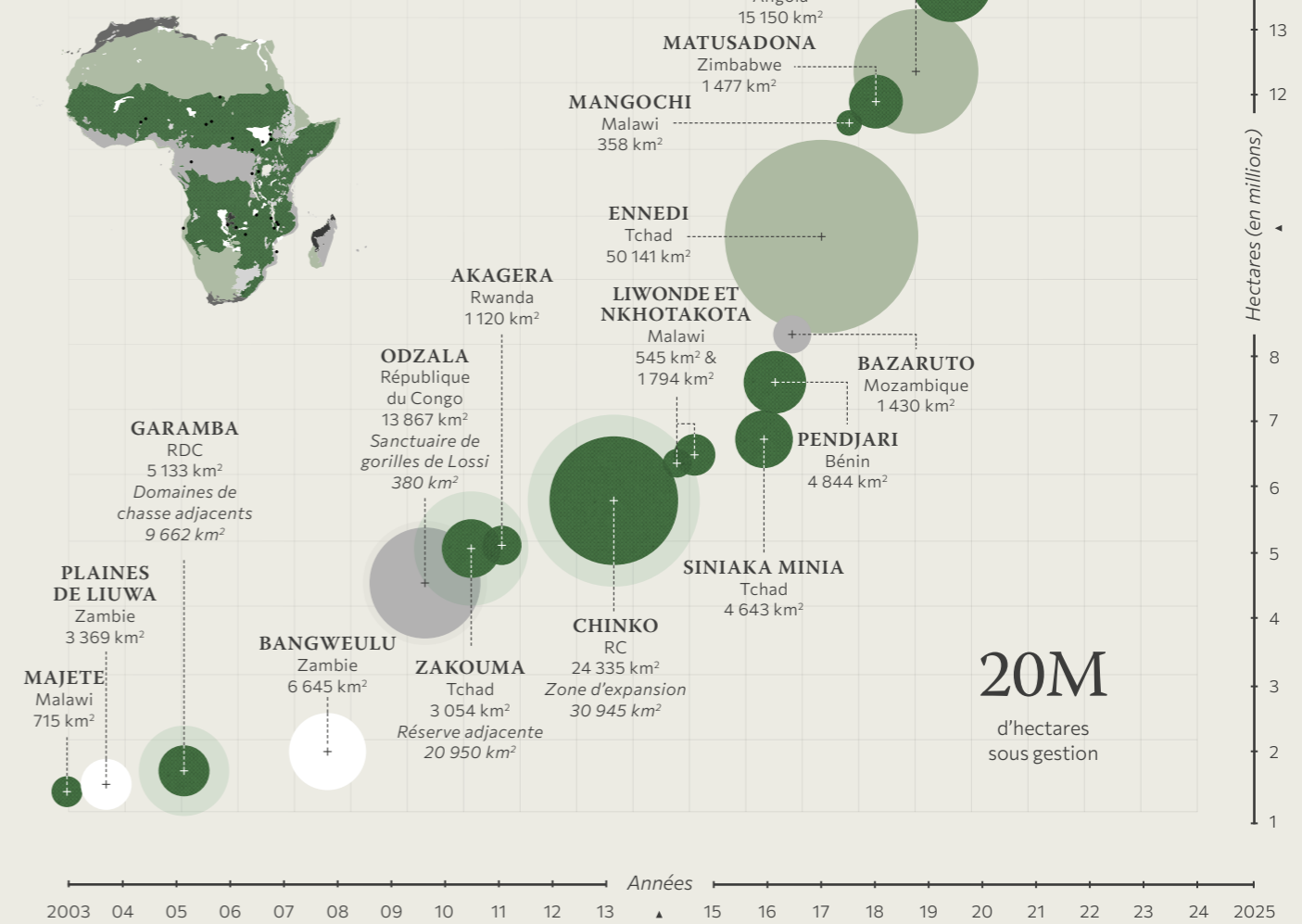
3 piliers : actions et résultats



Biomes:

- Déserts et terres arbustives xériques
- Prairies et savanes inondées
- Forêts décidues humides tropicales et subtropicales
- Forêts décidues sèches tropicales et subtropicales*
- Prairies tropicales et subtropicales, Savanes et terres arbustives

* ne figure pas dans le tableau ci-dessous mais présent dans le Parc national de Kafue



Nos lieux de travail

African Parks gère 23 zones protégées en partenariat avec des gouvernements et des communautés dans treize pays, assurant ainsi une gestion efficace sur plus de 20 millions d'hectares. Ce portefeuille diversifié englobe cinq des sept principaux biomes africains. Notre objectif

est de gérer durablement, d'ici à 2030, trente zones protégées sur 30 millions d'hectares, et de concourir ainsi à une ambition plus vaste : que 30 % des écosystèmes d'Afrique, et l'importante biodiversité qu'ils contiennent, soient sécurisés et valorisés à perpétuité.

Intégrer les droits humains dans la conservation

African Parks (AP) s'engage, dans le cadre de sa mission de conservation, à respecter et à promouvoir les droits humains des populations autochtones et des communautés locales. Cette garantie a été réaffirmée dans la version révisée de notre Déclaration de principes d'AP sur les droits humains (présente également sur notre site Web), et nous nous efforçons d'intégrer davantage encore ces droits dans nos opérations.

Au cours de l'année écoulée, nous avons traité plusieurs incidents au cours desquels des actions menées par des écogardes auraient failli au respect des normes

internationales en matière de droits humains ou aux procédures opérationnelles standards d'AP. Ces allégations de maltraitances à l'encontre des populations locales, dans certains parcs où nous entretenons des partenariats de gestion, ont été publiées dans les médias ou adressées directement à AP – quelle que soit la source d'information, elles ont toutes été prises au sérieux. Certaines concernaient des incidents dont nous avions déjà eu connaissance et avaient fait l'objet d'une enquête et d'une conclusion ; pour les autres, de nouvelles investigations ont été menées, notamment une enquête indépendante conduite par Omnia Strategy LLP au sein du Parc national d'Odzala-Kokoua. Accompagnées de recommandations d'experts, elles nous ont permis d'identifier les lacunes de notre fonctionnement et d'améliorer les recours ouverts aux communautés locales.

Des efforts considérables sont également déployés pour prévenir les exactions. Au cours de l'année 2024, l'ensemble du personnel chargé de l'application de la loi sur la conservation a été formé à un programme sur les

droits humains actualisé par des experts extérieurs. La sensibilisation des communautés à leurs droits, menée dans certains parcs par des ONG partenaires de défense des droits humains, contribue en outre au suivi et au signalement des griefs. Des améliorations ont également été apportées à d'autres canaux de signalement, ainsi qu'au mécanisme de réclamation et de recours (GRM) au niveau local. Au niveau institutionnel, un groupe de juristes indépendants sera chargé d'examiner toutes les allégations de faute grave et d'atteinte sérieuse aux droits humains, dans le but d'apporter des solutions crédibles et impartiales aux griefs sérieux adressés à AP.

Nous mettons progressivement en œuvre une autre mesure préventive : la Vérification diligente en matière environnementale et sociale (ESDD). Cette évaluation formelle identifie les risques et impacts négatifs potentiels liés à la gestion de la zone protégée, y compris en matière de droits humains : chaque évaluation définit des plans d'action propres à éviter les risques et atténuer les effets négatifs. L'ESDD a été réalisée pour

six parcs, et les autres seront examinés en 2025 et 2026. Les évaluations et les plans d'action qui en découlent induiront d'investir dans des ressources humaines supplémentaires, tels des spécialistes des sauvegardes, dans les parcs et au siège, et des collaborations avec des experts en droits humains et des ONG partenaires.

Intégrer les droits humains dans la conservation est un parcours sur lequel AP s'engage pleinement. Parallèlement aux perfectionnements initiaux apportés à nos systèmes et à nos processus, nous convenons que, dans certains cas, nous aurions pu mieux agir envers les communautés locales qui dépendent des ressources naturelles pour leur subsistance – et contribuent elles aussi à la conservation et à la durabilité des zones protégées. Nous poursuivrons nos apprentissages, de façon à élever dans toutes ses dimensions l'approche d'une conservation durable et fondée sur les droits.

Le Parc national d'Odzala-Kokoua, en République du Congo, est l'une des zones biologiquement les plus diversifiées et les plus riches en espèces au monde © Irene Galera

Notre impact en chiffres

African Parks assure la gestion efficace de zones protégées grâce à des partenariats à long terme avec des gouvernements et des communautés, lesquels permettent de protéger les services écosystémiques, de renforcer les avantages socio-économiques et d'établir la sécurité et la gouvernance. Nous examinons ici notre impact, ainsi que les domaines dans lesquels nous avons renforcé notre capacité à sauvegarder à long terme la biodiversité au profit des populations et de la faune.

DURABILITÉ ÉCOLOGIQUE Des écosystèmes fonctionnels sont indispensables à la survie de l'humanité. Nos chiffres montrent comment nous renforçons la résilience écologique dans les zones protégées sous notre gestion.

Dans toutes les zones protégées, depuis le début des partenariats de gestion de l'AP :

2X
PLUS DE JOURS DE PATROUILLE
Pourtant, par jour de patrouille,
± 50%
DIMINUTION DES ARRESTATIONS ET DES CONFISCATIONS

Ce qui suggère que la sécurité et l'action communautaire réduisent les activités illégales

90%
BAISSE DU BRACONNAGE DES ÉLÉPHANTS

***83%**
LES ESPÈCES CLÉS se sont stabilisées ou ont augmenté

37%
DU PORTEFEUILLE D'AP EST COMPOSÉ DE FORÊT



513K+
ARMES À FEU, COLLETS ET MUNITIONS RETIRÉS depuis le début

RHINO REWILD BILAN DE L'ANNÉE



7,8%
CROISSANCE NETTE DE LA POPULATION DE RHINOCÉROS, CONTRE 1,5% AUPARAVANT

55%
DIMINUTION DU NOMBRE DE RHINOCÉROS ACCUEILLIS DANS LES ORPHELINATS

**17% ont poursuivi leur déclin au cours des premières années de gestion d'AP, mais ont depuis (2016) montré des signes de stabilisation et/ou de rétablissement*

34%
Conservation de la forêt plus efficace dans les zones gérées par AP que dans des zones protégées similaires

11B
Tonnes de CO₂ stockées dans les zones protégées gérées par AP

CELA ÉQUIVAUT AUX ÉMISSIONS ANNUELLES DE CO₂ DE **2,37 MILLIARDS DE PERSONNES**

DURABILITÉ SOCIOPOLITIQUE Des zones protégées bien gérées favorisent des services écosystémiques sains, qui à leur tour étayent les moyens de subsistance des communautés. Une bonne gestion et des ressources adéquates améliorent leur accès aux soins médicaux et à l'éducation, donc leur qualité de vie, et encouragent leur participation active et leur mobilisation en faveur de la conservation.

Dans toutes les zones protégées en 2024 :

500K+
MEMBRES DES COMMUNAUTÉS concernés par des réunions et des manifestations communautaires



99K
BÉNÉFICIAIRES DE SOINS MÉDICAUX



2K+
Bénéficiaires de bourses d'études et de formations professionnelles

34K+
PERSONNES AYANT REÇU UNE ÉDUCATION À L'ENVIRONNEMENT dont 73% d'enfants

Plus de 18 000 enfants concernés par des clubs nature

DURABILITÉ ÉCONOMIQUE Des zones protégées bien gérées génèrent des revenus grâce à la création d'emplois, au tourisme et à d'autres programmes de développement durable, stimulant ainsi une économie axée sur la conservation.

Dans toutes les zones protégées en 2024 :

102,6M \$^{US}
DÉPENSÉS EN APPROVISIONNEMENTS LOCAUX

4,9M \$^{US}
REVENUS POUR LES COMMUNAUTÉS

■ 70% des parts de revenus
■ 30% des projets d'entreprise soutenus



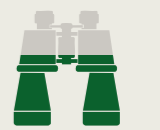
51,1M \$^{US}
TOTAL DES SALAIRES

5 896
EMPLOYÉS À TEMPS PLEIN
97% du personnel des parcs sont des nationaux



2 223+
TONNES DE RESSOURCES NATURELLES* récoltées de manière durable dans les zones protégées gérées par AP en 2024

27K+
BÉNÉFICIAIRES de projets d'entreprises communautaires en 2024



636K
VISITEURS TOURISTIQUES au cours des cinq dernières années
Dont 65% locaux

44,3M \$^{US}
RECETTES TOURISTIQUES RÉINJECTÉES dans les parcs ces cinq dernières années

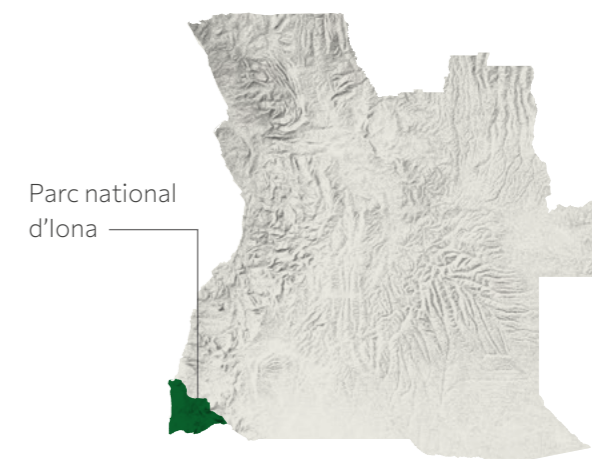
**poisson, miel et produits forestiers non ligneux comme les champignons, etc.*

Les Parcs

ANGOLA	24
26 Parc national d'Iona	
BENIN	28
30 Parc national de la Pendjari	
32 Parc national du W	
RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE	34
36 Chinko	
TCHAD	38
40 Réserve naturelle et culturelle de l'Ennedi	
42 Parc national de Zakouma	
44 Réserve de faune de Siniaka Minia	
RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO	46
48 Parc national de la Garamba	
MALAWI	50
52 Parc national de Liwonde et Réserve forestière de Mangochi	
54 Réserve de faune de Majete	
56 Réserve de faune de Nkhotakota	
MOZAMBIQUE	58
60 Parc national de l'archipel de Bazaruto	
RÉPUBLIQUE DU CONGO	62
64 Parc national d'Odzala-Kokoua	
RWANDA	66
68 Parc national de l'Akagera	
70 Parc national de Nyungwe	
SOUDAN DU SUD	72
74 Parc national de Badingilo et Parc national de Boma	
ZAMBIE	76
78 Zones humides de Bangweulu	
80 Parc national de Kafue	
82 Parc national des plaines de Liuwa	
ZIMBABWE	84
86 Parc national de Matusadona	
RHINO REWILD	88



Le Parc national d'Iona, dans le sud-ouest de l'Angola, constitue l'extrémité nord du désert du Namib, considéré comme le plus ancien au monde.
© Jorge Ferreira



Angola

PARC NATIONAL D'IONA

15 150 KM² | PROJET AFRICAN PARKS DEPUIS 2019

GESTIONNAIRE DU PARC : PEDRO MONTERROSO

PRINCIPAUX DONATEURS Legacy Landscapes Fund, Stichting Natura Africae, Rob Walton Foundation, Wyss Foundation
PARTENAIRE CLÉ International Conservation Caucus Foundation (ICCF)

PARTENAIRE GOUVERNEMENTAL

Institut national pour la conservation de la biodiversité (INBC)



C'est en 2019 qu'African Parks a signé un accord de gestion à long terme portant sur Iona avec le ministère angolais de l'Environnement (MINAMB) et l'Institut national de la biodiversité et de la conservation (INBC). Le MINAMB est responsable de la formulation, de l'exécution et du contrôle de la politique de protection environnementale, incluant la qualité de l'environnement, le contrôle de la pollution, la biodiversité terrestre et aquatique, les zones de conservation et la consolidation du patrimoine naturel du pays, ainsi que l'emploi des ressources naturelles renouvelables. L'INBC assure la mise en œuvre de la Politique de conservation de la biodiversité et la gestion du Système national des zones de conservation. L'actuelle ministre du MINAMB est Mme Ana Paula de Carvalho, et l'actuel directeur général de l'INBC est M. Miguel Xavier.



UNE FONDATION POUR UN AVENIR DURABLE

– 2024 a marqué des progrès significatifs dans le déploiement des infrastructures d'Iona, condition essentielle à une gestion efficace de la zone protégée. Ces avancées ont été marquées par l'inauguration, le 18 mai, du siège de Pediva (HQ) par le Président João Lourenço. L'installation, qui comprend 26 bâtiments – bureaux, ateliers, unités résidentielles... – est désormais le premier siège situé à Iona ; centralisant toutes les opérations de gestion, elle facilitera l'essor du tourisme et du développement régional.

2024 a également vu la diversification de la flotte opérationnelle du parc, qui s'est rendu acquéreur d'une niveleuse, d'un avion Cessna 180, d'un bateau de patrouille et de trois nouveaux Land Cruisers. La niveleuse a permis un meilleur entretien des routes ; l'avion est désormais essentiel aux opérations de surveillance, aux patrouilles, au suivi de la faune et à la planification des interventions rapides ; le bateau renforcera l'application de la loi sur la côte d'Iona

et dissuadera les activités illégales. Les nouveaux systèmes VHF, LoRa et Internet offrent une couverture radio d'environ 65 % dans l'ensemble du parc, même si les communications restent difficiles en raison d'obstacles terrestres autour du QG de Pediva.

Les garanties de haut niveau prises tout au long de l'année, notamment à l'occasion de la visite du Président et des réunions avec le gouverneur provincial de Namibe et autres instances nationales, ont mis en évidence l'engagement gouvernemental en faveur d'Iona. Le Président a fait l'éloge des réalisations et souligné que cette stratégie de gestion devait être mise en œuvre dans d'autres parcs nationaux d'Angola. Renforcé par son partenariat avec le Gouvernement, par des investissements continus dans ses infrastructures et par une économie en hausse axée sur la conservation, Iona est en passe de devenir un modèle de gestion des zones protégées angolaises.

CONSERVATION DE LA BIODIVERSITÉ – En collaboration avec la Giraffe Conservation Foundation, une seconde translocation a eu lieu : treize girafes angolaises ont été transférées du centre de la Namibie. Malheureusement, quatre décès, tous dus à des causes naturelles, ont été enregistrés dans le parc, où leur population actuelle se monte à 20 individus. Dans le cadre de l'opération annuelle de localisation, plusieurs espèces, tels le zèbre de montagne de Hartmann, l'oryx,

le springbok, le koudou, l'hybride zèbre-âne (zonkey), le guépard et la hyène brune, ont été marquées ou équipées de colliers. S'appuyant sur les données de l'an dernier, cette opération fournit des informations cruciales sur le comportement et les déplacements de la faune. Le marquage des guépards et des hyènes brunes, peut-être le premier de ces espèces en Angola, permettra une meilleure compréhension de leurs déplacements sur le territoire, tandis que celui des zonkeys renseignera quant à l'impact de ces hybrides sur la reproduction des zèbres.

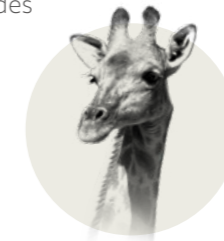
Suite à des enquêtes ayant établi la mort de plus de 100 phoques, probablement étranglés par des filets de pêche, la surveillance de la pêche illégale dans la baie des Tigres est demeurée une priorité. Grâce à des opérations conjointes avec les autorités gouvernementales, neuf bateaux ont été appréhendés et du matériel de pêche a été confisqué. Après avoir suivi le stage de base, seize nouveaux contrôleurs fauniques, recrutés localement, ont rejoint les 21 existants ; ils assisteront les écogardes grâce à leurs meilleures compétences en matière de suivi. Six femmes composent la première section féminine de contrôleurs de la faune à Iona.

DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE – Vingt bourses ont été octroyées et 280 élèves ont bénéficié de repas scolaires dans deux écoles primaires. Le parc a accueilli trois visites d'écoles, et une fresque de sensibilisation à la protection de l'environnement a été peinte à l'école primaire de Curoca, œuvre principalement de Leonardo Aguiar, membre de l'équipe. Trois enseignants formés à l'alphabétisation ont lancé un programme pilote de 210 séances.

Quatre-vingt-dix volontaires formés ont visité plus de 17 000 personnes à leur domicile – une méthode efficace pour impliquer les populations semi-nomades d'Iona – et les ont entretenues des activités du parc, de l'aménagement du territoire, des conflits homme-faune (HWC), etc. Il a été enregistré au total 37 cas de conflits HWC, principalement de prédation du bétail, auxquels Iona cherche à répondre en développant des contre-mesures.

La collaboration renforcée avec l'organisation namibienne Integrated Rural Development and Nature Conservation (IRDNC) favorise désormais l'échange transfrontalier d'informations avec les conservatoires

namibiens. Cinq membres d'Iona sont partis observer les activités de l'équipe de soutien faune-homme de l'IRDNC et ses bomas à l'épreuve des prédateurs ; en retour, Iona a accueilli six représentants de l'IRDNC et des communautés pour des discussions sur la conservation régionale. Pour s'assurer que son personnel respecte et promeut en permanence les droits humains, Iona est en passe de formaliser son mécanisme de règlement des griefs et de réparation (GRM), où des observateurs des droits aident les communautés à soumettre leurs doléances.



20 girafes d'Angola

1 547 personnes locales ont reçu des soins médicaux

6 000 bovins ont été vaccinés

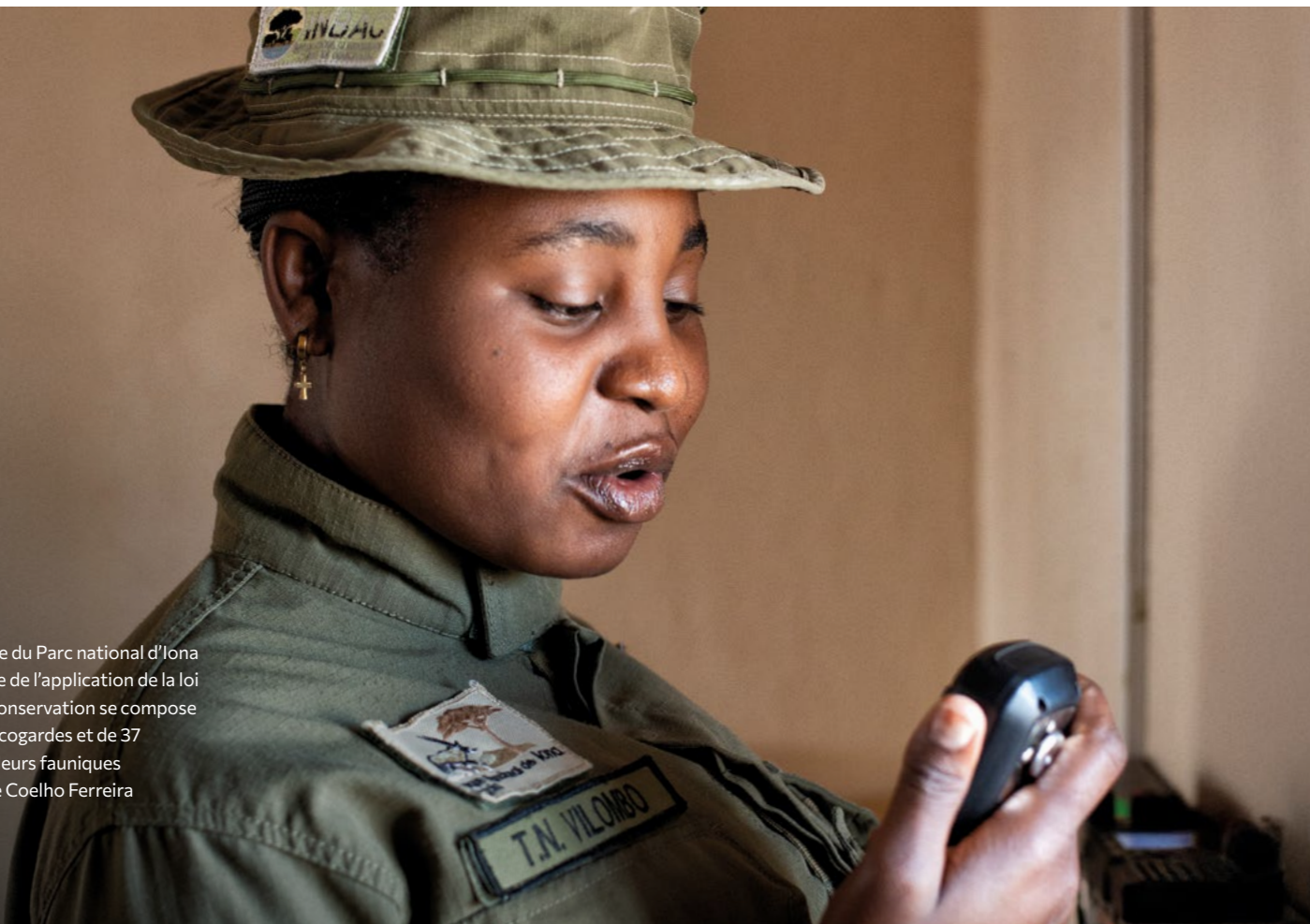
GÉNÉRATION DE REVENUS – L'activité touristique a augmenté de manière significative : 4 723 visiteurs, pour 57 % des ressortissants angolais, soit une hausse de 80 % par rapport à 2023. Le plan touristique a été réédité ; les effectifs des préposés aux portails se montent aujourd'hui à 18 ; et un système d'entrée numérique de données a été introduit pour rationaliser la gestion des visiteurs. Le portail de Ponta Albina a été rénové pour améliorer le service aux visiteurs.

GESTION DU PARC ET DÉVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES – En novembre a été organisée la première réunion du comité consultatif, laquelle a permis aux acteurs locaux, y compris les autorités traditionnelles et les représentants de groupes communautaires marginalisés, de formuler des recommandations sur la gestion du parc. Enfin, Iona a fait l'objet d'un audit interne de tous ses départements. L'audit interne séparé sur l'application de la loi sur la conservation, notamment, a démontré une conformité globale élevée avec les procédures opérationnelles normalisées d'AP et une amélioration notable de sa gestion.

OBJECTIFS POUR 2025

- ▶ Perfectionner les opérations d'application de la loi sur la conservation
- ▶ Renforcer la population existante des zèbres de montagne de Hartmann
- ▶ Finaliser le plan d'utilisation des terres
- ▶ Continuer à soutenir l'éducation formelle et environnementale
- ▶ Poursuivre les contacts avec les parties prenantes quant à l'emploi des ressources financières et au développement touristique

L'équipe du Parc national d'Iona chargée de l'application de la loi sur la conservation se compose de 32 écogardes et de 37 contrôleurs fauniques
© Jorge Coelho Ferreira





Dans le Parc national de la Pendjari, 81 pêcheurs ont capturé plus de 10 000 kilos de poisson pendant la saison de pêche communautaire annuelle
© Marcus Westberg

Parc national de la Pendjari



Parc national du W

Bénin

PARC NATIONAL DE LA PENDJARI

4 844 KM² | PROJET AFRICAN PARKS DEPUIS 2017

DIRECTEUR DU PARC : HABTEYESUS M. TADESSE

PRINCIPAUX DONATEURS Elephant Crisis Fund (ECF), Fondation des savanes ouest-africaines (FSOA), Gouvernement du Bénin, Lion Recovery Fund (LRF), Union européenne, US DoS Bureau of International Narcotics and Law Enforcement (INL), US Fish and Wildlife Service (USFWS), Wyss Foundation

PARC NATIONAL DU W

8 022 KM² | PROJET AFRICAN PARKS DEPUIS 2020

DIRECTEUR DU PARC : ABDEL-AZIZ BELLO

PRINCIPAUX DONATEURS Elephant Crisis Fund (ECF), Fondation des savanes ouest-africaines (FSOA), Gouvernement du Bénin, Lion Recovery Fund (LRF), Union européenne, US DoS Bureau of International Narcotics and Law Enforcement (INL), US Fish and Wildlife Service (USFWS), Wyss Foundation

PARTENAIRE GOUVERNEMENTAL

Gouvernement du Bénin



Le Gouvernement du Bénin a signé un accord avec African Parks en 2017 pour réhabiliter et développer le Parc national de la Pendjari, suivi en 2020 du Parc national du W. Leur restauration s'inscrit dans le cadre du programme national d'investissement « Révéler le Bénin ». MM. José Tonato, ministre du Cadre de vie et des Transports, en charge du développement durable, Abdel Aziz Baba-Moussa, directeur général du Centre national d'aménagement des réserves fauniques (Cenagref), et Achille Houssou, directeur général de l'Agence nationale pour la promotion du patrimoine touristique, ont tous joué un rôle déterminant dans ce partenariat.



UN BASTION DE LA CONSERVATION — Le Parc national de la Pendjari, qui fait partie du complexe W-Arly-Pendjari (WAP), est un havre pour les dernières populations d'éléphants, de topis, de lions et de guépards présentes dans la région. Malgré les problèmes de sécurité, il reste investi dans la conservation de la biodiversité et veille à poursuivre la conservation, la recherche et la surveillance de la faune, en collaboration avec le gouvernement et les communautés locales.

L'étude aérienne bisannuelle visant à évaluer les effectifs des grands mammifères et à suivre leurs déplacements a rendu en avril des résultats encourageants, notamment une augmentation notable en trois ans du nombre des éléphants, estimé aujourd'hui à environ 2 800 – une croissance probablement due à leur migration des pays voisins en quête d'un sanctuaire dans la Pendjari, où le renforcement de la gestion et de la législation en matière de conservation a permis de réduire la chasse

illégal. L'étude a également confirmé que la plupart des troupeaux d'éléphants évitaient la présence humaine et les zones non sécurisées, d'où la nécessité accrue de zones protégées et bien gérées dans le WAP. Dans le cadre du suivi écologique de la Pendjari, les colliers posés cette année sur six éléphants, portant leur nombre total à douze, apporteront des données précieuses sur leurs déplacements et permettent d'affiner la gestion de la conservation. Pour restaurer ces populations menacées, 27 antilopes – topis, bubales, cobes à croissant, cobes de Buffon... – ont été déplacées à l'intérieur du parc et placées dans un boma dédié à la reproduction. Cette action est déjà couronnée de succès : quatre petits topis sont nés cette année.

Les trois pays du complexe WAP (Bénin, Burkina Faso et Niger), poussés par un objectif commun de conservation d'un patrimoine naturel transfrontalier exceptionnel, ont tenu en octobre, à Cotonou, un atelier au cours duquel les gestionnaires des zones protégées ont réfléchi à l'élaboration de stratégies communes par le biais de translocations d'espèces clés. La Pendjari démontre ainsi que, même face à l'adversité, les stratégies de conservation peuvent produire des résultats tangibles. Grâce à un soutien et à des partenariats durables, la Pendjari reste un bastion essentiel pour la faune ouest-africaine.

CONSERVATION DE LA BIODIVERSITÉ – Comme précisé supra, l'étude aérienne de la Pendjari suggère un accroissement de la population d'éléphants ; le suivi écologique, comprenant notamment le marquage des éléphants et une opération de régénération des antilopes, est quant à lui en cours. Les réunions mensuelles du Comité local de coordination opérationnelle assurent une synergie continue entre les équipes chargées de l'application de la loi et celles de la sécurité nationale. Les écogardes ont vu leurs capacités renforcées par des formations spécialisées, comme la remise à niveau en matière de droits humains, propres à coordonner leurs opérations avec les problématiques actuelles et les meilleures pratiques. Le 31 juillet a été célébrée la Journée mondiale des écogardes, en hommage au dévouement et au sacrifice des gardes et des soldats béninois qui ont perdu la vie – rappelons que quelques jours auparavant, le 24 juillet, cinq écogardes avaient été tués lors de l'attaque d'un groupe armé.

Plus de 20 000 têtes de bétail ont été vaccinées : ces campagnes annuelles visent à entretenir la santé des bovins et à réduire la transmission de maladies entre les animaux domestiques et la faune sauvage. La construction d'un site affecté à ces opérations améliorera les interventions sanitaires futures.

DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE – Environ 6 000 membres communautaires ont suivi plus de 200 sessions de sensibilisation à la conservation animés par douze instructeurs issus de leurs rangs. Les huit manifestations sportives organisées dans le cadre de la tournée « Fitness des Parcs nationaux » ont réuni 4 600 participants ainsi sensibilisés à la conservation de la faune. Six bâtiments scolaires – deux écoles et quatre cantines – ont été réhabilités, à l'intention de 2 687 élèves. Cinq écoles se sont vu remettre des tables et des bancs, et 200 orphelins ont reçu du matériel scolaire. Plus de 2 000 élèves ont suivi des séances de sensibilisation à la conservation, et les clubs nature sont désormais au nombre de dix-huit.

Les coopératives de villageoises ont produit 337 litres d'huile de neem et collecté 3 008 kilos de noix de karité, tandis que les 82 apiculteurs ont produit 1 419 litres de miel et que la saison communautaire annuelle a permis à 81 pêcheurs de récolter plus de 10 000 kilos de poisson. Au total, les entreprises communautaires ont rapporté

29 893 \$US. En outre, 163 agriculteurs ont bénéficié de 283 hectares convertis à des pratiques agricoles durables améliorées dans la zone d'occupation contrôlée (ZOC) et la région de Seri. Plus de 177 tonnes de coton, 100 tonnes de soja et six tonnes de maïs ont été récoltées.



~ 2 800
éléphants

1,5 million \$US
de crédits
carbone

5 526
arbres
indigènes
plantés

GÉNÉRATION DE REVENUS – Achevée, la formalisation du projet de crédit carbone du Bénin garantit un accord de concession selon lequel 68 % des recettes seront allouées aux coûts de gestion du parc, 10 % directement aux communautés et 22 % au gouvernement, assurant ainsi une viabilité financière et un soutien durable à la conservation et au développement communautaire.

African Parks Bénin a organisé à Cotonou le premier Forum d'information sur les parcs nationaux ; les acteurs y ont partagé des informations actualisées sur les parcs et recueilli des commentaires en vue d'améliorations futures. La Pendjari a activement promu sa ligne de produits PUR lors de trois grandes foires commerciales : le Festival Porto-No Mad, les Rencontres internationales du tourisme durable et le Festival du barbecue de Cotonou.

GESTION DU PARC ET DÉVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES – Le réseau VHF de la Pendjari est resté pleinement opérationnel tout au long de l'année, pourvoyant à des communications sûres et fiables dans 95 % du parc ; il a été étendu grâce à l'installation d'un quatrième répéteur VHF. La flotte a acquis un avion, des véhicules, des motos et un tracteur qui ont permis d'améliorer les interventions sur le terrain et les opérations aériennes. Les 97 km de routes rénovés et les cinq nouvelles galeries facilitent l'accès en toute saison de/vers la base opérationnelle de la Pendjari.

OBJECTIFS POUR 2025

- ▶ Assurer l'accessibilité des accès principaux tout au long de l'année et maintenir des systèmes de communication continus
- ▶ Améliorer le score de l'Outil de gestion intégrée de l'efficacité (IMET)
- ▶ Faire valider par l'ensemble des acteurs le Plan d'utilisation des terres réactualisé





DES MOYENS DE SUBSISTANCE DURABLES POUR LA CONSERVATION

Le Parc national du W fait partie du complexe W-Arly-Pendjari (WAP). Les services écosystémiques que rend cette étendue de biodiversité intacte, la plus vaste d'Afrique de l'Ouest, la rendent vitale aux yeux de milliers de communautés, au nombre desquelles des pasteurs nomades qui y déplacent chaque année leurs troupeaux à la recherche de pâturages et d'eau. Conserver la biodiversité passe obligatoirement par un soutien accru à ces groupes ; c'est pourquoi le parc, grâce à une approche collaborative de la gestion des terres et du bétail, a renforcé de manière significative son axe de développement communautaire.

Les deux zones pastorales, créées à l'origine dans la zone tampon entourant le parc pour mettre en œuvre le plan de gestion du bétail, ont été développées en consultation avec les dirigeants locaux et intégrées dans le plan d'utilisation des terres validé en novembre,

qui prend en compte les besoins des agriculteurs et des éleveurs et, ainsi, limite les conflits entre ces groupes et développe des pratiques durables. Des campagnes de vaccination sont menées chaque année pour assurer la santé des bovins et une moindre transmission des maladies entre le bétail et la faune sauvage ; en 2024, 27 000 bovins appartenant à 925 éleveurs ont ainsi été vaccinés. Au-delà des avantages pratiques, cette action essentielle sert également à instaurer la confiance entre le parc et les communautés, tout en sensibilisant celles-ci aux limites du parc, à la protection animale et aux conflits homme-faune. Les dix hectares de panicaut cultivés cette année ont réduit la nécessité pour les éleveurs d'utiliser les zones protégées, permis d'étendre les parcelles de fourrage à 16 hectares et de soutenir la réhabilitation des pâturages en offrant des alternatives alimentaires durables.

Malgré les problèmes de sécurité au Bénin, les équipes du W œuvrent grandement au succès de la conservation de la biodiversité dans le complexe WAP et au soutien des moyens de subsistance locaux.

CONSERVATION DE LA BIODIVERSITÉ – L'étude aérienne de 2024 a livré des résultats encourageants, notamment une hausse possible du nombre d'éléphants, du fait probablement d'une gestion et d'une conservation renforcées ainsi que d'une

migration des régions voisines. Les colliers posés sur douze éléphants et un lion permettront de recueillir des données sur leurs déplacements et de mieux appréhender la nature des aires vitales des principales espèces.

Les écocardes ont suivi une formation spécialisée en matière de droits humains, et reçu des équipements leur permettant d'opérer efficacement et en toute sécurité en fonction de l'évolution des défis sécuritaires. La Journée mondiale des écocardes a été célébrée le 31 juillet, en hommage au dévouement et au sacrifice des écocardes et des soldats béninois qui ont perdu la vie, et notamment à la perte tragique des cinq écocardes tués quelques jours auparavant, le 24 juillet, lors de l'attaque d'un groupe armé.

DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE

– Les coopératives, parrainées, ont poursuivi leur croissance : 60 apiculteurs ont produit 471 litres de miel, 36 pêcheurs et 22 poissonniers ont récolté 8 562 kilos de prises, et 67 membres des communautés ont collecté neuf tonnes de pains de singe. La coopérative d'huiles végétales, gérée par 47 femmes, a transformé 4 600 kilos de graines de neem et de balanite en 250 litres d'huile. Le stage de formation professionnelle de trois mois a permis à 20 jeunes issus des villages d'acquérir les compétences nécessaires pour créer et gérer leurs propres entreprises.

Les manifestations sportives ont contribué puissamment à sensibiliser les communautés à la conservation et à renforcer les liens. Huit activités de remise en forme organisées dans le cadre de la tournée « Fitness des parcs nationaux » ont attiré 4 600 participants, tandis que le match de football et le tournoi de lutte traditionnelle ont rassemblé 15 500 membres. Les actions en matière éducative sont demeurées une priorité, avec l'appui apporté à 25 enseignants communautaires de 24 écoles et la distribution de matériel dans 20 écoles. Plus de 4 636 élèves et 235 enseignants ont participé à des programmes d'éducation à l'environnement, tandis que 18 clubs nature en milieu scolaire ont réuni plus de 400 membres. Un nouveau projet pluriannuel appuiera à long terme 25 élèves vulnérables.

GÉNÉRATION DE REVENUS – Dans le cadre de l'accord du projet de crédit carbone du Bénin, dont

la formalisation a marqué une étape importante vers la durabilité à long terme, 68 % des recettes seront affectées aux coûts de gestion du parc, et donc aux actions de conservation et de développement communautaire en cours, 10 % étant versés directement aux communautés et 22 % au gouvernement.



38 510 personnes ont participé à des réunions communautaires et de sensibilisation

1 080 arbres indigènes ont été plantés

27 000 bovins ont été vaccinés

Le parc a présenté sa gamme PUR de produits liés à la conservation lors de quatre foires commerciales : le Festival Porto-No Mad, les Rencontres internationales du tourisme durable, le Festival du barbecue de Cotonou et la Foire intercommunale de l'Alibori. Les activités commerciales développées cette année – miel, eau de vie de karité, poisson, poudre et granulés de baobab, huiles de neem et de balanite – ont généré un revenu brut de 20 800 \$US pour le parc et 20 422 \$US pour les communautés.

GESTION DU PARC ET DÉVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES

– En août a été mis en place un Comité de suivi local, coordonné par l'Agence nationale du patrimoine touristique (ANPT) et composé d'entités locales, de chefs de communautés, de représentants des agriculteurs et des éleveurs, et de l'Union des associations villageoises de gestion des réserves de faune (Avigref). Il vise à renforcer la collaboration entre les différents acteurs pour relever les principaux défis communautaires.

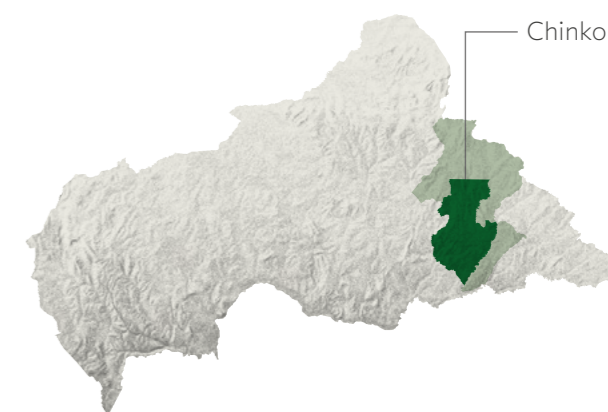
Les infrastructures ont été améliorées par l'Internet par satellite à la base opérationnelle et par fibre optique au bureau administratif de Kandi. La base d'Alfakoara a fait l'objet de plusieurs transformations : construction de cinq chambres pour le personnel, extension du hangar à machines, extension de 150 m du mur d'enceinte et réouverture de 82 km de routes périmétriques. Le campement des écocardes a été doté d'un bâtiment sportif, d'une piste d'obstacles et de salles pour les instructeurs.

OBJECTIFS POUR 2025

- ▶ Renforcer les systèmes de communication et de suivi pour une meilleure sécurité
- ▶ Améliorer le score de l'Outil de gestion intégrée de l'efficacité (IMET)
- ▶ Entreprendre un suivi aérien trimestriel des éléphants
- ▶ Veiller à ce qu'aucun nouveau champ ne soit défriché au-delà de la ligne de front agricole

La vaccination, dans le cadre de la campagne annuelle, de plus de 27 000 têtes de bétail appartenant à 925 éleveurs autour du W vise à fortifier la santé des troupeaux et à réduire la transmission des maladies
© Marcus Westberg





République centrafricaine

CHINKO

24 335 KM² | PROJET AFRICAN PARKS DEPUIS 2014

Ensemble de la zone : 30 945 km²

DIRECTEUR DU PARC : JEAN-BAPTISTE MAMANG-KANGA

PRINCIPAUX DONATEURS Elephant Crisis Fund (ECF),
Good Energies, Groupe Bel, Lion Recovery Fund (LRF), Rainforest Trust,
Rob Walton Foundation, Union européenne, USAID

PARTENAIRE GOUVERNEMENTAL

Ministère des Eaux, Forêts, Chasse et Pêche



En 2014, African Parks a reçu le mandat de gestion du Chinko en partenariat avec le ministère des Eaux, Forêts, Chasse et Pêche, lequel détient la responsabilité principale de la gestion durable des ressources forestières, des opérations sylvicoles commerciales et de la gouvernance des aires protégées en RCA. Un mandat actualisé et revitalisé a été signé en avril 2020. Le ministère est représenté par le M. le ministre Gervais Mbata.



UN NOUVEAU NUMÉRAIRE POUR LA CONSERVATION

— Ces deux dernières années, African Parks et le Gouvernement de la République centrafricaine (RCA) se sont associés pour lancer un projet fructueux de financement du carbone en utilisant les crédits générés par la gestion efficace du carbone stocké dans la Zone de conservation du Chinko (CCA). Les premiers crédits ont été vendus fin 2023, suivis de 350 000 en 2024, pour un gain de 4 630 500 \$US.

Dans le cadre de l'accord conclu avec le Gouvernement, 10 % de ce rapport ont été versés directement dans un nouveau fonds communautaire créé au profit des 170 000 riverains, lesquels conviennent également de son utilisation : grâce à des discussions ouvertes tenues dans huit districts et plus de 40 villages, ils ont identifié les principales priorités de financement : entretien des routes, construction de puits, salaires d'enseignants, rénovation des écoles et soutien aux entreprises locales. Un manuel a également été élaboré pour faciliter la gestion financière et technique, ainsi que pour guider l'allocation et la supervision des sommes.

Ce fonds, principalement axé sur les communautés les plus dépendantes des ressources naturelles dans et autour du Chinko, oriente le soutien là où il est nécessaire et encourage l'adoption du Plan d'utilisation des terres (LUP). Il complète également les programmes gouvernementaux en améliorant l'accès à l'eau potable, à l'éducation, aux marchés et aux routes tout en préconisant une gestion durable des ressources. Les associations locales ont commencé à développer leurs propres projets communautaires avec le soutien technique d'AP : nous sommes impatients d'en partager plus en 2025.

Grâce à ce capital, les communautés prennent désormais davantage conscience des bénéfices de la conservation. Parallèlement au programme Tango du Chinko, qui encourage la participation des éleveurs nomades au LUP, le projet de financement du carbone marque une nouvelle approche durable du territoire.

CONSERVATION DE LA BIODIVERSITÉ – Des agents Echo ont réalisé l'inventaire annuel des espèces fauniques phares de la CCA et enregistré des traces d'animaux le long des pistes ouvertes. Au total, 1 117 km de transects ont été étudiés, auxquels s'ajoutent 204 km dans les zones d'intérêt cynégétique louées à la National Safari Company. Les principales populations se sont stabilisées ou ont poursuivi leur croissance ; les effectifs de buffles noirs ayant augmenté au Chinko et à Zakouma, ceux-ci deviennent les foyers de la plus

importante population de cette espèce en Afrique centrale et occidentale.

Quatre équipes (deux internationales et deux locales) ont étudié notamment les plantes invasives, le comportement des chimpanzés au Chinko, et réalisé le premier inventaire des petits mammifères – principalement les rongeurs, les chauves-souris et les musaraignes. Deux étudiants de la région ont documenté la propagation incontrôlée des rats noirs à Kocho.

DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE

– La planification agricole s'est achevée avec la définition de zones gérées par des structures de gouvernance communautaires ; quatre nouvelles réserves de pêche ont été créées, et 200 pêcheurs ont été initiés à la pêche durable à l'acadjia dans quatre groupes à Bangassou, Rafaï, Ouango et Bema : cette méthode crée des habitats halieutiques en plaçant d'épais fagots de bois et de branches dans les eaux peu profondes. Six cents kilos de poisson ont ainsi été pêchés.

Les instances éducatives de Mbomou ont approuvé le guide d'éducation environnementale du Chinko, produit dans le but de parfaire les connaissances des communautés en matière de conservation et, ce faisant, de soutenir davantage encore la gestion durable des ressources naturelles. Par le biais des clubs jeunesse, passés au nombre de huit, 180 jeunes sont désormais sensibilisés. Pour la première fois, des élèves ont présenté 12 spectacles de théâtre de rue portant sur la biodiversité, la pêche et la chasse. Lors des réunions tenues à Bangassou, Bria et Birao, 250 membres communautaires ont évoqué les priorités et les principales réalisations, tandis que deux grandes campagnes de sensibilisation ont touché 16 910 personnes dans 27 villages.

Plus de 50 % des produits alimentaires du Chinko – manioc, riz, café, beurre d'arachide et viande – sont sourcés localement, et donc lucratifs pour les communautés. Le soutien à l'agriculture s'est étendu à 26 groupes, dont onze nouveaux ont été formés à la culture du manioc, de l'arachide et du maïs. Les deux nouvelles associations villageoises d'épargne et de crédit, favorisant la résilience financière, portent leur total à 62. Les 2 942 participants ayant suivi une formation génératrice de revenus ont volontairement

épargné chaque semaine une somme gérée par AVEC, une association villageoise d'épargne et de crédit à laquelle ils pouvaient accéder avec des intérêts en fin d'année.

GÉNÉRATION DE REVENUS

– Le montant accumulé par la vente des crédits carbone a été divisé entre les communautés (10 %) et les coûts opérationnels du parc (55 %) comprenant les salaires du personnel et les initiatives de développement communautaire, le reste allant au Gouvernement de la RCA et aux coûts opérationnels du projet. Le Camp Chinko, superbe camp saisonnier de pêche sportive, a accueilli quatre clients qui, très satisfaits de leur expérience, ont fait don de 100 000 \$US supplémentaires. Dans l'ensemble, la génération de revenus a bien progressé au Chinko, pour atteindre en fin d'année un taux d'autofinancement de 53 %.



4,6 millions \$US encaissés grâce aux crédits carbone

52 pièges photographiques actifs

5,8 millions \$US investis dans l'économie locale (y compris les salaires)

GESTION DU PARC ET DÉVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES

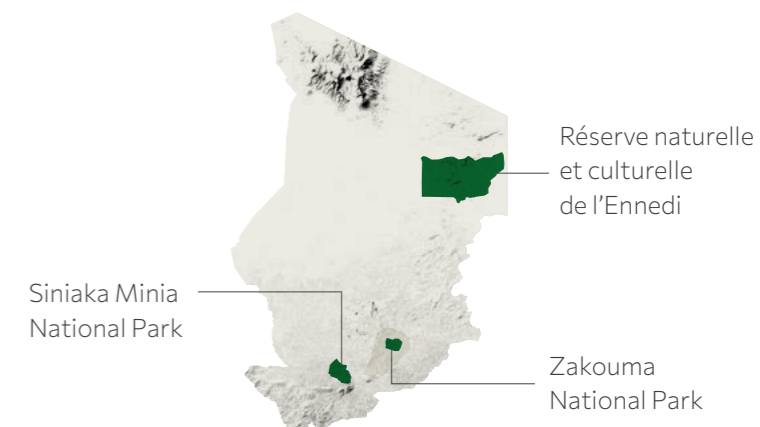
– Le 13 juin a été célébrée à Bangui une décennie de conservation au Chinko, à laquelle ont assisté des ministres, des députés, des donateurs et des partenaires. Tout au long de l'année, le parc a accueilli plusieurs visites gouvernementales de haut niveau qui soulignent son importance nationale. Son statut de parc national est en bonne voie, comme en témoigne l'étude de l'Outil de gestion intégrée de l'efficacité (IMET) qui a instruit ses limites et assuré son classement en tant qu'aire protégée de l'UICN. La base de Kocho a été améliorée, 105 km de nouvelles routes ont été construits et la plate-forme de Ndolo Mirado, dédiée à l'observation de la faune, a été achevée.

OBJECTIFS POUR 2025

- ▶ Mettre en œuvre des projets communautaires financés par les revenus des crédits carbone
- ▶ Maintenir 35 000 km² de l'ACC exempts d'activités humaines illégales
- ▶ Incorporer dans l'ACC les territoires du nord de Yata-Ngaya et du sud-est de Zemongo, portant ainsi la zone gérée à environ 112 000 km²
- ▶ Instaurer le Parc national du Chinko entre les fleuves Chinko et Mbari
- ▶ Mettre en service la plate-forme Ndolo Mirador pour les visites des communautés et des écoles

Le soutien qu'apporte le Chinko aux stations de radio locales lui permet de renforcer ses liens avec les communautés et de les sensibiliser à la conservation de la biodiversité
© Irene Galera





Tchad

RÉSERVE NATURELLE ET CULTURELLE DE L'ENNEDI

50 141 KM² | PROJET AFRICAN PARKS DEPUIS 2017

GESTIONNAIRE DU PARC : ISSAKHA GONNEY GUIRKI

PRINCIPAUX DONATEURS Fondation Segré, Rob Walton Foundation, Stichting Natura Africae, Union européenne

PARC NATIONAL DE ZAKOUMA

3 054 KM² | PROJET AFRICAN PARKS DEPUIS 2010

GESTIONNAIRE DU PARC : CYRIL PÉLISSIER

PRINCIPAUX DONATEURS Dhanam Foundation, Elephant Crisis Fund (ECF), Lion Recovery Fund (LRF), Union européenne, US DoS Bureau of International Narcotics and Law Enforcement (INL), US Fish and Wildlife Service (USFWS)

RÉSERVE DE FAUNE DE SINIACA MINIA

4 643 KM² | PROJET AFRICAN PARKS DEPUIS 2017

Bahr Salamat Faunal Reserve : 20 950 km²

GESTIONNAIRE DU PARC : CYRIL PÉLISSIER

PRINCIPAUX DONATEURS Dhanam Foundation, Union européenne

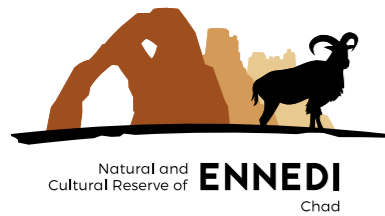
PARTENAIRE GOUVERNEMENTAL

République du Tchad



Le ministère de l'Environnement, de la Pêche et du Développement durable (MEPDD) est l'organe tchadien de gouvernance des aires protégées avec lequel African Parks (AP) a signé des accords de gestion se rapportant à l'Écosystème du Grand Zakouma [comprenant le Parc national de Zakouma, le Parc national de Siniaka Minia et la Réserve de faune de Bahr Salamat], la Réserve naturelle et culturelle de l'Ennedi et le Projet Aouk. En 2010, le ministère et AP ont signé un accord de gestion public-privé relatif à Zakouma, suivi en 2017 d'un accord de 10 ans pour développer le Grand Écosystème de Zakouma et d'un accord de 15 ans autour de la création, du financement et de la gestion de la Réserve naturelle et culturelle de l'Ennedi. Le MEPDD est représenté par son ministre, M. Hassan Bakhit Djamous.

L'Ennedi recèle plus de 50 000 km² de paysages naturels sculptés, une flore et une faune adaptées au désert et des œuvres d'art rupestre d'intérêt mondial
© Brent Stirton



UNE RENAISSANCE ARCHÉOLOGIQUE – Connue pour ses cavernes et ses formations rocheuses uniques, la Réserve naturelle et culturelle de l'Ennedi (ENCR) est habitée depuis des siècles, comme en témoignent ses peintures murales colorées figurant des activités humaines et des animaux sauvages tels le mouflon à manchettes, l'autruche à cou rouge et l'antilope addax. En 2024, son importance archéologique a joué un rôle central dans la stratégie de conservation et de tourisme, des découvertes révolutionnaires mettant en lumière son histoire et éclairant son riche patrimoine culturel et naturel.

Les neuf missions de prospection archéologique entreprises ont permis d'identifier 348 nouveaux sites, dont certains étaient restés dissimulés pendant des siècles. Ces découvertes, qui vont d'œuvres d'art rupestre ancien à des ateliers métallurgiques, donnent un aperçu des civilisations ayant prospéré dans ce cadre à la fois rude et extraordinaire. Pour sauvegarder ces trésors inestimables, l'ENCR s'est

associée à l'Unesco et à des experts internationaux pour développer des stratégies de protection efficaces. Quatre des sites les plus importants ont été explorés par une équipe d'archéologues tchadiens puis évalués par un consultant international, assurant ainsi leur reconnaissance mondiale.

Le partage de ces découvertes avec le monde est essentiel à la préservation de ces sites, que 213 visiteurs ont eu l'occasion de découvrir lors de douze visites guidées. En outre, 238 protagonistes locaux et nationaux ont suivi des séances de sensibilisation qui ont nourri un sentiment collectif de responsabilité à l'égard de ces biens culturels. Ces actions de pédagogie et d'implication communautaires sont essentiels à la création d'une vision commune de l'Ennedi, où conservation du patrimoine et tourisme durable sont interconnectés. La publication de deux articles universitaires et la tenue de plusieurs conférences internationales, parmi lesquelles un colloque en Côte d'Ivoire sur la contribution des femmes à l'économie pastorale telle que la représente l'art rupestre de l'Ennedi, ont confirmé le statut fondamental du site en matière d'archéologie et de patrimoine culturel. Tandis que se poursuivent la conservation, la recherche et l'implication communautaire, l'Ennedi devient un modèle de préservation patrimoniale durable, où passé et présent s'entremêlent dans une histoire vivante de ténacité.

CONSERVATION DE LA BIODIVERSITÉ – Le dévouement de 13 écomoniteurs, qui ont suivi étroitement des espèces essentielles – autruche à cou rouge, addax, gazelle dorcas, mouflon, crocodile d'Afrique de l'Ouest –, a permis d'améliorer la collecte de données et de recueillir des informations cruciales sur la santé et la répartition de ces espèces. La ferme de Sougounaw, dédiée à l'élevage de l'autruche à cou rouge, a fait l'objet d'une modernisation structurelle globale, y compris dans l'amélioration des clôtures, suivant en cela les recommandations d'experts ; cet alignement sur les normes internationales d'élevage crée ainsi un environnement sûr où les autruches peuvent prospérer. Depuis leur réintroduction, en 2021, la Réserve abrite désormais un total de 87 autruches et 57 poussins, dont dix oiseaux à Sougounaw.

Une étape importante a été franchie pour renforcer le cadre de sécurité de la réserve : la signature d'un protocole d'accord avec la Garde nationale et nomade tchadienne (GNNT) et la Direction de la faune et des aires protégées. Les patrouilleurs – à pied, en véhicule et à dos de chameau (méharis) – ont parcouru une distance totale de 57 493 km pour prévenir les activités illégales. Les équipes d'écogardes, les écosurveillants et le personnel chargé de l'analyse des données ont vu le renforcement de leurs capacités : visites d'échange dans d'autres parcs, formation médicale avancée, formation aux droits humains et cours d'alphabétisation.

DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE – En partenariat avec trois ONG locales et la Délégation de l'éducation nationale et de la promotion civique, quatre protocoles d'accord ont été signés pour le financement des salaires de 13 enseignants communautaires et le fonctionnement de dix écoles ; 349 élèves, dont 91 filles, suivent à la fois le programme de l'éducation nationale et un programme d'éducation à l'environnement. Par le biais du camion d'éducation environnementale, baptisé Les Petits Mouflons, plus de 1 500 membres des communautés ont accès à l'éducation et à une sensibilisation. Deux écoles primaires (l'école communautaire d'Aloba et l'école publique d'Archei) ont été rénovées, y compris la cantine scolaire d'Aloba. À Fada et Nohi, 45 femmes maraîchères ont reçu des cours d'alphabétisation, propres à favoriser

le développement économique et une meilleure nutrition.

Sept séances de consultation communautaire garantissent désormais un zonage participatif et des règles de gestion du Plan d'occupation des terres de l'ENCR. Elles ont respecté les principes du consentement libre, préalable et éclairé (CLPI). Avec le nouveau mécanisme de gestion des griefs, les communautés disposent d'une plate-forme propre à répondre à leurs préoccupations et instaurer la confiance entre les différents acteurs. Enfin, l'enquête menée à des fins d'évaluation et d'échelonnement des besoins communautaires doit garantir l'alignement d'interventions futures sur les priorités locales et soutenir le développement durable de la Réserve.

GÉNÉRATION DE REVENUS – Outre les douze visites guidées des nouveaux sites archéologiques, 238 habitants ont suivi trois séances de sensibilisation visant à promouvoir la préservation culturelle. Un atelier sur le continuum écologique tenu à Fada a permis d'intégrer la préservation culturelle à la gestion de l'environnement, tandis que le produit touristique de l'ENCR s'est enrichi d'actions telles que la valorisation de quatre sites archéologiques principaux. Rénové, le camp d'Oudoubah est désormais prêt à accueillir des visiteurs, et les quatre maisons d'hôtes en cours de construction étendent les possibilités d'hébergement.

GESTION DU PARC ET DÉVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES – La rénovation du campement des écogardes et la construction de deux nouveaux logements ont amélioré les conditions de vie et de travail du personnel.

OBJECTIFS POUR 2025

- Maintenir à zéro les épisodes de braconnage
- Réintroduire l'oryx et augmenter le nombre d'antilopes addax
- Mener une étude de faisabilité pour le transfert de girafes
- Approuver et mettre en œuvre le plan d'aménagement de l'ENCR et renforcer l'implication communautaire
- Formuler et mettre en place le plan de développement touristique



144 autruches à cou rouge, gravement menacées d'extinction

166 femmes pratiquant la culture maraîchère

348 nouveaux sites archéologiques recensés



La multitude de sites archéologiques préservés comprenant gravures, peintures rupestres et mausolées témoigne du rôle historique joué par les êtres humains sur ce territoire © Marcus Westberg.



LA RÉSILIENCE FACE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE

En 2024, le Grand Écosystème de Zakouma (GZE), qui inclut le Parc national de Siniaka Minia et la Réserve de faune de Bahr Salamat, a été confronté à des effets dramatiques du changement climatique. Un cycle de sécheresse, suivi d'inondations extrêmes, a mis à rude épreuve la faune, les communautés humaines et les infrastructures du parc. Pendant la saison sèche, de graves pénuries d'eau ont accru la pression sur la faune et les communautés pastorales, fortement dépendantes des ressources du territoire, tandis qu'en saison des pluies des inondations généralisées ont également perturbé les opérations et exercé un impact additionnel sur les ressources locales.

La pénurie hydrique prolongée a entraîné la perte

de plusieurs centaines d'animaux, tandis que les communautés ont connu des récoltes déficitaires en raison à la fois de la sécheresse et des inondations. Les pertes de bétail et les dommages infligés aux infrastructures, notamment aux routes, devenues impraticables, ont aggravé ces problèmes en restreignant l'accès aux ressources et aux activités économiques. En réponse, la direction de Zakouma a mis en œuvre des mesures d'urgence, approvisionnant les principaux points d'eau naturels pendant la saison sèche et déployant des plans d'action lors d'inondations extrêmes. Un examen complet de la gestion de la faune et de l'habitat est désormais en cours pour préparer le parc en permanence à de futurs cataclysmes météorologiques et, parallèlement, renforcer l'aide apportée aux communautés.

Des écosystèmes intacts sont essentiels pour réguler le climat et mieux combattre les épisodes extrêmes, et les protéger reste l'un des outils les plus efficaces pour que la faune et les communautés puissent lutter contre les chocs climatiques. Les effets des calamités survenues dans la région du GZE auraient été bien plus dévastateurs encore sans la restauration et la gestion efficace de ces zones protégées.

CONSERVATION DE LA BIODIVERSITÉ – Outre une étude aérienne de la faune et de la flore dans la région du GZE, des interventions stratégiques de conservation de la biodiversité et des espèces clés ont pu également être orientées grâce aux colliers GPS posés sur 10 éléphants, deux tiangs et un lion, qui permettent de les suivre à des fins de surveillance et de recherche, et au recensement international des oiseaux aquatiques mené sur les sites Ramsar des Plaines d'inondation des Bahr Aouk et Salamat (à Zakouma) et du lac Fitri, en collaboration avec le projet RESSOURCE+ et divers partenaires dont l'Office français de la biodiversité, la Fondation Tour du Valat et la FAO. Nous avons malheureusement perdu au cours de l'année deux des cinq rhinocéros transférés en décembre 2023 : en avril, une femelle s'est éloignée d'un point d'eau permanent, mais, incapable de trouver de l'eau de surface, elle a succombé à la déshydratation ; le second, un mâle, a été tué en novembre lors d'un accrochage avec un mâle plus jeune.

Soixante écocardes ont effectué 210 patrouilles à pied, en véhicule motorisé, en bateau et à cheval à travers Zakouma, la Réserve faunique de Bahr Salamat et les couloirs. Il a été conduit un programme semestriel de remise à niveau ainsi qu'une formation spécialisée en soins équins.

DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE – L'engagement et l'implication restent au cœur du développement communautaire et des efforts de conservation à Zakouma, avec où plus de 8 000 personnes participant ont assisté à des réunions communautaires et de sensibilisation. Les deux équipes de Zakouma Periferick (engagement dans la transhumance positif avec les communautés transhumantes) ont sensibilisé plus de 4 400 pasteurs par le biais de 342 réunions fournissant des informations sur les itinéraires de parcours disponibles, l'accès aux ressources et l'atténuation des conflits entre l'homme et la faune.

Au Camp Dari, les 6 500 visiteurs du centre d'éducation environnementale ont accueilli plus de 6 500 visiteurs qui ont pu découvrir le parc, tandis que plus de 660 enfants ont participé à d'autres clubs de protection de la faune. Une école de Biéré, un village de Biéré, dans la réserve de faune de Bahr Salamat, a été réhabilitée, 19 enseignants de 16 écoles

ont été parrainés et 397 bourses d'études attribuées à des étudiants. Le soutien aux soins de santé a été renforcé par l'emploi d'octroyées. L'embauche de deux infirmières à plein temps à Ibir et Goz Djarat, deux localités du Bahr Salamat, ce qui a facilité l'accès aux services médicaux pour les communautés locales. Les postes de santé soutenus par le parc ont fourni des soins à, dont plus de 9 200 membres de la communauté ont reçu des soins dans les dispensaires soutenus par le parc.



60 écocardes

1,4 million \$US
dépensés
en salaires
locaux

397 bourses
d'études
octroyées

GÉNÉRATION DE REVENUS – Les chiffres du tourisme de nuit à la nuitée ont légèrement baissé, – le Camp Nomade en ayant vendu 285 nuitées et le Camp Tinga 1 213, – tandis que le parc a accueilli à la journée plus de 2 540 visiteurs originaires de la région ont visité le parc en tant que visiteurs d'un jour. Au total, 516 000 dollars US ont été gagnés en les recettes – se sont montées à 516 000 \$US, en légère

augmentation par rapport aux 503 000 dollars US de 2023. Contribuant aux économies locales, Le parc emploie 249 ressortissants sont employés à plein temps moyennant par le parc, gagnant plus de 1,4 million de dollars \$US en salaires, dépensant par ailleurs 869 170 \$US auprès de fournisseurs de services locaux et pour l'achat de provisions locales.

GESTION DU PARC ET DÉVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES – En janvier, la cérémonie officielle d'accueil des cinq rhinocéros noirs réintroduits dans le parc en décembre 2023 a également célébré le 60e anniversaire du parc et le classement de Siniaka Minia au rang de parc national. Parmi les participants figuraient le ministre tchadien de l'environnement, l'Environnement, l'ambassadeur d'Afrique du Sud, des représentants de la France, des États-Unis et de l'Union européenne, des gouverneurs locaux et des chefs traditionnels, ainsi que d'autres personnalités locales, provinciales, nationales et internationales.

OBJECTIFS POUR 2025

- ▶ Assurer la stabilité des populations d'espèces essentielles
- ▶ Maintenir 1 500 km² de la Réserve faunique de Bahr Salamat libres de toute chasse illégale
- ▶ Réduire les coûts d'entretien et d'exploitation des véhicules d'au moins 25 %



Le Parc national de Zakouma est un sanctuaire pour la faune d'Afrique centrale et de l'Ouest, dont nombre d'espèces sont menacées dans cette écorégion
© Irene Galera



Siniaka Minia
National Park
Chad

UN NOUVEAU CHAPITRE POUR LA CONSERVATION

Après son intégration en 2017 au Grand Écosystème de Zakouma (GZE), la Réserve de faune de Siniaka Minia, promue officiellement en 2024 au rang de parc national, a franchi une étape qui marque un jalon capital dans la conservation à long terme de sa riche biodiversité. Elle joue en effet

un rôle essentiel dans l'extension de la conservation au sud-est du Tchad et dans le maintien des couloirs fauniques la raccordant au Parc national de Zakouma – une connectivité essentielle pour assurer les déplacements et la survie d'espèces clés tels le lion du Nord, le guépard, la girafe du Kordofan, le buffle, le grand koudou et l'antilope rouanne. Ce nouveau statut permet d'intensifier encore les actions de conservation, de mieux protéger ces espèces et de renforcer la stabilité de l'écosystème.

La pénurie d'eau reste cependant un problème urgent : les décennies d'instabilité et de braconnage ont fait diminuer les effectifs de grands mammifères, provoquant l'envasement des points d'eau et limitant leur capacité à collecter et à retenir l'eau. De ce fait, le parc ne peut accueillir qu'un

nombre limité d'animaux – un obstacle majeur pour la conservation et la restauration. Le désensablage des points d'eau existants est en cours, et, par la collecte des eaux de pluie et la distribution contrôlée de l'eau notamment, sa gestion durable améliorera son accessibilité à long terme.

Un nouveau chapitre s'ouvre pour Siniaka Minia : le statut de parc national dont elle bénéficie désormais lui ouvre la norme de conservation nationale la plus élevée, laquelle se traduira par des avantages à long terme, à la fois pour la biodiversité et comme atout national pour le peuple tchadien.

CONSERVATION DE LA BIODIVERSITÉ

Le relevé aérien, mené sur l'ensemble du nouveau parc national pour servir de base de référence, informera les interventions stratégiques de conservation concernant les espèces clés et l'efficacité de la gestion d'African Parks à ce jour, à l'instar des 80 nouveaux pièges photographiques qui permettront de recueillir des données sur la présence, la diversité et les déplacements de la faune. À la fin de l'année, il a été mis en place des recensements mensuels de la population de buffles pour surveiller les tendances et leur distribution. Six écogardes ont effectué 74 patrouilles et parcouru environ 15 000 km dans le parc, ses environs et les couloirs de circulation de la faune.

DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE

Partant des actions socio-économiques préexistantes, la création du parc national ouvre de nouvelles opportunités aux populations locales. Cette année, les 733 membres des 23 coopératives se sont engagées dans des « chaînes de valeur vertes » axées sur le miel, le beurre de karité, la poudre de chebe, le maraîchage, les volailles et l'huile de balanite. Plus de 11 400 personnes ont suivi plus de 200 séances de sensibilisation avec les quatre équipes Tango, chargées de la transhumance : celles-ci collaborent étroitement avec les communautés pastorales, leur transmettent des informations essentielles sur les voies de passage sécurisées, l'accès à la nourriture, à l'eau, aux fournitures et aux médicaments ; elles agissent également en tant que médiateurs non armés en cas d'activités illégales et jouent un rôle clé dans l'atténuation des conflits homme-faune.

Quatre nouveaux points d'eau ont été ouverts aux étangs de Mouraye et d'Amkhidere ainsi qu'aux puits de Koubi et de Moreh, ce, pour un accès plus fiable des communautés sédentaires et de leur bétail à l'extérieur du parc.



**4 158 km²
ont reçu le
statut de parc
national**

**28 455
membres des
communautés
ont participé
à des réunions**

**80
pièges
photographiques**

En association avec la direction du parc, 13 enseignants et 10 écoles ont été soutenus par l'Association des enseignants, tandis que trois écoles de la périphérie, à Cissi, Koubi et Koutoutou, ont été construites ou rénovées, et 258 bourses octroyées en soutien à la formation et à l'alphabétisation.

GESTION DU PARC ET DÉVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES

Le reclassement de la réserve en tant que parc national, étape importante dans sa conservation et sa gestion à long terme, a été officiellement promulgué le 19 février 2024. Le personnel du parc a été transféré de Melfi à une nouvelle base opérationnelle à Samer pour favoriser sa coordination et son efficacité.

Ce nouveau statut, ainsi que la séparation de l'unité de gestion du Parc national de Zakouma, offriront de nouvelles opportunités à l'emploi local. Fin 2024, on dénombrait 44 membres permanents, dont 43 nationaux.

La manifestation annuelle d'African Parks Tchad, tenue à N'Djamena en novembre, a souligné les progrès accomplis à Siniaka Minia, ainsi que les réalisations collectives en matière de conservation et de développement communautaire d'APN en collaboration avec ses partenaires, ses donateurs et les communautés locales.

OBJECTIFS POUR 2025

- ▶ Achever la construction du siège du parc à Samer
- ▶ Réduire à zéro le braconnage des buffles
- ▶ Assurer l'exclusion du bétail de la zone centrale du parc
- ▶ Mettre en œuvre un programme d'éducation environnementale dans 11 écoles
- ▶ Instaurer et rendre opérationnel un mécanisme de règlement des griefs et des politiques de sauvegarde





Le Parc national de la Garamba est devenu un point d'ancrage pour la stabilité régionale et, grâce à d'importants efforts accomplis en matière de conservation, abrite plus de 20 000 animaux allant du lion au chimpanzé © Brent Stirton

Parc national
de la Garamba



République démocratique du Congo

PARC NATIONAL DE LA GARAMBA

5 133 KM² | PROJET AFRICAN PARKS DEPUIS 2005

Domaine de chasses adjacent 9 662 km²

DIRECTEUR DU PARC : PHILIPPE DECOOP

PRINCIPAUX DONATEURS Barrick Gold Corporation, Okapi Fund (Fonds Okapi pour la conservation de la nature en RDC), Union européenne, US DoS Bureau of International Narcotics and Law Enforcement (INL), USAID, Wildcat Foundation

PARTENAIRE GOUVERNEMENTAL

Institut congolais pour la conservation de la nature (ICCN)



L'Institut congolais pour la conservation de la nature (ICCN), organisme public placé sous la tutelle du ministère de l'Environnement et du Développement durable, est chargé de la gestion durable de la biodiversité dans les aires protégées de la RDC, en coopération avec des communautés locales et d'autres acteurs. L'ICCN gère un patrimoine naturel et culturel de neuf parcs nationaux et un réseau de 80 réserves, couvrant plus de 13 % de la superficie du pays. La collaboration entre African Parks et l'Institut a été amorcée en 2005 avec le Parc national de la Garamba. M. Yves Milan Ngangay est l'actuel directeur général de l'ICCN.



UNE DÉCENNIE POUR LE RENOUVEAU – Ces dix dernières années, les populations animales du Parc national de la Garamba ont connu un relèvement remarquable, grâce à une conservation dévouée et efficace. Dès 2020, le braconnage de l'ivoire avait diminué de 90 % et le nombre d'éléphants s'était stabilisé ; le nombre de buffles et d'hippopotames a crû régulièrement ; et 16 rhinocéros blancs ont été introduits en 2023 – une opération dont le succès a contribué à l'équilibre écologique global du parc. Fait notable, les girafes du Kordofan (*Giraffa camelopardalis antiquorum*), en danger critique d'extinction, ont vu leur population passer de 22 individus en 2012 à 95 en décembre 2024.

Les girafes du Kordofan, une sous-espèce des girafes du Nord dont le nombre total n'excède plus 2 300, étaient menacées d'extinction en raison de l'instabilité régionale, de la destruction de l'habitat et du braconnage. Aujourd'hui, la Garamba abrite les seules girafes restantes de RDC. Depuis fin 2016, avec le soutien du gouvernement et de l'Institut congolais pour la conservation de la nature (ICCN), la stratégie a été renforcée par des investissements ciblés dans l'application de la loi sur la conservation, par le développement communautaire et la surveillance écologique, visant tous à restaurer une biodiversité florissante.

Aujourd'hui y subsistent deux populations de girafes géographiquement isolées : l'une dans la partie sud du parc, l'autre dans le Domaine de chasse de Gangala-na-Bodio. En collaboration avec la Giraffe Conservation Foundation, la Garamba a renforcé la surveillance, réalisant en 2024 plus de 5 500 km de relevés aériens et menant des observations approfondies au sol. Ces actions ont permis aux chercheurs de surveiller les populations au niveau individuel, en suivant leur croissance et leurs

évolutions démographiques. Une fois leur sécurité bien assurée, le parc s'est attaqué au problème de leur consanguinité, due au petit nombre initial d'individus : 22 échantillons de biopsie ont donc été prélevés en 2024 pour évaluer leur diversité génétique, dans l'attente d'une augmentation de l'échantillonnage. Associée à des partenariats solides et à la poursuite des actions de conservation, cette recherche permettra de construire des stratégies prospectives pour assurer l'avenir de l'une des espèces emblématiques d'Afrique, ce, par une population viable pour les générations à venir.

CONSERVATION DE LA BIODIVERSITÉ

– Pour la seconde année, la population de girafes du Kordofan a dépassé la croissance prévue, passant de 65 à 82 entre 2021 et 2023 et à 95 en 2024. Des colliers de surveillance ont été posés sur sept éléphants, portant leur total à 34. Sur la centaine de pièges photographiques déployés, ceux d'Azande et de Mondo Missa ont enregistré des espèces rarement observées dans la Garamba, notamment des chimpanzés, des pangolins à petites écailles, des sitatungas et des bongos. Une mission de suivi a confirmé la présence dans la région de Mondo Missa d'un groupe de chimpanzés jusqu'alors non documenté.

L'atelier organisé à Nagero sur l'instruction des crimes perpétrés contre les espèces sauvages a renforcé les capacités de 12 magistrats des provinces du Haut-Uele et de l'Ituri. Une enquête longue de trois ans a abouti à l'arrestation d'un réseau transnational de trafic d'espèces sauvages et à la saisie de 318 kilos d'écailles de pangolin, équivalant à plus de 500 animaux. L'Elephant Protection Initiative a dispensé une formation sur la gestion des produits confisqués de la faune, la documentation des preuves et la sécurité.

DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE – Les écoles d'agriculture de terrain (Farmer Field Schools – FFS) ont certifié cette année 536 cultivateurs, dont 133 ont été sélectionnés pour servir de relais et en former d'autres : ils sont ainsi venus s'ajouter aux 238 relais précédemment certifiés, dont les réseaux mis sur pied garantissent l'application poursuivie de leurs compétences. Les FFS ont permis d'étendre les pratiques agroécologiques à près de 4 000

autres agriculteurs de la Garamba. Le leader Jean-Pierre Tandema a utilisé les revenus de sa FFS pour construire une maternité à Bilali, laquelle évitera aux femmes de parcourir 15 km pour des examens médicaux.



14 255 personnes ont reçu des soins médicaux

95 girafes du Kordofan

34 éléphants munis d'un collier

Les deux mini-réseaux solaires de Faradje et Tadu alimentent désormais 425 usagers, dont 45 % de petites et moyennes entreprises. Dès l'obtention des permis de construire pour la centrale électrique et les locaux techniques, la construction d'un troisième dans la ville de Dungu a démarré.

GÉNÉRATION DE REVENUS

– Le conseil d'administration de la Garamba a approuvé le Plan de développement commercial 2024-2028 et ses stratégies propres à stimuler la production de revenus. Un guide a suivi une formation intensive de sept semaines dans la Réserve faunique de Majete, tandis que le chef cuisinier du Garamba Lodge a

effectué un échange de cinq semaines avec le Ruzizi Lodge, dans l'Akagera, pour améliorer sa gestion des opérations et des stocks.

GESTION DES PARCS ET DÉVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES

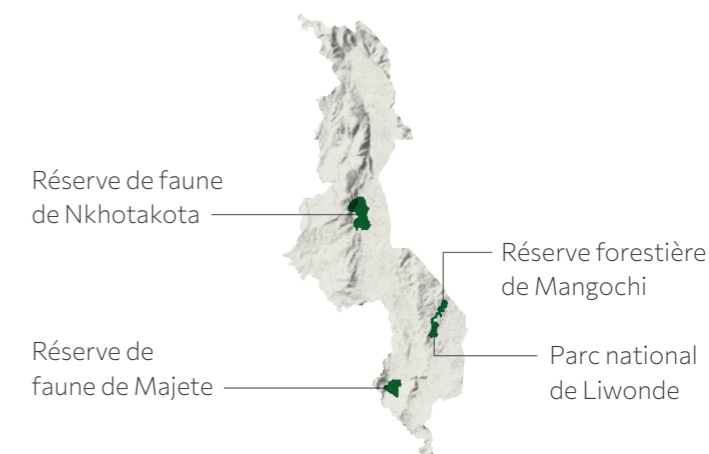
– Au total, 593 km de routes ont été entretenus et ouverts pour améliorer l'accès et la connectivité. Le responsable des opérations de terrain de la Garamba a visité l'Akagera pour observer et évaluer l'entretien des routes et l'exploitation des garages, l'objectif étant d'identifier les meilleures pratiques. Suivant le plan de formation du personnel du parc, 41 stagiaires ont suivi des sessions portant notamment sur la gestion des incendies, l'entretien des machines, les premiers secours, la conduite, la gestion des cuisines et les relations humaines.

OBJECTIFS POUR 2025

- ▶ Introduire d'autres rhinocéros pour implanter une population reproductrice viable
- ▶ Mettre en œuvre un plan d'utilisation des terres actualisé avec la contribution et le consentement de la communauté
- ▶ Renforcer le mécanisme de règlement des griefs, en visant une résolution et une documentation à 100 % des cas
- ▶ Délivrer des Unités naturelles vérifiables (VNU)



Le fleuve Shire, dans la Réserve de faune de Majete, est un point de rassemblement prisé des éléphants © Marcus Westberg



Malawi

PARC NATIONAL DE LIWONDE ET RÉSERVE FORESTIÈRE DE MANGOCHI

903 KM² | PROJET AFRICAN PARKS DEPUIS 2015

DIRECTEUR DU PARC PAR INTÉRIM : SHAIBU KADEWERE

PRINCIPAUX DONATEURS Rob Walton Foundation, US DoS Bureau of International Narcotics and Law Enforcement (INL), WWF Belgium, Wyss Foundation

RÉSERVE DE FAUNE DE MAJETE

715 KM² | PROJET AFRICAN PARKS DEPUIS 2003

DIRECTEUR DU PARC : JOHN ADENDORFF

PRINCIPAUX DONATEURS WWF Belgique, Wyss Foundation

RÉSERVE DE FAUNE DE NKHOTAKOTA

1794 KM² | PROJET AFRICAN PARKS DEPUIS 2015

DIRECTEUR DU PARC : DAVID NANGOMA

PRINCIPAUX DONATEURS US DoS Bureau of International Narcotics and Law Enforcement (INL), WWF Belgium, Wyss Foundation

PARTENAIRE GOUVERNEMENTAL

Malawi Department of National Parks & Wildlife (DNPW)



Le partenariat le plus ancien d'African Parks avec le Département des parcs nationaux et de la faune sauvage du Malawi (DNPW) est celui qui a porté en 2003 sur la Réserve de faune sauvage de Majete. Le DNPW gère et conserve les ressources fauniques ; il administre la politique sur la vie sauvage ainsi que la Loi sur les parcs nationaux et la faune. En 2015, il a signé avec African Parks (AP) un accord portant sur la Réserve de faune de Nkhotakota et le Parc national de Liwonde, et en 2018 sur la Réserve forestière de Mangochi. AP s'est associé au Département des forêts, et tous les accords ont été facilités par la Commission des partenariats public-privé. L'actuel directeur du DNPW est M. Brighton Kumchedwa.



UN ENGAGEMENT EN FAVEUR DE L'ÉDUCATION ENVIRONNEMENTALE

Restauré, le Centre d'éducation à l'environnement du Parc national de Liwonde a accueilli 5 048 visiteurs provenant des zones environnantes, ainsi que de la Réserve forestière de Mangochi et d'autres localités plus éloignées, devenant ainsi au cours de l'année un pôle d'accélération. Doté d'installations modernisées, dont un auditorium, il permet un apprentissage interactif par le biais d'ateliers, de présentations multimédias et de chantiers éducatifs à l'adresse des écoles et des groupes. Au total, 3 499 élèves et 509 adultes des communautés locales ont participé à des programmes d'une journée de sensibilisation et de

défense de l'environnement. Ces chiffres reflètent l'engagement solide du parc en la matière, plus particulièrement auprès des élèves des 94 écoles voisines.

Un aspect primordial du Centre : ses nouvelles auberges de jeunesse, qui ont accueilli plus de 640 visiteurs dont les expériences nocturnes immersives leur ont fait mieux comprendre la diversité des écosystèmes et la valeur de la conservation, comme le reflètent l'enthousiasme des élèves et leur envie d'un séjour plus prolongé.

Le Centre forme en outre des défenseurs de la conservation au Malawi. Cette expérience pédagogique holistique renchérit la valeur des actions éducatives de Liwonde, qui souhaite à l'avenir étendre son action et suivre son impact à long terme sur les écoles et les communautés.

CONSERVATION DE LA BIODIVERSITÉ – Le recensement aérien de 2024 a permis de dénombrier plus de 12 000 animaux à Liwonde – une évaluation

essentielle pour gérer efficacement la conservation. Huit rhinocéros, choisis de manière à assurer une répartition homogène dans le parc, ont été en outre équipés d'émetteurs VHF Africa Wildlife Tracking.

Grâce aux enseignements tirés des années précédentes, une meute de lycaons a pu être réintroduite : neuf ont été transférés de Welgevonden, en Afrique du Sud, et placés dans deux bomas. Malgré la perte de deux femelles lors du regroupement des meutes, les efforts déployés par la suite pour créer des liens sociaux ont porté leurs fruits et les sept autres pu être relâchés avec succès dans le parc. La meute a donné naissance à une portée quelques mois plus tard mais a aussi perdu des mâles, victimes respectivement d'un piège et de braconnage, ainsi qu'une femelle et un petit, morts de causes inconnues. Les cinq restants (deux mâles et trois chiots) sont étroitement surveillés par le parc et le Lilongwe Wildlife Trust. Le parc est optimiste quant à la possibilité de sauver les individus restants par diverses interventions, par l'éducation communautaire et l'application intégrale de la législation en matière de conservation. Celle-ci s'est vu renforcer par le recrutement de 19 nouveaux écovigilants qui ont suivi la formation de terrain de base.

DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE – Le parc a organisé plus de 250 réunions pour renforcer l'implication positive et la sensibilisation des communautés, de même que 187 séances sur le développement d'entreprises communautaires. Deux écoles additionnelles bénéficient du projet Happy Readers, qui touche désormais 21 écoles et 16 684 élèves du primaire. Au total, 94 écoles primaires ont été concernées par des actions d'alphabétisation – le projet Reading Around the Reserve, notamment, assure dans ce but un approvisionnement suffisant en livres.

Malgré la sécheresse, qui a affecté les récoltes de miel, le projet Honey with Heart a pris encore de l'ampleur, avec l'espoir que les années à venir offriront de meilleurs rendements : 668 agriculteurs des communautés avoisinantes ont reçu au total 120 ruches Langstroth, ce qui porte leur nombre à 720, contre 589 agriculteurs et 600 ruches en 2023. Spicy Farmers, projet de subsistance durable qui récolte

les piments cultivés sur les « barrières à éléphants » et dont bénéficient plus de 170 agriculteurs, a vendu cette année pour plus de 17 000 \$US. Tropha est le fournisseur officiel du piment, ensuite vendu à Nando's. Les pisciculteurs de Malombe ont récolté 274 kilos de poisson, dont une partie a été partagée entre les pêcheurs pour leur consommation domestique et le surplus revendu aux marchands.



95 bourses d'études octroyées

8 rhinocéros noirs marqués

48 300 \$US générés par les entreprises communautaires

Les trois systèmes d'irrigation également soutenus par le parc bénéficient directement à plus de 240 membres des communautés voisines : ils leur permettent non seulement d'améliorer leur production et sécurité alimentaires, mais aussi de générer des revenus grâce à la vente des récoltes excédentaires. Le groupe de femmes de Makhanga chargé du recyclage transforme désormais les vieux papiers en produits recyclés tels des blocs-notes vendus à l'entrée du parc.

GENERATION DE REVENUS – La Chinguni

House a été achevée : cet hébergement touristique indépendant surplombant le fleuve Shire a une capacité d'accueil de dix personnes. Le parc a généré au total 645 826 \$US de recettes touristiques cette année, soit une légère augmentation par rapport aux 626 478 \$US de 2023.

GESTION DU PARC ET DÉVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES – Le campement de Chisopi, conçu pour servir d'avant-poste aux écovigilants et en héberger neuf, est achevé. Le logement en duplex des écovigilants de Ntulira, également achevé, accueillera deux gardes et leurs familles, et la hutte de Naifulu, avant-poste essentiel pour les opérations de suivi des rhinocéros, a été rénovée.

OBJECTIFS POUR 2025

- ▶ Mener une enquête socio-économique pour mieux comprendre les besoins des communautés
- ▶ Construire 93 km de clôture Kenya pour atténuer les conflits homme-éléphant
- ▶ Déployer un programme de protection de la clôture communautaire sur 50 % de la ligne de clôture
- ▶ Renforcer les opportunités d'emploi à la Chinguni House



Ses populations animales florissantes garantissent la fiabilité du Parc national de Liwonde pour les transferts d'espèces vers d'autres parcs du Malawi © Frank Weitzer



UN MODÈLE DE CONSERVATION INNOVANT – Étape pionnière dans le financement de la conservation, les premières Verifiable Nature Units (VNU) ont été introduites dans la Réserve faunique de Majete en partenariat avec le Landbanking Group. Elles mesurent l'intégrité écologique en évaluant le degré de maintien ou d'amélioration de la nature d'année en année. Chaque VNU représente 1 km² de nature maintenue dans son état actuel ou restaurée d'une année sur l'autre, ce qui permet des transactions basées sur les résultats remboursant les efforts de conservation. Les 202 VNU émises avant fin 2024 à Majete ont démontré le potentiel de ce mécanisme pour promouvoir la conservation de la nature.

Le succès des VNU à Majete trouve sa source dans deux décennies de gestion efficace et de collaboration communautaire positive qui ont transformé ce territoire autrefois dévasté sur le plan écologique. Grâce au partenariat de gestion efficace entre African

Parks et le Département des parcs nationaux et de la faune sauvage du Malawi (DPNW), Majete est aujourd'hui un écosystème fonctionnel qui abrite des populations d'animaux sauvages en parfaite santé et constitue un point d'ancrage dont bénéficient aujourd'hui des milliers de personnes. La réintroduction d'environ 3 000 animaux relevant de 17 espèces a porté le nombre de grands mammifères à plus de 12 000, ce qui en fait une bonne source pour la renouveau d'autres parcs du Malawi. Les nouvelles infrastructures – notamment 350 km de routes et des systèmes de communication avancés – favorisent la préservation de la biodiversité et l'application efficace de la législation en matière de conservation, à laquelle veillent plus de 60 écogardes employés localement.

La collaboration avec les communautés a joué un rôle essentiel dans cette transformation, et celles-ci en perçoivent les bénéfices tangibles. Les programmes de subsistance durables, telles la pisciculture et l'apiculture, leur profitent directement ; longue de 144 km, une clôture à l'épreuve des prédateurs minimise les conflits homme-faune ; et plus de 45 000 personnes par an reçoivent des soins médicaux parrainés par le parc. Grâce à l'éducation à l'environnement, les 2 000 enfants qui visitent le parc chaque année sont sensibilisés à la conservation de la biodiversité. La renaissance de Majete et son rôle de site pilote pour

les VNU prouvent que des partenariats solides alliés à un financement innovant peuvent déboucher sur des solutions efficaces et durables pour la sauvegarde des zones protégées.

CONSERVATION DE LA BIODIVERSITÉ – Le recensement aérien bisannuel de Majete a enregistré plus de 12 400 grands herbivores et 1 200 primates, prédateurs, calaos terrestres et vautours. Dix-neuf lions ont été équipés de nouveaux colliers, portant à 35 le nombre total de colliers actifs. Dans les zones inaccessibles où la dynamique des troupeaux est mal connue, le ciblage des lions a apporté des données cruciales au Plan de gestion des prédateurs. Deux lions mâles ont été transférés à Liwonde pour améliorer la diversité génétique, et une nouvelle portée de cinq petits lycaons porte à 27 le nombre de leurs naissances à Majete depuis leur réintroduction. Cinq lycaons ont également été transférés en Afrique du Sud pour soutenir l'expansion de la métapopulation, tandis que cinq petits guépards ont été enregistrés en septembre et qu'un troisième rhinocéros a été recensé en octobre.

Renforcer les capacités est demeuré une priorité : cinq femmes écogardes ayant achevé leur formation de base composent ainsi la première équipe de patrouille entièrement féminine de Majete. Un membre du personnel parti au Zimbabwe se former à l'immobilisation des animaux renforce désormais l'expertise en matière de pose de colliers et d'interventions de conservation. Si le nombre d'échappées d'animaux a baissé, il faut noter la persistance des incidents impliquant des léopards, des buffles et des éléphants, d'où la nécessité, pour les espèces clés, de systèmes de réponse rapides, d'une détection précoce, de patrouilles minutieuses des clôtures, d'une implication communautaire et de la pose de colliers avec géorepérages.

DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE – Des réunions de sensibilisation portant sur les droits humains, les mécanismes de réclamation, le planning familial et la gestion de l'environnement ont touché 46 862 personnes, et huit écoles ont accueilli des conférences de motivation ; ces actions démontrent l'importance des relations entre Majete et les communautés dont plus de 2 000 membres (adultes et enfants), en visitant la réserve, ont acquis une expérience inestimable de la vie sauvage. L'atelier

de sensibilisation aux pesticides et de réaction aux poisons a visé à réduire les toxines dans l'écosystème, en particulier pour les pique-bœufs. En mai, la chaîne de télévision MBC et deux stations de radio communautaires ont diffusé African Parks Corner, une série de sept mois sur la conservation.



23 000 arbres indigènes plantés dans les villages et les écoles

903 265 \$US de recettes touristiques

202 VNU vendus

Les entreprises durables ont concerné 1 211 personnes, soit le double de l'année précédente ; elles visent à diversifier les sources de revenus et les compétences par la fabrication de papier à base de bouse d'éléphant, l'apiculture, la pisciculture, les systèmes d'irrigation, les clubs avicoles et les programmes de transmission de chèvres. Onze organisations communautaires ont planté plus de 23 000 arbres indigènes dans les villages et les écoles avec des plants fournis par la réserve.

GÉNÉRATION DE REVENUS – Majete a accueilli près de 15 000 visiteurs, dont plus d'un tiers de ressortissants nationaux, générant un chiffre d'affaires record de 903 265 \$US (y compris la part de partage communautaire de 50 % provenant du Campement communautaire de capture de gibier). L'équipe en charge du tourisme s'est efforcée de rendre les visites plus accessibles aux nationaux en leur offrant des réductions, en renforçant les prestations d'une journée (dont ont profité 7 649 visiteurs), comme les safaris et les aires de pique-nique, et en proposant des forfaits compétitifs au centre de conférences.

GESTION DU PARC ET DÉVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES – Le soutien opérationnel du nouvel avion Savannah se révèle essentiel en matière de surveillance, de gestion des incendies, de suivi de la faune et d'évaluation des dégâts causés par les inondations. L'équipe peut développer et renforcer son action pédagogique grâce au nouveau visualisateur et à la salle de classe installée au centre éducatif.

OBJECTIFS POUR 2025

- ▶ Mettre à jour les Plans de gestion des prédateurs et des éléphants
- ▶ Entamer la mise en place d'une zone tampon, en rétribuant le reboisement par les propriétaires fonciers
- ▶ Déployer des dispositifs de suivi sur les rhinocéros noirs pour améliorer la surveillance à distance
- ▶ Diversifier la base de visiteurs et développer les activités



Majete a accueilli en 2024 plus de 2 000 membres des communautés (y compris des enfants) pour des expériences inoubliables sur la vie sauvage © Marcus Westberg



UNE PERCÉE ENTOMOLOGIQUE – Si la Réserve faunique de Nkhotakota, la plus étendue et la plus ancienne du Malawi, est connue depuis longtemps pour sa riche biodiversité, ce n'est que cette année qu'une étude entomologique révolutionnaire a révélé à quel point la vie, abondante, demeure inconnue dans ses forêts et ses rivières.

Dirigée par le Prof. Raymond Murphy, entomologiste de renom, l'étude a duré un an ; elle a couvert les quatre saisons et capturé le monde complexe de ces insectes qui jouent un rôle fondamental dans le maintien de la santé et de la fonctionnalité de l'écosystème. Souvent négligés, les insectes sont pourtant tout à la fois des pollinisateurs essentiels, des décomposeurs et des proies pour d'autres espèces, et leur abondance est un indicateur clé de la salubrité écosystémique. Partant d'une collection de plus de 2 000 spécimens représentant 1 004 espèces de douze ordres, l'étude a identifié plus de 70 nouveaux enregistrements pour Nkhotakota, dont au moins sept espèces considérées

comme entièrement nouvelles pour la science. On en espère la confirmation en 2025, lorsque les experts effectueront une analyse taxonomique plus approfondie en collaboration avec l'Université des sciences et technologies du Malawi (MUST).

Si cette étude a livré des informations précieuses sur la biodiversité des insectes de Nkhotakota, la découverte de nouvelles espèces et la redécouverte d'espèces longtemps occultées soulignent également la nature dynamique de leurs populations et le rôle essentiel d'une conservation holistique. Elle ouvre également la voie à un développement plus poussé des compétences : Patrick Chisale, écogarde de Nkhotakota ayant rejoint l'équipe de recherche, est devenu un passionné d'entomologie et un scientifique en herbe qui souhaite désormais faire carrière dans ce domaine.

CONSERVATION DE LA BIODIVERSITÉ – Les données des pièges photographiques et les estimations des espèces indiquent également une augmentation des populations animales, soulignant le succès du programme de restauration écologique de Nkhotakota. Huit éléphants, trois koudous et deux élands ont été équipés de colliers de suivi. En raison de sa biodiversité florissante, la réserve a été désignée zone clé pour la biodiversité (KBA), d'importance mondiale pour la santé globale de la planète.

Pour conserver la mpasa, ou truite lacustre (*Opsaridium microlepis*) dans le fleuve Bua, il a été lancé un plan de gestion des pêcheries axé sur l'écosystème, une action multipartite au niveau du district soutenu par le projet Restoring Fisheries and Sustainable Livelihoods (REFRESH). Les communautés vivant sur les 15 km du cours inférieur du fleuve Bua collaborent à l'application de la législation en matière de conservation, à la prévention de la pêche illégale et à la remise en état des bassins versants. D'autres mesures de lutte antibraconnage ont détruit les campements et réduit le braconnage au collet.

DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE – Quatre réunions ont réuni les parties prenantes autour des stratégies de développement communautaire, des mesures relatives aux conflits homme-faune (HWC) et du mécanisme de règlement des griefs.

Un total de 12 627 élèves a été sensibilisé à l'environnement par le biais de visites d'écoles, de plantations d'arbres et de campagnes antidéchets, tandis que plus de 1 400 adultes et enfants des communautés ont visité la réserve par l'intermédiaire du Centre d'éducation à l'environnement (EEC). Des bourses d'éducation secondaire, supérieure et professionnelle ont été octroyées à 127 étudiants. Un programme de lecture en faveur de l'alphabétisation des enfants a été piloté dans trois écoles, et Nkhotakota a participé au lancement d'un manuel didactique pour le primaire sur la faune et l'environnement en collaboration avec le Lilongwe Wildlife Trust et le ministère de l'Éducation.

Au chapitre de l'économie durable, 200 agriculteurs ont reçu une formation et une assistance pour la production de piments, dont la récolte a atteint 1 189 kilos. L'EEC a formé 53 villageois à la transformation des mangues, organisé pour 34 membres une formation à l'épargne et aux prêts villageois, et soutenu quatre clubs d'apiculture. La nouvelle coopérative apicole de Likowa a distribué à 19 clubs 490 ruches Langstroth qui ont engrangé 4 012 kilos de miel. Des inoculants microbiens ont été distribués à 2 000 foyers pour améliorer les rendements des arachides et du soja. L'installation de traitement des champignons de Ching'amba a été équipée et connectée au réseau national d'énergie hydroélectrique. En outre, les 4 500 lampes solaires distribuées aux communautés par

l'intermédiaire de Watts of Love ont développé l'accès à l'énergie durable. Le programme de transmission de chèvres – aux termes duquel des agriculteurs cèdent le premier petit d'une chèvre – s'est étendu avec la remise de 100 chèvres à 50 nouveaux acquéreurs. Au total, les entreprises durables ont généré 62 136 \$US de revenus au profit de plus de 1 500 bénéficiaires.



25,6 tonnes de ressources naturelles récoltées de manière durable

12 627 élèves sensibilisés à l'environnement

7 espèces nouvellement découvertes

GÉNÉRATION DE REVENUS – Le Plan touristique de la Réserve faunique de Nkhotakota a été publié et approuvé. La Chipata Mountain Hike a été lancée avec Team Adventure, organisation locale de voyages et de tourisme d'aventure. Un revenu total de 50 870 \$US a été généré par les droits d'entrée dans le parc, les droits d'activité et de concession, les ventes locales et le restaurant Mphatso. Plus de 3 800 personnes ont visité Nkhotakota – contre 2 587 en 2023 – dont 30 % de locaux.

GESTION DU PARC ET DÉVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES – Les quatre

nouvelles structures à la nuitée construites sur la ligne de clôture portent leur total à quinze. Elles accueillent les agents qui effectuent des contrôles quotidiens sur la clôture et en signalent les ruptures ou les dégradations ; renforçant la présence de l'équipe autour de la réserve, ils dissuadent considérablement les activités illégales. La clôture de type Kenya, essentielle pour maintenir la faune à l'intérieur du parc et limiter les conflits homme-faune, atteint 75 km. Des installations de collecte des eaux de pluie, comprenant des réservoirs de 5 000 litres, ont également été aménagées pour fournir de l'eau potable aux agents. Quatre maisons d'écogardes à Kaludwe ont été réparées et un nouveau portail a été construit à Wozi pour réguler les passages nocturnes non autorisés.

OBJECTIFS POUR 2025

- ▶ Obtenir le mandat de gestion du cours inférieur du fleuve Bua
- ▶ Stimuler le tourisme par des investissements de modernisation et de capacités
- ▶ Augmenter les capacités du personnel par des formations et de nouveaux recrutements
- ▶ Maintenir la pleine fonctionnalité de toutes les stations relais pour répondre aux besoins en TI



Les entreprises durables parrainées par le parc, qui ont généré plus de 62 000 \$US de revenus communautaires, bénéficient à plus de 1 500 riverains de la Réserve faunique de Nkhotakota
© Naude Heunis



Les eaux chaudes du Parc national de l'archipel de Bazaruto sont un havre de sécurité pour les baleines à bosse en migration, qui y mettent bas et y allaitent leurs petits entre juillet et octobre © Andrew Marshall



Parc national
de l'archipel de
Bazaruto

Mozambique

PARC NATIONAL DE L'ARCHIPEL DE BAZARUTO

1 430 KM² | PROJET AFRICAN PARKS DEPUIS 2017

GESTIONNAIRE DU PARC : ARMANDO GUENHA

PRINCIPAUX DONATEURS TUI Care Foundation, Wyss Foundation

PARTENAIRE GOUVERNEMENTAL

Administration nationale des zones de conservation (ANAC)



En décembre 2017, African Parks a signé un accord de cogestion de 25 ans avec l'Administration nationale des aires de conservation (ANAC) dans le but de restaurer, développer et gérer le Parc national de l'archipel de Bazaruto et de le revitaliser comme l'une des aires marines protégées les plus importantes et les plus productives d'Afrique de l'Est. L'actuel directeur général de l'ANAC est M. Pejul Pedro Sebastião Calenga.



UNE CONSERVATION MARINE PIONNIÈRE

– Dans le prolongement des opérations de conservation marine menées dans le Parc national de l'archipel de Bazaruto (BANP), des étapes importantes ont été franchies en 2024. African Parks et le Gouvernement mozambicain, en partenariat avec l'Université James Cook, ont lancé un important programme de marquage satellitaire du dugong, une première en Afrique. Les informations essentielles rapportées par les onze dugongs ainsi équipés sur leurs déplacements dans le parc et les paysages marins environnants ont permis d'identifier les zones exigeant des mesures de conservation renforcées.

Pour identifier les chevauchements entre les habitats des tortues et les pêcheries artisanales, le marquage des tortues de mer s'est poursuivi pour la deuxième

année : 23 tortues ont reçu des émetteurs satellites et près de 50 des balises à nageoires. Les données ont révélé que les tortues restaient fréquemment dans de petites parcelles d'herbes marines ou se déplaçaient entre les prairies d'eau peu profonde et les prairies d'eau profonde au gré des marées – de ce fait, il devient possible de promouvoir d'autres méthodes de pêche afin de réduire les prises accessoires dans ces zones très prisées. L'équipe a en outre enregistré 86 nids de tortues dans le parc, un nombre record depuis le début de la surveillance au début des années 1990.

Ces données vitales sur la manière dont la mégafaune utilise les habitats du parc et le paysage marin orientent les mesures de conservation pratiques, allant de l'application ciblée de la législation en matière de conservation aux programmes de développement communautaire. Dans le même temps, ces deux projets, en perfectionnant les compétences des chercheurs et des skippers des communautés du BANP, développent les connaissances locales en faveur d'une meilleure conservation du milieu marin.

BIODIVERSITÉ DE LA CONSERVATION – L'application de la législation en matière de

conservation s'est vu renforcer par l'arrivée de 20 nouveaux écogardes ayant suivi le stage de terrain de base, portant leur équipe à 87 personnes formées. La collaboration avec les autorités locales et nationales chargées de l'application de la loi est restée la clé de la réussite : 48 opérations ont été menées conjointement dans les districts de Vilankulos et d'Inhassoro. Une sensibilisation aux activités illégales et aux incendies incontrôlés dans le parc a été coordonnée lors des réunions communautaires et des patrouilles de routine.

DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE

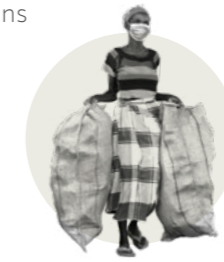
– Des conférences privilégiant l'éducation et l'autonomisation des femmes ont porté sur le planning familial et la gynécologie, la violence sexiste, la nutrition et la santé maternelle et infantile. Des consultations prénatales ont été organisées, et des kits de protection distribués à Benguerria aux personnes souffrant de problèmes de pigmentation cutanée : produits de soin, crèmes hydratantes, écrans solaires et lunettes de soleil. Fin 2024, en partenariat avec le ministère de la Santé, des cliniques mobiles avaient accueilli plus de 4 000 patients sur les îles de Benguerria, Bazaruto et Magarugue.

Des campagnes de pédagogie environnementale et de sensibilisation aux espèces protégées et interdites ont touché plus de 2 000 personnes, tandis que plus de 1 400 participants ont assisté aux championnats « Sports pour la préservation de l'environnement ». La journée de ramassage communautaire des déchets a permis de collecter 188 tonnes de rebuts, dont 89 tonnes de plastique grâce auxquelles 85 072 briques de pavage ont été produites au centre de recyclage de Bazaruto, soit plus du double de 2023.

Les huit écoclubs ont mobilisé 256 élèves et enseignants. En cette sixième année de parrainage, 519 étudiants ont reçu du matériel pédagogique et des bourses d'études, contre 418 en 2023. Au total, 127 diplômés ont suivi des stages professionnels financés par le parc dans 14 spécialités, dont la soudure industrielle, les procédés chimiques, la mécanique, la restauration et l'hôtellerie, la maçonnerie, le carrelage, l'installation électrique, la menuiserie et la plomberie.

GÉNÉRATION DE REVENUS – Du fait de conditions

météorologiques extrêmes et des tensions politiques, le nombre de visiteurs a diminué, d'où une baisse des recettes par rapport à 2023 ; le parc n'a accueilli que 27 818 visiteurs, soit une diminution de 5,4 %, mais a cependant généré 585 123 \$US. Des



89 tonnes de plastique collectées

23 600 m² de plantes invasives éliminées

127 diplômés de l'enseignement professionnel

contrôles de conformité ont été menés pour certifier que tous les centres touristiques respectent les règlements du parc, protègent ses écosystèmes des impacts négatifs et favorisent le tourisme durable. Des enquêtes ont également été menées sur les trois îles et à l'aéroport de Vilankulos dans le cadre de son Modèle de tourisme durable (MTS) conçu pour en surveiller les principaux indicateurs. Le bureau touristique d'Inhassoro et le point d'information de Vilankulos sont désormais opérationnels.

GESTION DU PARC ET DÉVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES

– Les quatre réunions du conseil de gestion et du comité directeur avaient pour but

d'améliorer la participation des parties prenantes, de renforcer la collaboration et d'aligner les priorités pour une gestion efficace. En conséquence, les différents acteurs ont considérablement amplifié leur soutien, et le parc a pu mettre en œuvre des mesures de conservation et de développement tout en favorisant les partenariats aptes à perfectionner ses objectifs stratégiques à long terme. L'application de la législation de la conservation a quant à elle été appuyée par la visite de juges et de procureurs des provinces et des districts, et la tenue d'une table ronde sur des questions juridiques relatives à la gestion du parc. La construction des bureaux à Vilankulos et d'un centre de formation des écogardes à Mupale, sur l'île de Bazaruto, devrait être achevée à la fin du premier trimestre 2025.

OBJECTIFS POUR 2025

- ▶ Investir dans l'infrastructure touristique pour accompagner les opérations touristiques
- ▶ Poursuivre les efforts pour réduire la pêche à la senne grâce à de meilleures opportunités socio-économiques
- ▶ Renforcer le respect de l'environnement grâce à l'implication accrue des prestataires de services touristiques
- ▶ Augmenter les opportunités d'emploi des communautés



Le marquage des tortues de mer à Bazaruto, en renseignant sur la manière dont les espèces utilisent l'ensemble du paysage marin, oriente les opérations de conservation
© Natalíe Dos Santos



L'observation en continu des groupes de gorilles est une source précieuse de recherche sur la population de gorilles des plaines occidentales dans le Parc national d'Odzala-Kokoua
© Gerhard Hûdepohl



République du Congo

PARC NATIONAL D'ODZALA-KOKOUA

13 867 KM² | PROJET AFRICAN PARKS DEPUIS 2010

Sanctuaire de gorilles de Lossi : 380 km²

GESTIONNAIRE DU PARC : JEAN-YVES KOUMPOGUE

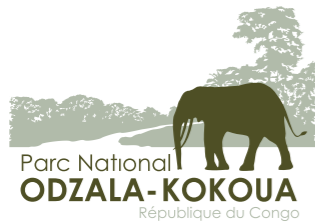
PRINCIPAUX DONATEURS DOB Ecology, Elephant Crisis Fund (ECF), Legacy Landscapes Fund, Rob Walton Foundation, Stichting Natura Africae, Union européenne, US DoS Bureau of International Narcotics and Law Enforcement (INL), US Fish and Wildlife Service (USFWS)

PARTENAIRE GOUVERNEMENTAL

Ministère de l'Économie forestière, du Développement durable et de l'Environnement



Ce ministère, qui met en œuvre la politique nationale dans ses trois domaines d'action, a signé en 2010 un premier accord de gestion public-privé d'African Parks portant sur le Parc national d'Odzala-Kokoua. En 2020, un amendement a été signé avec la ministre, Mme Rosalie Matondo, rajoutant au mandat le Sanctuaire des gorilles de Lossi et faisant de la Fondation Odzala-Kokoua-Lossi l'entité de gestion. Dans le cadre du ministère, African Parks travaille avec l'Agence congolaise de la faune et des aires protégées (ACFAP) représentée par son directeur général, M. Jean-Bosco Nganongo.



RENFORCEMENT DES PARTENARIATS COMMUNAUTAIRES

À la mi-2023, African Parks a été informée d'allégations de violations des droits humains impliquant des écogardes à l'encontre de membres de la communauté Baka, dans le Parc national d'Odzala-Kokoua. En réponse, Omnia Strategy LLP, cabinet d'avocats internationaux spécialisé dans les droits humains, a été chargé d'une enquête indépendante, comprenant diverses missions sur le terrain, qui s'est poursuivie tout au long de 2024. Simultanément, des efforts ont été entrepris pour renforcer les mécanismes de sauvegarde et approfondir notre compréhension des besoins culturels et économiques des communautés riveraines du parc, notamment les peuples indigènes (ou autochtones).

L'étude sur le peuple Baka, menée par Dr Jean-Pierre Nguede Ngonu, ethno-anthropologue, a constitué en ce sens une avancée majeure. Ses conclusions ont servi à élaborer un plan d'engagement personnalisé à l'intention de ces populations fortement tributaires de la forêt et de ses ressources, dont la conservation du

parc garantit la durabilité et le maintien au profit des populations locales.

Cette année, des balises ont été placées le long de vingt-deux sentiers d'accès communautaires afin d'identifier clairement les zones du parc où l'utilisation des terres et des ressources est différente. Un projet à plus long terme vise à garantir des droits fonciers permanents pour les particuliers ; à ce jour, les droits fonciers traditionnels ont été cartographiés pour un premier groupe de 23 familles. Le Plan pour les populations autochtones (IPP) a été intégré au business plan glissant quinquennal. Dans le cadre de cet engagement à long terme, le Dr Nguede Ngonu a été nommé au conseil d'administration de la fondation Odzala-Kokoua-Lossi, où il veillera à la bonne prise en compte, dans la gestion du parc, des perspectives et des besoins des populations autochtones.

Les associations villageoises existantes (Associations de surveillance et de développement durable – ASDD), dûment consolidées, permettent aux communautés de participer activement à la gouvernance des ressources naturelles. En outre, des représentants communautaires émanant des villages servent de lien direct avec le parc. Dans les villages comptant à la fois des Bantous et des Autochtones, un point focal est choisi pour chaque groupe ethnique. L'objectif initial des points ainsi formés est de sensibiliser les communautés au mécanisme de règlement des griefs et à la gestion des

conflits homme-faune (HWC), auxquels sont venues s'ajouter des opérations visant à atténuer l'impact des HWC : plus de 100 personnes ont été indemnisées par le programme d'assurance contre les dégradations et une clôture électrique à l'épreuve des éléphants a été posée au sein d'une communauté, tandis que huit autres ont bénéficié d'une subvention pour creuser des tranchées HWC, propres à empêcher les éléphants de pénétrer dans les cultures et de les détruire. En outre, trois communautés ont mis en place une clôture en piment, conçue pour être plus résistante aux intempéries.

Ces actions, ainsi que l'IPP, font partie d'une démarche intégrée visant à soutenir le développement communautaire. La gestion à long terme des forêts et de la faune d'Odzala se voit renforcée, en partenariat avec les communautés, par l'instauration de la confiance, la garantie des droits fonciers et la création de moyens de subsistance.

CONSERVATION DE LA BIODIVERSITÉ – Les soixante nouveaux pièges photographiques visent à recueillir des informations sur l'activité faunique dans le secteur septentrional isolé d'Odzala ; les huit colliers d'éléphants et quatre colliers de hyènes tachetés, surveillés quotidiennement, offrent une meilleure compréhension de leurs déplacements et des HWC. En particulier, les données recueillies sur les colliers d'éléphants ont montré le rôle essentiel de la concession forestière IFO Ngombé en tant que lien principal avec le reste du territoire, en particulier le Parc national de Ntokou-Pikounda. Pendant ce temps, les quatre hyènes à colliers sont restées dans les profondeurs de la forêt, chassant les buffles et même les jeunes éléphants dans les grands baïs (clairières).

Le second cycle de la collecte pilote de données VNU (Verifiable Nature Unit) a été achevé, et un troisième est prévu pour 2025. Grâce à ce mécanisme axé sur les résultats, les intendants des terres sont récompensés pour leurs efforts de conservation et de restauration. Chaque VNU représente 1 km² de nature à maintenir dans son état actuel ou à améliorer d'une année sur l'autre. Le succès est mesuré en évaluant les pressions humaines sur les terres, la perte d'espèces et la possibilité de maintenir des écosystèmes sains.

DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE – Afin d'aligner la conservation sur la durabilité économique,

plusieurs opérations développées en collaboration avec les communautés et dirigées par Nature+ mettent au premier plan les produits forestiers non ligneux, tels que les mangues sauvages. Les communautés orientent leur travail dans les zones d'écodéveloppement et les zones tampons du parc, et ces récoltes sont soit vendues indépendamment, soit transformées en produits comme le savon, l'huile ou la poudre. La production de cacao, qui voit plus de 40 producteurs travailler directement avec le parc, a également été intégrée à l'économie locale ; quelque 15 000 cacaoyers supplémentaires ont été plantés dans les plantations existantes.



8 colliers actifs pour éléphants

100 personnes ont bénéficié du programme d'assurance HWC

25 bourses d'études ont été octroyées

Une nouvelle école a été construite, et les salaires de douze enseignants et 25 bourses d'études ont été pris en charge dans neuf écoles au total. L'éducation à l'environnement a touché plus de 2 500 élèves par le biais de clubs nature et de modules scolaires.

GÉNÉRATION DE RECETTES – Celle-ci continué de croître : plus de 500 nuitées ont été vendues cette année au Camp Imbalanga, contre 350 en 2023. Fort de ce succès, celui-ci s'agrandira en 2025, tandis que sera construit à Imbalanga un Centre d'éducation en renfort des actions pratiques d'initiation à la conservation. Les activités touristiques ont généré plus de 300 000 \$US, couvrant 5 % des dépenses de fonctionnement de base.

GESTION DU PARC ET DÉVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES

Odzala a renforcé la conservation au plan régional grâce à un nouvel accord avec la concession forestière voisine IFO Ngombé, formalisant un partenariat de gestion pour l'application de la loi sur la conservation et les enquêtes fauniques dans la zone de 11 000 km². Cette collaboration renforcera la connectivité des aires protégées du nord du Congo.

OBJECTIFS POUR 2025

- ▶ Mettre en place six équipes écologiques avec une représentation autochtone de 50 %
- ▶ Terminer toutes les missions VNU et entamer l'étude triennale de biosurveillance
- ▶ Maintenir le taux de braconnage des éléphants à moins de 0,25 % de la population estimée
- ▶ Poursuivre les premières opérations essentielles du Plan pour les peuples autochtones
- ▶ Étendre à 750 le nombre de nuitées au Camp Imbalanga

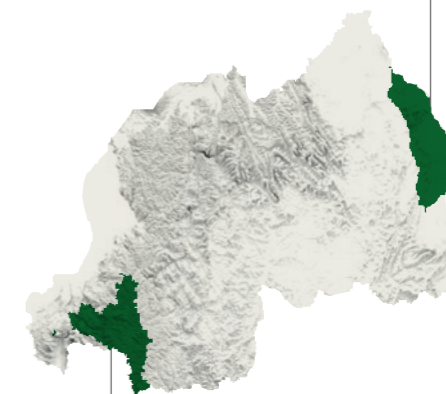


Les réunions régulières renforcent la participation et le développement communautaires à Odzala et ses environs
© Irene Galera



Le Parc national de Nyungwe abrite 13 espèces différentes de primates, dont le colobe du Rwenzori (*Colobus angolensis ruwenzorii*)
© Marcus Westberg

Parc national de l'Akagera



Parc national de Nyungwe

Rwanda

PARC NATIONAL DE L'AKAGERA

1 120 KM² | PROJET AFRICAN PARKS DEPUIS 2010

GESTIONNAIRE DU PARC : LADIS NDAHIRIWE

PRINCIPAL DONATEUR Howard G. Buffett Foundation

PARC NATIONAL DE NYUNGWE

1 019 KM² | PROJET AFRICAN PARKS DEPUIS 2020

GESTIONNAIRE DU PARC : PROTAIS NIYIGABA

PRINCIPAUX DONATEURS Hempel Foundation, Wyss Foundation

PARTENAIRE GOUVERNEMENTAL

Rwanda Development Board (RDB)



Le RDB est l'agence gouvernementale responsable de la gestion des parcs nationaux et des zones protégées du Rwanda. Sa mission est de

transformer et développer l'économie rwandaise en favorisant la croissance du secteur privé. African Parks a entamé sa collaboration avec le RDB dans le cadre du Parc national de l'Akagera en 2010 et du Parc national de Nyungwe en 2020. African Parks remercie Francis Gatara, PDG de la RDB, et la direction générale pour leur soutien indéfectible à l'Akagera et à Nyungwe.



NEUF DÉCENNIES POUR LE RENOUVEAU – Depuis 90 ans, le Parc national de l'Akagera témoigne de l'engagement du Rwanda en faveur de la conservation. Créé en 1934, il constitue l'une des plus vastes zones humides protégées d'Afrique centrale et le dernier refuge du pays pour les espèces adaptées à la savane. En 1975, il a franchi une première étape importante en matière de conservation : la réintroduction des éléphants. Les affrontements avec la population, toujours plus nombreux, auxquels était exposé un troupeau de 150 éléphants errant à l'extérieur du parc ont donné lieu à une opération de translocation audacieuse pour l'époque : avec le soutien du World Wildlife Fund et des Gouvernements rwandais et belge, 26 jeunes éléphants furent transférés à l'Akagera, jetant ainsi les bases d'une population prospère et de futures réintroductions.

Au cours des années 1970 et 1980, le parc, prospère, a abrité de vastes populations de buffles, de zèbres

et de lions. Les descendants des girafes Masai introduites du Kenya en 1986 parcourent encore le parc aujourd'hui. En 1997, il a été réduit des deux tiers pour accueillir les réfugiés du génocide de 1994. Les années suivantes, la chasse illégale incontrôlée et les conflits homme-faune ont entraîné l'extinction locale des lions et des rhinocéros. En 2009, le Gouvernement rwandais a donc invité African Parks à s'associer au Rwanda Development Board pour gérer l'Akagera, ce afin d'appuyer ses objectifs de conservation et son ambition de faire du tourisme un moteur de développement économique. Ces 15 dernières années, le parc a connu une renaissance remarquable : les lions sont revenus en 2015, des rhinocéros noirs de l'Est en 2017 et 2019, et 30 rhinocéros blancs du Sud en 2021. La surveillance et la recherche ont livré des éclairages plus précis sur la conservation, et les enquêtes, en particulier celles portant sur les amphibiens et les reptiles, ont enrichi les registres de nouvelles espèces. Près de 500 espèces d'oiseaux ont également été répertoriées, faisant de l'Akagera un site ornithologique important.

Aujourd'hui, le tourisme est devenu un générateur majeur de recettes : il a représenté en 2024 97% des recettes annuelles totales du parc, provenant pour 45 % de visiteurs rwandais. Ces ressources, qui reviennent

directement dans le parc, stimulent une économie axée sur la conservation par la création d'emplois et d'autres projets de développement durable. En outre, 10% de ces gains sont versés au programme rwandais de partage des revenus, lequel soutient des projets au niveau local, notamment dans l'éducation, les soins médicaux et les coopératives. À 90 ans, l'Akagera est un modèle exceptionnel – prouvant qu'avec de la détermination et des partenariats solides, même un paysage jadis menacé peut retrouver tout son potentiel.

CONSERVATION DE LA BIODIVERSITÉ

– Quatre lions et six éléphants ont été équipés de colliers émetteurs, ainsi que sept rhinocéros blancs et trois rhinocéros noirs. Des enquêtes mensuelles sur la biodiversité permettent de surveiller la diversité, les effectifs et les altérations environnementales ; 31 espèces de bousiers et 179 espèces de papillons y ont été recensées, dont quatre nouvellement identifiées.

Les nombreuses formations en matière d'application de la législation ont porté notamment sur le leadership et les droits humains. Au total, 33 nouveaux écogardes ont suivi le stage de terrain de base, portant leur équipe à 92 membres. De nouveaux systèmes de compte rendu ont été mis en place – le suivi du comportement de chasse des lions par EarthRanger, ainsi, permettra de mieux percevoir leurs préférences alimentaires et leur impact sur certaines espèces d'herbivores.

DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE – Huit coopératives halieutiques ont été instruites, à la ferme aquacole de Gishanda, de l'élevage du poisson-chat, de la pêche durable et de la transformation, tandis que l'approvisionnement local a crû grâce à des mesures de repeuplement. Cinq coopératives ont suivi un programme d'apiculture de trois mois qui a permis de porter le nombre de ruches de 307 à 779 et d'introduire des produits à base de cire d'abeille à valeur ajoutée. Les membres de cinq coopératives ont été formés à l'élaboration des business plans : ces compétences en matière de planification stratégique leur serviront à agir en faveur d'une croissance durable.

Pour favoriser la mobilisation des communautés et les sensibiliser à la conservation de la biodiversité, plus de 18 000 de leurs membres ont participé à 207 réunions, tandis que les films sur l'environnement ont rassemblé

33 000 personnes. La Rhino Velo Race, la Rhino Foot Race et le tournoi de football Lions Cup, auxquels ont assisté environ 25 000 personnes, ont été l'occasion de véhiculer, avec succès, des messages sur la lutte antibraconnage et le développement communautaire.



179 espèces de papillons recensées

40 000 plants indigènes produits chaque année

2 000 élèves parrainés pour visiter le parc

Le concours organisé pour six écoles avec les ressources des bibliothèques scolaires et locales, qui a attiré plus de 3 700 participants, vise à encourager la culture de la lecture. Il a offert des fournitures scolaires aux meilleurs lecteurs et conteurs ; toutes les écoles ont reçu des équipements sportifs.

GÉNÉRATION DE RECETTES

– Les recettes totales se sont élevées à plus de 4,7 millions \$US, dont 97 % provenant des activités touristiques. En raison des épidémies de Marburg et de variole du singe, en août et septembre, et de la fermeture pendant trois mois du Karengé Bush Camp pour rénovation, les revenus du tourisme ont légèrement baissé, de 3 % par rapport à 2023. Au total, le parc a accueilli

56 219 visiteurs.

GESTION DU PARC ET DÉVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES

– La Maison des volontaires a été complétée de cinq chambres pour du personnel en visite, des chercheurs et des invités. De nouveaux postes d'écogardes ont été construits à Nyamwashama et Gishanju. De nombreuses opérations éco-respectueuses ont été lancées : citons l'introduction de fourneaux à faible consommation d'énergie, fonctionnant aux granulés de déchets agroforestiers et réduisant les coûts de 50 % par rapport aux cuisinières à gaz ; un nouveau système d'eau chaude solaire installé à Gishanda ; et un véhicule électrique qui sera testé dans le cadre d'activités touristiques.

OBJECTIFS POUR 2025

- ▶ Accueillir 70 rhinocéros blancs dans le cadre du programme Rhino Rewild
- ▶ Maintenir le record de zéro braconnage des espèces clés
- ▶ Mener une enquête socio-économique pour évaluer l'impact de l'Akagera sur les communautés
- ▶ Parvenir à un taux d'occupation du Karengé Bush Camp de 43 %
- ▶ Atteindre un revenu brut de plus de 5,6 millions \$US



Le Rwanyakizinga est l'un des dix lacs composant la zone humide de l'Akagera, qui est la plus grande zone humide protégée d'Afrique centrale
© Scott Ramsay



LE DÉVELOPPEMENT DURABLE GRÂCE À DES COOPÉRATIVES COMMUNAUTAIRES

Créer des moyens de subsistance alternatifs par le biais de petites entreprises reste un objectif majeur du Parc national de Nyungwe : en instaurant ces coopératives, il favorise l'utilisation durable des ressources tout en incitant les communautés à se lancer dans des activités génératrices de revenus à même de stimuler leur économie.

Cette année, le parc a en outre intégré la main d'œuvre communautaire dans le développement de ses infrastructures. La construction de son nouveau siège a fait directement profiter les villageois, dont au moins 300 ont participé quotidiennement à ce chantier de 16 mois. L'économie régionale a également été soutenue par un approvisionnement local et durable en matériaux de construction. Au total, 35 coopératives communautaires ont bénéficié d'un accompagnement ; 16 d'entre elles se sont lancées dans des activités génératrices de revenus (IGA) comme l'élevage de

porcs, la pisciculture et le tourisme de proximité, et neuf autres ont créé des emplois dans le secteur des services : guides indépendants, groupes de porteurs, coopératives de travailleurs occasionnels. Le programme de fungiculture lancé en novembre 2023 est remarquable par son potentiel : février 2024 a vu la production des premiers tubes de champignons et, en décembre, plus de 4 600 kilos de champignons avaient été récoltés pour le marché. En matière touristique, citons la Nyungwe Community Freelance Guides Cooperative : composée de 27 guides communautaires formés à l'interprétation de la nature et au guidage, dont six l'ayant rejointe au cours de l'année, elle enrichit la découverte des visiteurs tout en procurant des revenus durables.

Quarante-deux représentants de 14 coopératives ont suivi une formation, précieuse pour leur réussite à long terme, sur la gestion financière, la conformité fiscale, la gouvernance et la gestion des coopératives. L'enregistrement officiel de cinq d'entre elles auprès de l'Agence rwandaise des coopératives (RCA) renforce leur statut juridique et opérationnel. Grâce au soutien financier accru du parc en faveur de projets tels le Centre de tourisme communautaire de Cyamudongo et les activités d'apiculture, les revenus collectifs de l'ensemble des coopératives ont atteint 651 770 \$US. Aujourd'hui, celles-ci comptent plus de 1 600 membres, au profit d'environ 6 870 personnes engagées dans des activités économiques durables. L'impact de

l'investissement de Nyungwe a été considérable : il a encouragé le partage des responsabilités en matière de conservation de la biodiversité, renforcé les économies locales et bâti un avenir axé sur la conservation.

CONSERVATION DE LA BIODIVERSITÉ

Une centaine de nouveaux pièges photographiques a été activée pour détecter les espèces insaisissables et les activités illégales, tandis que EarthRanger a collecté des données sur les groupes de chimpanzés et de singes colobes. Il a été recensé une population de chimpanzés d'environ 256 individus. Les sites de repos de la chauve-souris en fer à cheval de Hill (*Rhinolophus hilli*), en danger critique d'extinction, et de la chauve-souris à nez étoilé du Cameroun (*Doryrhina camerunensis*) continuent d'être surveillés en collaboration avec Bat Conservation International et la Rwanda Wildlife Conservation Association.

Quatre-vingt-onze membres du personnel ont renforcé leurs compétences en matière de conservation par des formations sur le pistage, la collecte de données, les premiers soins et la lutte contre les incendies. L'ensemble de l'équipe chargée de l'application des lois a suivi un stage de remise à niveau sur des capacités et thèmes essentiels, au nombre desquels les droits humains. Le nombre de collets retirés est en recul – de 11 259 en 2023 à 6 831 en 2024 – grâce aux opérations basées sur le renseignement, aux patrouilles conjointes et au recrutement local de 92 écogardes formés à la sensibilisation des communautés.

DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE – Outre le développement et l'implication des coopératives dans ses opérations, Nyungwe a connu un moment fort avec la participation de plus de 1 200 personnes – armée, personnel du parc, gouvernants locaux et communautés – à la lutte contre 21 feux de forêt. Plus de 25 hectares incendiés ont été restaurés grâce à la régénération naturelle assistée, et 93 148 arbres indigènes ont été régénérés après la coupe des fougères. Les pépinières aidées par le parc ont réparti plus de 43 960 plants destinés à la restauration et à l'agroforesterie. En outre, 31,5 hectares ont été reboisés grâce aux efforts conjoints du parc, des écogardes et de la communauté ; on estime que 1 291 personnes vivant autour du parc ont aidé à ces opérations.

Plus de 18 500 personnes ont assisté à des réunions de sensibilisation, plus de 1 500 enfants et dirigeants locaux ont visité le parc, et 6 500 élèves ont participé à des clubs nature. Cinq bourses d'une valeur de 2 265 \$US à destination des écoles techniques voisines ont en outre été octroyées afin de favoriser les possibilités d'emploi.



~ 250
chimpanzés

1 145 emplois
occasionnels
créés

Plus de 994 000
\$US versés au
programme
de partage
des revenus
touristiques

GÉNÉRATION DE REVENUS – Au total, 26 594 personnes – 37 % de Rwandais et 63 % internationaux – ont visité Nyungwe, soit une augmentation de 16 % par rapport à 2023 et des recettes dépassant 2 332 900 \$US. Cinq campings pour les voyageurs individuels ont été construits le long du sentier Nshili-Gisovu, long de 100 km, et un autre sur le mont Bigugu. La construction du Munazi Lodge, le premier géré par le parc, devrait s'achever au cours du premier semestre 2025.

GESTION DU PARC ET DÉVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES – La direction de Nyungwe a emménagé à Gisakura, dans un nouveau siège social spécialement

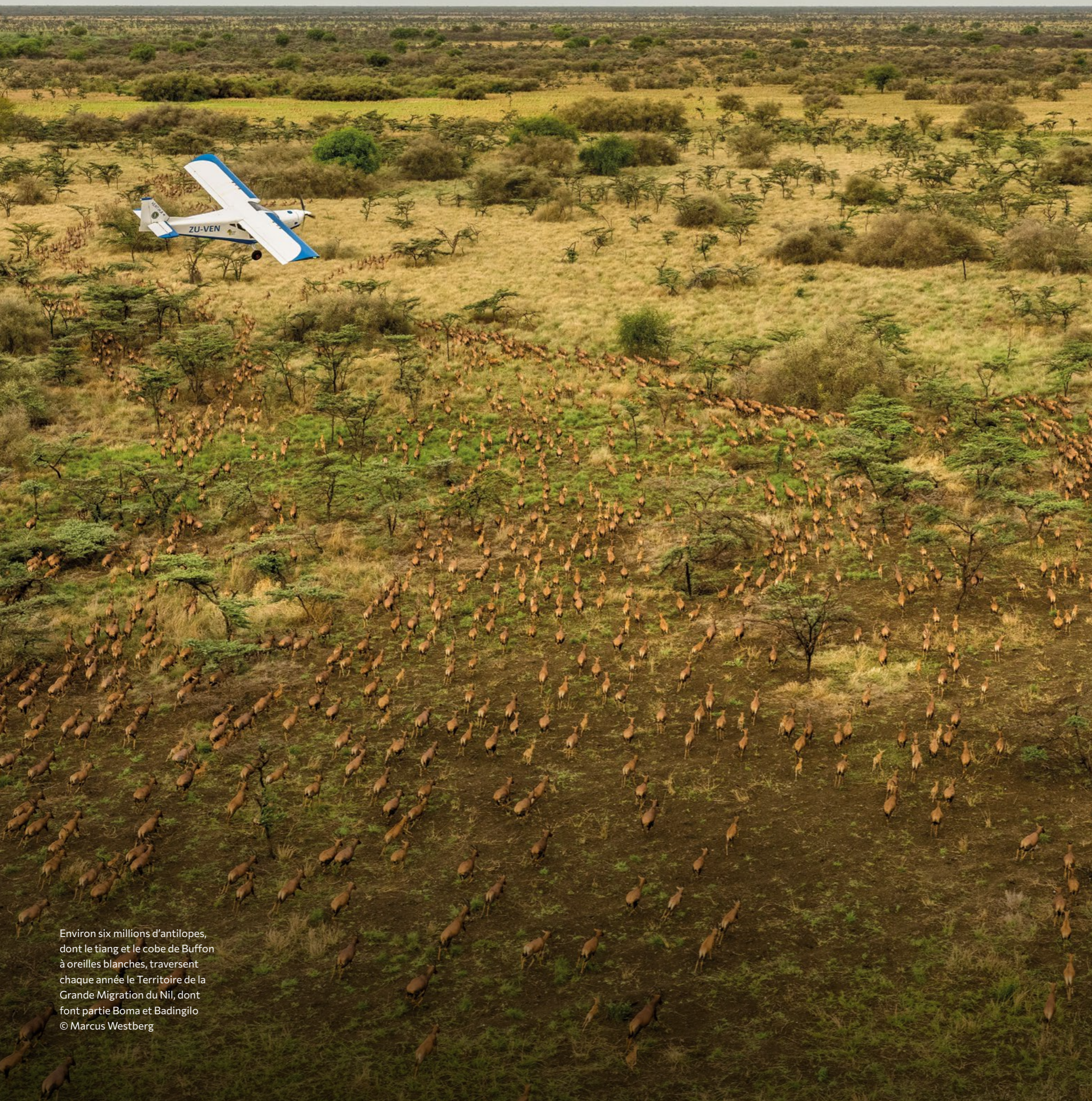
construit et stratégiquement situé à proximité des zones centrales pour en améliorer la gestion, les opérations et la logistique. La Nyungwe Management Company Ltd (NMC), reconnue pour la troisième année consécutive comme le meilleur contribuable du district de Nyamasheke, s'est classée troisième de la Province de l'Ouest par le Trésor rwandais, contribuant à hauteur de 994 226 \$US au fisc national. Ce montant exclut les contributions au programme de partage des recettes touristiques, lequel finance des projets communautaires prioritaires, et au Fonds spécial de garantie, qui indemnise les dommages liés à la faune sauvage.

OBJECTIFS POUR 2025

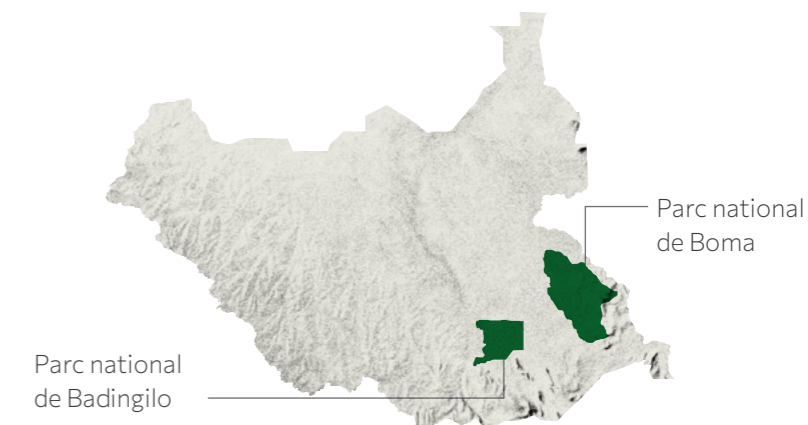
- ▶ Mener une enquête à l'échelle du parc pour surveiller les tendances démographiques de la faune
- ▶ Assurer une couverture de 90 % des patrouilles des écogardes
- ▶ Recruter 389 employés locaux qualifiés en appui au business plan
- ▶ Atteindre un ratio de durabilité de 47 %
- ▶ Améliorer l'expérience visiteurs grâce à des produits nouveaux et perfectionnés



La construction du nouveau siège social de Nyungwe a permis de créer environ 300 emplois supplémentaires au sein des communautés © Gael Ruboneka



Environ six millions d'antilopes, dont le tiang et le cobe de Buffon à oreilles blanches, traversent chaque année le Territoire de la Grande Migration du Nil, dont font partie Boma et Badingilo
© Marcus Westberg



Soudan du Sud

PARC NATIONAL DE BADINGILO

8 935 KM² | PROJET AFRICAN PARKS DEPUIS 2022

GESTIONNAIRE DU PARC : JOHN VOGEL

PRINCIPAUX DONATEURS Anonymous Fund of MCF, Elephant Crisis Fund (ECF), Fondation Segré, Lion Recovery Fund (LRF), Edith McBean, Mike Michelson, Rainforest Trust, Wyss Foundation

PARC NATIONAL DE BOMA

19 757 KM² | PROJET AFRICAN PARKS DEPUIS 2022

GESTIONNAIRE DU PARC : JAN FOURIE

PRINCIPAUX DONATEURS Anonymous Fund of MCF, Elephant Crisis Fund (ECF), Fondation Segré, Lion Recovery Fund (LRF), Edith McBean, Mike Michelson, Rainforest Trust, Union européenne, Wyss Foundation

PARTENAIRE GOUVERNEMENTAL

Ministère de la Conservation de la faune et du Tourisme
(Ministry of Wildlife Conservation and Tourism - MWCT)



En août 2022, le Gouvernement du Soudan du Sud a signé avec African Parks un accord renouvelable de dix ans portant sur la gestion des Parcs nationaux de Boma et de Badingilo et le site de Jonglei (soit les zones d'extension proposées des deux parcs et des couloirs fauniques), d'une superficie de plus de 12 millions d'hectares. Par cet engagement, le Gouvernement sud-soudanais a garanti la protection à long terme de ces écosystèmes fondamentaux, profitables à la fois à la population et à la faune sauvage. Ce partenariat est sous l'égide du MWCT par l'intermédiaire du South Sudan Wildlife Service (SSWS), l'autorité ministérielle légale en charge de la gestion de la faune et des zones protégées. Le ministre du MWCT est SE Rizik Zakaria Hassan.



UNE APPROCHE DE LA CONSERVATION À L'ÉCHELLE DU PAYSAGE

— Les résultats officiels de la première étude aérienne exhaustive du Territoire de la Grande Migration du Nil (GNML), menée en partenariat avec le ministère de la Conservation de la faune sauvage et du Tourisme (MWCT) avec le soutien du Wilderness Project, ont été annoncés en juin : il est effectivement traversé par environ six millions d'antilopes, dont des tiangs et des cobes de Buffon à oreilles blanches, ce qui constitue la plus importante migration de grands mammifères sur Terre. La mise en lumière de cet événement naturel spectaculaire souligne la nécessité de mener des efforts de conservation à grande échelle, au niveau du territoire.

Quantifier la GNML a représenté un travail colossal, en raison de son immensité et du nombre considérable d'animaux concernés, mais des technologies telles que

le suivi par satellite et la télédétection permettent de collecter des données précises et complémentaires sur les schémas migratoires et l'utilisation de l'habitat, essentielles pour élaborer des stratégies de conservation efficaces. Malgré sa portée, cette migration est confrontée à de graves menaces. Selon les données satellitaires, une grande partie de l'aire de répartition du tiang et du cobe de Buffon se situe hors des zones protégées, ce qui les expose, dans l'État de Jonglei, à une chasse non durable de viande de brousse en saison sèche. Une comparaison avec les relevés des années 1980 montre également un déclin de la plupart des espèces sédentaires, comme les éléphants et les girafes, d'où la nécessité accrue d'efforts de conservation ciblés.

Il est essentiel pour ce faire d'obtenir le soutien des communautés locales, dont les traditions culturelles profondes et les moyens de subsistance reposent largement sur la faune sauvage et les vastes étendues naturelles. 2024 a vu le renforcement des relations avec les communautés, dont l'emploi des ressources est désormais mieux compris. La nouvelle Tiang Task Force (TTF), lancée en collaboration avec le gouvernement et les acteurs locaux, lutte contre la chasse non durable de la viande de brousse.

CONSERVATION DE LA BIODIVERSITÉ — Dans la continuité de l'enquête de 2023, une opération massive de pose de colliers a été menée en mars-avril, en partenariat avec le MWCT, pour suivre et surveiller les espèces : elle a concerné 125 animaux de 13 espèces différentes, notamment des antilopes migratrices, des éléphants, des girafes, des guépards et des lions. En outre, l'équipe a observé des populations saines d'oiseaux et des signes d'activité de reproduction chez les vautours à capuchon, et réussi à marquer 15 vautours : neuf vautours africains, quatre vautours de Rüppell et un à tête blanche.

L'équipe chargée de la conservation et des sites a mis au point un support de caméra anti-vibrations capable de mesurer les mouvements et l'altitude de l'avion, garantie de la précision des données photographiques. Ce système automatisé remplace les observateurs humains, éliminant ainsi les biais et la fatigue. Des mois de tests et de perfectionnement ont permis de mettre au point cette méthode révolutionnaire pour la surveillance fiable et précise de la faune.

DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE — Les relevés aériens effectués au cours de l'année ont livré des informations précieuses sur la localisation des communautés, ce qui concourra grandement à leur participation collaborative et à leur cartographie.

Les 54 membres des neuf équipes Tango (« Transhumance Engagement Officers ») stationnent dans les principaux couloirs de migration des communautés pastorales. Ils parviennent ainsi à atteindre les groupes isolés, qu'ils sensibilisent à la conservation et à l'utilisation durable des ressources naturelles et informent quant aux interactions homme-faune. L'un de nos principaux objectifs a été d'amplifier le rôle des agents communautaires (CA), lesquels servent de points de contact et de dialogue avec les collectivités résidentes, renforcent les liens entre celles-ci et la direction du parc, et assistent les activités de développement communautaire. Tout en dialoguant avec les villageois, les CA surveillent la récolte illégale, le commerce de viande de brousse et la production de charbon de bois, et identifient les menaces pesant sur le site. À Maruwa (Boma), l'organisation communautaire CBO encourage les siens à préserver leurs ressources car ils bénéficieront d'autres projets de développement durable, tels le

tourisme et l'agriculture à haut rendement. Les 30 apiculteurs formés dans les environs de Badingilo ont récolté en 2024 750 kilos de miel. Des écoles ont été créées à Nyat (Boma) et Lafon (Badingilo). Badingilo est devenu un centre pédagogique accueillant 350 élèves venus s'initier à la conservation et à la faune, tandis que 40 jeunes garçons de Lafon ont rejoint l'Association des scouts du Soudan du Sud.



10 écoles parrainées

environ 6 millions d'antilopes migrent à travers le site

54 membres d'équipes Tango recrutés à Boma

GÉNÉRATION DE REVENUS — Les dirigeants locaux de Jebel Boma et du comté de Vertet ont bien accueilli le concept de tourisme accompagné par la communauté, jetant ainsi les bases d'un projet pilote potentiel à Maruwa. Le plan de développement touristique est en cours, et la communauté a sélectionné pour la construction d'un campement une zone notable pour sa beauté naturelle, son accès aux troupeaux nomades et la variété des activités pouvant y être pratiquées.

GESTION DU PARC ET DÉVELOPPEMENT

DES INFRASTRUCTURES — Les infrastructures de Badingilo ont connu d'importantes améliorations : ses hébergements ont été modernisés, et une salle de contrôle centralisée propre à rationaliser les opérations auparavant gérées depuis Juba ont été mises en place. À Boma ont été créés des centres – à Otallo, Maruwa, Pibor et Kassangor – où l'équipe chargée des communautés peut rencontrer ces dernières et soutenir les actions collaboratives de conservation.

La mise en œuvre des technologies Starlink et VSAT a révolutionné la connectivité. Les postes clés ont été pourvus pour constituer les équipes des deux parcs.

OBJECTIFS POUR 2025

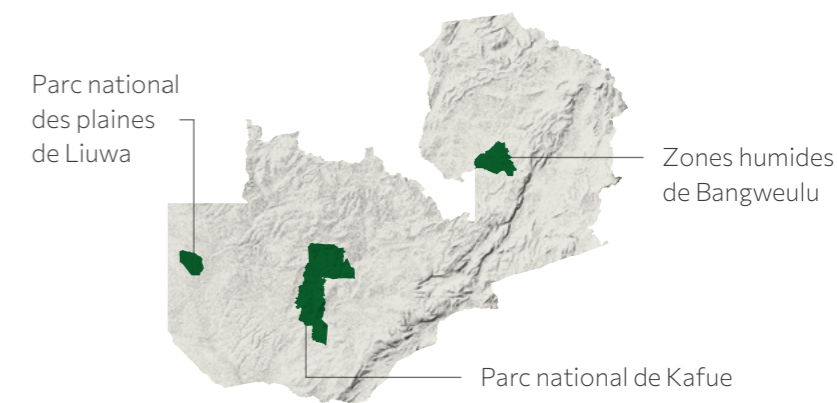
- Réaliser des exercices complets de cartographie des parties prenantes et lancer des évaluations socio-économiques de référence
- Boma : renforcer le tourisme par un projet pilote soutenu par la communauté
- Boma : mettre en œuvre une stratégie en faveur de la transhumance
- Badingilo : développer le siège et les bases stratégiques clés à Jonglei et dans l'est de l'Équatoria
- Badingilo : lancer un plan d'aménagement des terres et les structures institutionnelles nécessaires



Le collier électronique posé sur une girafe de Nubie dans le Parc national de Badingilo informe les actions de conservation de cette espèce en danger critique d'extinction © Marcus Westberg



Le fleuve Kafue, en Zambie, artère vitale du parc national, offre des moyens de subsistance et des opportunités touristiques
© Marcus Westberg



Zambie

ZONES HUMIDES DE BANGWEULU

6 645 KM² | PROJET AFRICAN PARKS DEPUIS 2008

DIRECTEUR DU PARC : ANDREW CHOMBA

PRINCIPAL DONATEUR Stichting African Horizon

PARTENAIRES Zambian Department of National Parks and Wildlife (DNPW) et les six Conseils communautaires de gestion des ressources

PARC NATIONAL DE KAFUE

22 480 KM² | PROJET AFRICAN PARKS DEPUIS 2022

DIRECTEUR DU PARC : CRAIG REID

PRINCIPAUX DONATEURS Dutch Postcode Lottery, Elephant Crisis Fund (ECF), Swedish Postcode Lottery Foundation, US DoS Bureau of International Narcotics and Law Enforcement (INL), Wildcat Foundation, Wyss Foundation

PARTENAIRE Zambian Department of National Parks and Wildlife (DNPW)

PARC NATIONAL DES PLAINES DE LIUWA

3 369 KM² | PROJET AFRICAN PARKS DEPUIS 2003

DIRECTEUR DU PARC : DEON JOUBERT

PRINCIPAUX DONATEURS Stichting Natura Africae, WWF Belgique
PARTENAIRES Zambian Department of National Parks and Wildlife (DNPW) et le Barotse Royal Establishment (BRE)

PARTENAIRE GOUVERNEMENTAL

Zambian Department of National Parks and Wildlife (DNPW)



Le DNPW, sous l'égide du ministère du Tourisme, a pour mission de protéger et de conserver les réserves fauniques de Zambie tout en améliorant les conditions de vie des communautés et en préservant une biodiversité florissante. African Parks a entamé son travail en 2003 avec le DNPW au sein du Parc national des plaines de Liuwa, le poursuivant en 2008 dans les Zones humides de Bangweulu puis dans le Parc national de Kafue en 2022. Le directeur du DPNW est M. Dominic L. Chiinda.



LES FEMMES ET LES JEUNES, MOTEURS DU CHANGEMENT

Le partenariat avec Bangweulu a apporté aux femmes et aux jeunes des améliorations significatives. Grâce au soutien apporté depuis 2022 aux Groupes d'action pour une maternité sans risque (SMAG), les villageoises de Chiundaponde ont bénéficié de formations et de ressources en faveur des examens prénataux et des accouchements sans risque. Les membres des SMAG aident à surmonter les barrières culturelles en incitant les chefs locaux à cautionner les services gynécologiques : peu à peu, les femmes se rendent dans les cliniques, d'où une baisse considérable de la mortalité maternelle et néonatale. Plus d'un millier d'entre elles ont bénéficié de soins obstétriques en 2024, contre environ 700 l'année précédente. La communauté a également lancé en 2024 un projet d'élevage de poulets : 35 familles ont reçu des poussins, de l'alimentation pour volailles et une formation, assurant ainsi à plus de 450

personnes un revenu durable et de meilleurs apports nutritionnels.

Parallèlement, des groupes de jeunes de la Zone de gestion du gibier de Bangweulu sont en passe de changer la vie de leurs pairs. Sous la houlette de Grenda Ng'andwe, superviseuse principale de la santé reproductive, les programmes éducatifs mis en place dans les écoles et les centres communautaires ont transmis à près de 4 000 jeunes les connaissances propres à favoriser l'utilisation des contraceptifs et la réduction des grossesses adolescentes ; ils incitent par ailleurs les élèves à accorder la priorité à l'éducation. Ces jeunes leaders passionnés mènent également des actions de conservation comme le reboisement, l'assainissement et la sensibilisation environnementale, consolidant le lien étroit entre le bien-être de leur communauté et la durabilité écologique. Malgré des ressources limitées, des solutions créatives – services de santé mobiles, partenariats locaux – ont permis d'étendre la portée de ces opérations.

Le succès des programmes d'autonomisation des femmes et des actions des jeunes démontre l'impact d'un changement holistique, communautaire, propice à un avenir économiquement résilient pour la communauté de Bangweulu et son territoire.

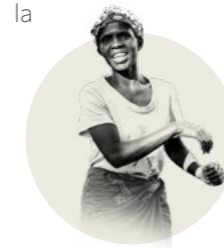
CONSERVATION DE LA BIODIVERSITÉ — Bien que les saisies liées à la chasse illégale aient diminué, passant de 1 144 kilos en 2023 à 676 en 2024, elles demeurent un défi permanent contraignant à privilégier, par la sensibilisation et l'implication des communautés, des stratégies supplémentaires pour réduire la demande de produits illégaux issus d'espèces sauvages. Les capacités d'application de la loi en matière de conservation ont donc été renforcées ; 36 écogardes ont suivi une formation avancée (ARC) et 79 un stage sur les droits humains dans ce domaine (HRCLE). Les opérations aériennes ont considérablement augmenté : les 89 vols enregistrés ont permis une surveillance plus efficace des régions isolées, à quoi s'est rajoutée la pose de 56 pièges photographiques pour une meilleure surveillance des zones inaccessibles. Les Conseils des ressources communautaires (CRB), le DNPW et les représentants de Bangweulu ont tous participé à un atelier sur la détermination des quotas d'animaux, destinée à adapter les stratégies de leur gestion durable aux besoins locaux et aux exigences écologiques.

Quatre colliers de suivi ont été posés sur les becs-en-sabot, d'où une collecte de données plus importante sur leurs déplacements et leur comportement. Sur leurs 21 nids recensés, 16 ont été protégés dans le cadre du Programme communautaire de protection de leurs nids, voué à une meilleure compréhension de leur schéma reproductif ; des incitations financières ont été distribuées aux pêcheurs pour qu'ils acceptent leur présence. Seuls cinq oisillons ont été réhabilités au cours de l'année, soit moins que l'objectif fixé de huit, en raison de périls grandissants tels que la destruction illégale des nids et les incendies. En réponse, le programme a mobilisé les chefs traditionnels pour qu'ils sensibilisent l'ensemble des villageois à ce type de conservation.

DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE — Les bases des élections des CRB ont été jetées lors de cinq réunions communautaires organisées dans les chefferies. Pour la première fois à Bangweulu, trois femmes ont été élues présidentes ; elles occupent désormais 40 % des postes de haut niveau dans la chefferie de Chitambo, atteignant une représentation égale dans les chefferies de Bwalya Mponda et Nsamba.

Le nombre de villageois concernés par les réunions communautaires et les actions de sensibilisation,

focalisées sur des menaces telles que les feux de marais et la chasse illégale, a crû de 17 % et 53 % respectivement. Grâce à une formation sur les mécanismes de règlement des griefs à Kopa et Kabinga, 120 parties prenantes ont acquis des compétences en matière de résolution des conflits.



3 femmes à la tête des CRB

1 648 ménages ont reçu une aide alimentaire pour faire face à la sécheresse

102 000 \$US de revenus partagés distribués

Le secteur de l'éducation a connu une croissance substantielle : 18 écoles ont été financées et 39 bourses accordées en 2024. Douze clubs nature poursuivent leur sensibilisation environnementale auprès des élèves. La collaboration avec les chefs spirituels a abouti à un engagement collectif en faveur du bec-en-sabot, une espèce menacée, tandis qu'une excursion à Chikuni a fait découvrir aux jeunes le programme Shoebill qui les encourage à y jouer un rôle actif.

GÉNÉRATION DE REVENUS — Le Nkondo Camp, privilégiant l'amélioration de l'expérience clients, a conduit des chantiers de rénovations et d'entretien. Les campements de Nsoke et Shoebill sont

entièrement équipés et prêts pour la saison touristique. Le parc a connu une augmentation du nombre de visiteurs locaux, mais la diminution de celui des touristes internationaux a entraîné une baisse globale de 21 % des recettes, qui se sont élevées à 284 563 \$US.

GESTION DU PARC ET DÉVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES — Il a été construit 262 km de routes opérationnelles pour entretenir 150 km de routes praticables par tous les temps ; le développement significatif de ces infrastructures améliore considérablement l'accès aux zones reculées aux fins de surveillance de la faune, de patrouilles et d'interventions d'urgence, ainsi que d'activités touristiques.

OBJECTIFS POUR 2025

- ▶ Recueillir des données sur les éléphants pour informer le plan de gestion des éléphants
- ▶ Renforcer la stratégie d'application de la loi pour en garantir le respect
- ▶ Affiner le plan de développement communautaire grâce à la cartographie des parties prenantes et au plan d'engagement
- ▶ Élaborer un plan d'utilisation des terres et des plans de gestion clés
- ▶ Développer et promouvoir plus encore les produits touristiques

Il ne reste que quelques centaines de becs-en-sabot – une espèce classée comme vulnérable – dans les Zones humides de Bangweulu, où un plan de gestion complet favorise la protection active de ces oiseaux emblématiques
© Mana Meadows





RESTAURER UN HÉRITAGE — En partenariat avec le Gouvernement zambien et les communautés locales, et grâce au financement du Dutch Postcode Lottery Dream Fund, le lechwe de Kafue (Kobus leche kafuensis) a été réintroduit avec succès en juin-juillet dans le Parc national de Kafue. Cette antilope semi-aquatique, endémique des plaines de Kafue, dont la population était en déclin dans toute son aire limitée de répartition, avait disparu depuis des décennies.

La prolongation de la période de planification a permis de consacrer plus de temps aux contacts avec les chefs traditionnels et les dirigeants communautaires afin d'obtenir leur soutien. Le jour de leur remise en liberté, les antilopes ont été accueillies par les dirigeants civiques du district d'Itezhi-Tezhi, les six chefs traditionnels de la région et d'autres partenaires

et acteurs locaux, tous enthousiastes du retour de cette espèce emblématique. Un total de 85 mâles et 316 femelles a été réintroduit – un bon sex-ratio pour la croissance de cette population –, soit une augmentation spectaculaire par rapport aux 250 individus prévus, du fait d'une planification efficace et de partenariats solides.

La réintroduction du lechwe profite à la fois au parc et aux communautés : elle augmente la densité des proies pour les prédateurs, améliore le cycle des nutriments dans les habitats aquatiques, facilite la gestion des incendies et stimule le tourisme autour du lac Itezhi-Tezhi. Son succès a contribué à renforcer les capacités de gestion pour de futures translocations, notamment celles de gnous et de zèbres dans le Parc national des plaines de Liuwa et, éventuellement, de rhinocéros noirs. Le retour du lechwe de Kafue est une étape importante dans la restauration de l'intégrité de l'écorégion du Zambèze.

CONSERVATION DE LA BIODIVERSITÉ — Kafue a mené une opération de pose de colliers de suivi sur 25 éléphants et trois buffles pour renforcer la surveillance. Un éléphant mâle ainsi équipé a parcouru une distance

impressionnante de 2 000 km à travers le couloir de la KAZA jusqu'à la Réserve communautaire de Simalaha, plus au sud, puis traversé le Zambèze jusqu'en Namibie avant de retrouver la sécurité de Kafue quelques semaines plus tard : ce périple souligne la nécessité impérieuse d'une conservation transfrontalière.

Après leur formation de base, 50 jeunes issus des communautés ont rejoint l'équipe des écogardes en charge d'appliquer les lois sur la conservation, laquelle compte désormais 290 membres. Une étape importante a été franchie avec la création d'une unité canine qui permet désormais de suivre les suspects à la trace, de localiser les pièges et de détecter les marchandises de contrebande. Les écogardes ont ainsi couvert 147 900 km, ce qui représente la plus importante couverture de patrouille de l'histoire du parc.

DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE

— L'accès à l'eau potable est apparu comme une nécessité absolue au cours de la pire sécheresse que la Zambie ait connue depuis 40 ans. Six forages ont donc été installés dans des aires essentielles de gestion de la faune : ces sources alternatives pour les populations et le bétail ont réduit les conflits homme-faune. Le nouveau Programme de bourses de Kafue a octroyé 45 bourses à des élèves du primaire et du secondaire, et des bourses de formation professionnelle à 18 jeunes adultes.

La diligence raisonnable environnementale et sociale (ESDD) menée dans l'Écosystème du Grand Kafue (GKE) a abouti à l'élaboration d'un plan d'action environnemental et social pour Kafue, qui s'est accompagné de l'instauration du mécanisme de réclamation (GKE) dans toutes les communautés avoisinantes. La soixantaine de réunions organisées a fait entendre leurs voix dans la prise de décision, et deux stations de radio communautaires ont diffusé 45 émissions de sensibilisation à la conservation. La gouvernance communautaire a également été renforcée avec la tenue d'élections et de formations à l'intention de sept nouveaux Conseils communautaires de gestion des ressources (CRB) et une visite d'échange pour 28 dirigeants de CRB à Bangweulu et North Luangwa.

Un plan de gestion complet est en voie d'élaboration pour la pêche du lac Itezhi-Tezhi. La pêche, qui représente une valeur brute estimée à 4 millions \$US

annuels, fournit aux communautés des moyens de subsistance durables.

GÉNÉRATION DE REVENUS — Kafue a enregistré le plus grand nombre de visiteurs de son histoire : 23 828, dont 39 % de Zambiens. Il a généré des recettes de 1,8 million \$US en 2024, soit une augmentation de 25% par rapport à 2023 et le montant le plus élevé jamais produit.



Réintroduction de 401 lechwes de Kafue

Augmentation de 85 % du nombre de visiteurs depuis 2022

Génération de 1,8 million \$US de recettes – un record à ce jour

Kafue a été promu au rang de nouvelle destination lors de plusieurs salons touristiques professionnels, notamment le World Travel Market et les Africa's Eden Shows à Lusaka et Swakopmund. Le ministère de l'Économie verte et de l'Environnement a donné son accord pour lancer une étude de faisabilité sur le carbone lié aux incendies, une source de revenus potentiellement importante pour le parc.

GESTION DU PARC ET DÉVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES

— La construction de logements pour le personnel et du réseau de distribution d'eau à Kaingu et Lufupa Forward Operating Bases s'est poursuivie. Parmi les autres infrastructures figurent un chenil, une cuisine, un hangar et des blocs d'hébergement au siège du parc, ainsi que la modernisation de trois portails principaux et des cinq pistes d'atterrissage.

L'élaboration du plan de développement commercial et du plan de gestion des incendies a débuté, et le plan de gestion général a été achevé. Le Plan de gestion des prédateurs a également été finalisé l'année dernière. Ces plans jettent les bases d'une gestion efficace de la conservation, essentielle au succès du parc.

OBJECTIFS POUR 2025

- ▶ Achever la construction du poste opérationnel dans le secteur de Lufupa en vue de l'introduction des rhinocéros
- ▶ Finaliser la stratégie d'application de la loi en matière de conservation
- ▶ Transférer 1 600 gnous et environ 150 zèbres du Parc national des plaines de Liuwa
- ▶ Majorer de 20 % le nombre annuel de visiteurs
- ▶ Achever et mettre en œuvre le Plan de gestion des pêcheries



Les pratiques de pêche traditionnelles sont encouragées autour du Parc national de Kafue, car elles contribuent à la pérennité des moyens de subsistance © Marcus Westberg



VINGT ANS DE COLLABORATION — Cette année marque le vingtième anniversaire du partenariat entre African Parks, le Barotse Royal Establishment (BRE) et le Département zambien des parcs nationaux et de la faune sauvage (DNPW) portant sur la conservation du Parc national des plaines de Liuwa. Le roi Lewanika, en ancrant il y a plus de 150 ans l'importance de Liuwa dans la culture Lozi, a jeté les bases de sa conservation. Cependant, des décennies de gaspillage de ses ressources et les répercussions de la guerre civile angolaise des années 1970 ont entraîné son déclin. Au début des années 2000, Sa Majesté le Litunga, Lubosi Imwiko II, a décidé d'apporter un soutien et une expertise supplémentaires à sa préservation et d'assurer ainsi son avenir. Ce partenariat a résisté à l'épreuve du temps, et Liuwa, qui compte en son sein plus de 12 000 habitants, est un excellent exemple de coexistence entre l'homme et la faune.

Grâce à des réintroductions et à des efforts de conservation ciblés, le parc abrite aujourd'hui un troupeau de lions de 16 individus vigoureux, là où ne vivait qu'une seule lionne il y a vingt ans. La croissance des populations de gnous, la prospérité des effectifs d'élands et de buffles indiquent également un système stable. L'équipe chargée de l'application de la loi sur la conservation compte désormais 83 écogardes employés localement, bien formés, patrouillant à pied, en quatre-roues, deux-roues et bateau. L'emploi s'est développé : 97 % des 147 employés à temps plein sont zambiens et 40 sont des saisonniers du lieu, ce qui fait du parc le plus grand employeur de la région. Les investissements dans les infrastructures, notamment les logements, les bureaux et les lodges touristiques, ont amplifié ses activités.

La participation et l'intégration soutenues des communautés soutiennent sa conservation, tout en garantissant que les détenteurs de droits traditionnels continuent d'accéder durablement aux ressources naturelles. L'éducation, l'emploi, les revenus touristiques et les initiatives économiques profitent chaque année à des milliers de villageois. Les pratiques de pêche

traditionnelles sont appuyées et réglementées pour assurer la pérennité des stocks de poissons, tandis que l'apiculture procure des revenus alternatifs.

Des difficultés persistent néanmoins. La sécheresse de 2023-2024, consommant les cultures, a entraîné une insécurité alimentaire et une hausse des activités illégales, tel le piégeage ; en réponse, une distribution d'aide alimentaire à 1 500 foyers vulnérables a eu lieu à partir de novembre. Les conflits homme-faune, auxquels le fonds d'atténuation fournit des outils de secours et de prévention, demeurent préoccupants. Pourtant, la collaboration avec les communautés se poursuit, et les partenariats solides avec le BRE et le DNPW sont restés au cœur de nos actions en faveur d'une coexistence continue des populations et de la faune, sur un territoire partagé pour les générations à venir.

CONSERVATION DE LA BIODIVERSITÉ

— La population des lycaons s'est divisée au cours de l'année en deux meutes distinctes. Si aucun petit n'a été enregistré, la formation de ces deux meutes offre de nouvelles opportunités pour une reproduction future. La dynamique fluctuante au sein de cette population reste scrutée de près, car leur viabilité à long terme dans le parc est en cours d'évaluation.

Les capacités d'application de la loi en matière de conservation ont été renforcées par l'arrivée de 13 nouveaux éclaireurs qui ont rejoint l'équipe des écogardes de Liuwa après leur formation de base, d'où une augmentation des patrouilles de 40 % par rapport à 2023.

DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE — Cette année a vu l'aboutissement d'une évaluation de diligence raisonnable environnementale et sociale, dont les informations essentielles sur la dynamique communautaire, dans et autour de Liuwa, serviront de base aux futures stratégies de conservation et de développement durable.

Le soutien à l'éducation est demeuré une priorité essentielle : 269 bourses ont été remises à des étudiants communautaires, soit une hausse de 17 % par rapport à 2023. Près de 700 enfants ont visité le parc dans le cadre de programmes d'éducation environnementale, et 775 enfants sont membres de clubs nature.

Deux grandes opérations d'autonomisation économique ont été transférées avec succès à la gestion communautaire en 2024 : le magasin Kalabo Agrovet, aujourd'hui dans sa troisième année d'existence, est une entreprise bien établie de matériel agricole, semences et produits vétérinaires qui promeut des pratiques agraires durables ; par ailleurs, un camion Hino a été remis au CRB. Plus de 4 500 exploitants bénéficient de l'agriculture de conservation, tandis que 2 624 profitent du développement des entreprises.



12 500 manuels scolaires sponsorisés

1 500 foyers ont reçu une aide humanitaire pour faire face à la sécheresse

20 ans de partenariat

GÉNÉRATION DE REVENUS — Le nouveau Liuwa Camp, inauguré en décembre 2023, a bien fonctionné en dehors de la période saisonnière des inondations. Les recettes sont restées importantes : en légère augmentation par rapport à 2023, elles ont atteint 316 704 \$US. La majeure partie provenait des activités touristiques, les actions entrepreneuriales contribuant à hauteur de 23 000 \$US. Ker & Downey Zambia s'est vu attribuer la concession du King Lewanika Lodge – un nouveau partenariat passionnant avec un acteur de premier plan du secteur des safaris.

GESTION DU PARC ET DÉVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES — Les unités de restauration autonome Sibika, déplacées, ont été reconstruites avec succès dans les campings de Kwale et Katoyana, offrant un meilleur choix d'hébergement aux visiteurs tout en renforçant les opérations touristiques des communautés. L'unité de gestion de projet (PMU) du parc a atteint sa pleine capacité en termes de personnel cette année. Des améliorations ont également été apportées au village du personnel technique.

OBJECTIFS POUR 2025

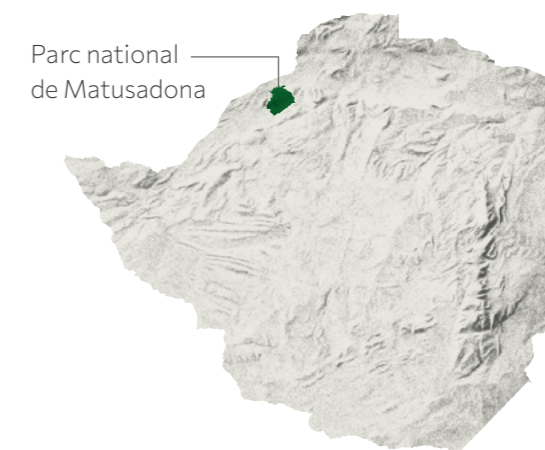
- ▶ Transférer 1 600 gnous et environ 150 zèbres de Liuwa au Parc national de Kafue
- ▶ Mettre en place une unité canine et une équipe de surveillance des prédateurs pour prévenir les conflits homme-prédateurs
- ▶ Transférer les programmes d'entreprise de mangues et de miel au CRB
- ▶ Signer un mandat renouvelé de vingt ans, avec une présence accrue dans l'aire de gestion de la faune de l'Upper West du Zambèze



Le nombre de gnous a poursuivi sa progression dans le Parc national des plaines de Liuwa, avec environ 45 000 individus recensés à ce jour
© Marcus Westberg



La popularité de Matusadona
comme choix de destination
touristique ne cesse de croître –
57 % de ses visiteurs en 2024
étaient des Zimbabwéens
© Melanie van Zyl



Zimbabwe

PARC NATIONAL DE MATUSADONA

1 477 KM² | PROJET AFRICAN PARKS DEPUIS 2019

DIRECTEUR DU PARC : MICHAEL PELHAM

PRINCIPAUX DONATEURS Elephant Crisis Fund (ECF),
Stichting Natura Africae, Wyss Foundation

PARTENAIRE GOUVERNEMENTAL

Zimbabwe Parks and Wildlife Management Authority (PWMA)



La PWMA, qui opère en vertu de la Loi de 2001 sur les parcs et la faune sauvage [chapitre 20:14], gère environ cinq millions d'hectares de terres, soit 13 % de la superficie totale du pays. Chargée de la protection, de la gestion et de l'administration de la faune sauvage du Zimbabwe, elle a signé en 2019 un mandat de 20 ans avec African Parks portant sur le Parc national de Matusadona. Son actuel directeur général est M. Fulton Mangwanya.



RENFORCER LA RÉSILIENCE FACE AUX EFFETS DU CHANGEMENT CLIMATIQUE

— Dans cette région où la sécheresse a causé des pertes de récoltes dévastatrices, le Parc national de Matusadona a été en mesure d'apporter un appui crucial. À partir du mois d'août, son programme d'aide alimentaire a fourni des repas nutritifs quotidiens à 1 353 écoliers, puis à 2 841 à la fin de l'année – outre l'assistance alimentaire, vitale, ceux-ci ont incité les enfants à rester à l'école. En partenariat avec le Département des affaires sociales du district, 169 des familles les plus vulnérables ont reçu des paniers alimentaires mensuels. De plus, le parc a offert quotidiennement un petit déjeuner et un déjeuner au personnel ; cela a permis aux 74 % issus des communautés locales de consacrer l'intégralité de leur salaire aux besoins de leurs familles et de renforcer leur adhésion au parc.

Autre rempart contre les défis liés au climat, la restauration des systèmes aquatiques de Matusadona souligne davantage encore le lien vital entre la salubrité des écosystèmes et la résilience des communautés. L'approche de gestion active a ressuscité les stocks de poissons, améliorant la sécurité alimentaire des pêcheurs. La brème indigène et d'autres espèces à maturation lente, auparavant rares, reviennent en abondance. Les pêcheurs font désormais état de prises record, dépassant de loin celles d'il y a cinq ans. Matusadona prouve ainsi que la conservation peut être une bouée de sauvetage face aux défis climatiques.

Pour que le parc reste un bastion de la faune sauvage, il est prioritaire d'y privilégier la durabilité des recettes et une économie axée sur la conservation qui continue à soutenir les communautés. Malgré la sécheresse persistante du Zimbabwe, qui affecte des milliers de personnes et d'animaux, il est resté une destination de choix : l'ouverture des cottages Tashinga a stimulé le tourisme intérieur, tandis que le nombre de visiteurs individuels, régionaux et internationaux, a augmenté de manière constante. Ces revenus, associés à l'aide des donateurs, permettent à Matusadona de rester un refuge

essentiel de biodiversité, malgré une pression toujours plus forte, et un soutien vital pour les communautés.

CONSERVATION DE LA BIODIVERSITÉ — Des buffles, des zibelines et des éléphants transitant entre le parc et les zones fauniques des communautés avoisinantes ont été équipés de colliers pour mieux appréhender l'habitat faunique hors du parc, identifier les quelques couloirs fauniques restants et atténuer les conflits homme-faune (HWC). Ces données complètent les informations existantes sur le suivi des éléphants, qui a directement alimenté le Plan d'utilisation des terres du district rural de Nyaminyami concernant la désignation prévue de couloirs protégés et de réserves communautaires. Le marquage de sept vautours africains aidera l'équipe chargée de l'application des lois à localiser les carcasses dans la région de Sebungwe, et, partant, de mieux comprendre les écosystèmes.

Dans le cadre du projet de recherche et de surveillance du pangolin terrestre de Temminck, six pangolins ont été relâchés dans le parc en partenariat avec la Fondation Tikki Hywood, ZimParks et le conseil rural local. Quatre d'entre eux avaient été sauvés des trafiquants et les deux autres avaient été volontairement remis par des membres de la communauté, ce qui montre que le message éducatif du projet se propage.

Trente-quatre nouveaux écogardes ont été recrutés dans les chefferies voisines, portant leur effectif total à 74. Cette équipe est en outre soutenue par une unité spécialisée de quatre personnes, dont la collecte d'informations vise à perturber les réseaux de braconnage dans le nord du Zimbabwe.

DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE — La mise en place d'un vaste mécanisme de traitement des plaintes dans 12 secteurs adjacents a créé de nouveaux canaux de dialogue et d'apprentissage, tandis que le recrutement de 16 surveillants communautaires a considérablement amélioré les réponses aux HWC. L'installation de jardins potagers clôturés électriquement et de forages alimentés à l'énergie solaire a protégé 160 familles du pillage des cultures et de la sécheresse, et une technologie de suivi en

temps réel des HWC a appuyé la collaboration avec les communautés en la matière.

Le nombre de clubs nature, passé de 13 à 15, engage désormais 450 jeunes membres, tandis que plus de 200 enfants et adultes ont visité le parc : la sensibilisation à la conservation de la biodiversité s'effectue grâce à des expériences pratiques, notamment l'expérimentation d'outils éducatifs de réalité virtuelle. Les deux campements de pêche communautaires les plus proches du parc ont produit 327 tonnes de poisson, pêché légalement grâce à des pratiques durables. Un nouveau système de reçus a été mis en place pour affiner la surveillance et promouvoir l'exploitation responsable des stocks halieutiques du lac Kariba : il oblige les pêcheurs à documenter à la fois leurs ventes et leurs prises.



7 vautours marqués

567 km de filets de pêche illégaux collectés

28 bourses d'études accordées

GÉNÉRATION DE REVENUS — En collaboration avec des partenaires touristiques et des hébergements gérés par le parc, notamment le camping principal rénové, de nouveaux chalets et un campement de brousse, plus de 8 500 visiteurs ont été accueillis à Matusadona, dont 57 % de Zimbabwéens. Au total, 438 373 \$US ont été générés – une croissance remarquable de 414 % sur les cinq dernières années.

GESTION DU PARC ET DÉVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES — En janvier, une crue soudaine de deux jours a frappé Matusadona, causant plus de 100 000 \$US de dégâts au réseau routier. L'équipe chargée des infrastructures routières a rapidement rétabli l'accès, réparant 128 km de routes communautaires et 489 km dans le parc. Elle a construit de manière permanente quatre passages à gué conçus par des professionnels et ouvert dans le parc 19 km de nouvelles routes.

OBJECTIFS POUR 2025

- ▶ Procéder au transfert des antilopes sable, élands et rouannes
- ▶ Mettre des colliers sur les éléphants et les lions pour mieux connaître la connectivité et les couloirs de la faune
- ▶ Ratifier le Plan d'utilisation des terres de Nyaminyami avant sa mise en œuvre
- ▶ Améliorer les technologies de mise en application de la législation en matière de conservation



Rhino Rewild

CHEF DE PROJET : DONOVAN JOOSTE

PRINCIPAUX DONATEURS Pershing Square Foundation, Rathmann Family Foundation, The Rob Walton Foundation

En 2023, African Parks a acquis le plus grand élevage mondial de rhinocéros blancs du Sud en captivité, établi dans la province sud-africaine du Nord-Ouest, afin de réintroduire ses 2 000 animaux dans des zones protégées, sûres et bien gérées du continent dans les dix prochaines années. Cette opération, connue sous le nom de Rhino Rewild, vise à assurer l'avenir de l'espèce en créant de nouvelles populations stratégiques et en renforçant les populations existantes, et à faire en sorte qu'elles contribuent à la santé des écosystèmes et, donc, à la biodiversité.



376 rhinocéros réintroduits dans la nature

Taux de croissance net de la population de rhinocéros : 7,8 %

Réduction de 55 % du nombre d'orphelins recueillis

UN PROJET EN TROIS PHASES La phase de sauvetage, qui a débuté avec l'achat et la gestion de la ferme, se poursuivra jusqu'à la réintroduction de tous les rhinocéros dans la nature. Au chapitre des priorités immédiates ont figuré le renforcement de la sécurité et la modernisation des infrastructures. Les logements du personnel ont été rénovés et agrandis, et un campement de tentes destiné aux donateurs et aux prestataires de services participant à la capture a été achevé. Les stratégies alimentaires ont été optimisées, car la qualité des compléments alimentaires est cruciale pour le bien-être des rhinos ; grâce à un nouveau fabricant, leur condition physique s'est sensiblement améliorée. Depuis la reprise de la ferme, leur taux de croissance global a atteint 7,8 %, contre 1,5 % en 2023.

La phase de réintroduction dans la nature consistera à les transférer vers des zones protégées et bien gérées, l'objectif étant d'en transférer en moyenne 300 par an conformément au cadre de translocation élaboré avec les plus éminents spécialistes du continent en la matière. Cet objectif a toutefois été dépassé dès la première année d'activité : sur les 376 rhinocéros transférés en 2024, 216 ont rejoint avec succès six sites différents en Afrique du Sud même, et 153 ont été placés dans une réserve afin de renforcer leur immunité contre la trypanosomiase et d'autres maladies parasitaires avant leur transfert définitif en 2025. L'un des sites sud-africains a accueilli des rhinocéros après un intervalle d'extinction locale de l'espèce, tandis que les cinq autres souhaitaient renforcer leurs populations existantes. Lors

du premier transfert, 40 ont parcouru 700 km jusqu'à la réserve de Munywana, vaste de 29 866 hectares, située dans la province sud-africaine du KwaZulu-Natal, dans le cadre d'une collaboration entre la communauté et des propriétaires fonciers privés – Makhasa Community Trust, Mnqobokazi Community Trust et réserves privées & Beyond Phinda et ZUKA. Cette introduction renforce les effectifs existants, améliore la diversité génétique, favorise les futurs transferts et stimule le tourisme, un moteur économique essentiel pour la population locale.

Autre opération visant à renforcer une population existante : 120 rhinocéros ont été transférés vers les réserves membres de la Greater Kruger Environmental Protection Foundation (GKEPF), dans les provinces sud-africaines de Mpumalanga et Limpopo. Créée en 2016, la GKEPF est l'alliance de neuf réserves privées, d'un parc provincial et d'un parc national, répondant aux besoins de conservation des zones tampons occidentales et orientales du Parc national du Kruger et du Parc national transfrontalier du Grand Limpopo.

Un troisième groupe a été transféré avec succès vers la Réserve animale de Dinokeng, dans la province sud-africaine de Gauteng. Dinokeng, une zone de conservation de 19 000 hectares située dans la municipalité métropolitaine de Tshwane, est le fruit d'une collaboration unique entre 180 propriétaires fonciers au nombre desquels le gouvernement provincial de Gauteng.

La phase de renouvellement vérifiera si, conformément au cadre Rhino Rewild, tous les sites d'accueil sont « prêts pour les rhinocéros » avant tout transfert ; s'ils sont gérés efficacement et continuent à les protéger par des mesures opérationnelles d'application de la loi sur la conservation pour leur donner les meilleures chances de réussite.

Grâce au soutien volontaire de nos donateurs et partenaires, notamment le ministère sud-africain des Forêts, de la Pêche et de l'Environnement, le North West Parks and Tourism Board, Conservation Solutions et Wildscapes, cette opération peut atteindre ses objectifs.

OBJECTIFS

- ▶ Réintroduire au moins 300 rhinocéros par an
- ▶ Maintenir un taux de croissance de 5 %
- ▶ Poursuivre le partenariat de translocations avec les gouvernements voisins



Une gestion efficace et une amélioration nutritionnelle globale ont permis de réduire de 55 % le nombre de rhinos orphelins recueillis
© Marcus Westberg

Bien que Iona soit surtout visité par les voyageurs les plus aventureux, de nombreux locaux s'y rendent pour explorer le célèbre désert du Namib
© Afonso VazPinto

Nos partenaires

Programme d'incubation	92
Partenaires financiers stratégiques	94
Informations institutionnelles	104
En souvenir	106

Redimensionner par le biais de partenariats

LE PROGRAMME D'INCUBATION

L'objectif d'African Parks (AP) est de gérer 30 zones protégées d'ici 2030 et d'en soutenir dix autres grâce au Programme d'incubation, conçu pour développer l'impact de la conservation sur le continent et axé autour d'autres organisations partageant notre ambition : gérer efficacement des zones protégées où développer des accords de gestion avec des gouvernements en partageant nos cadres de gouvernance, nos structures commerciales et nos meilleures pratiques.

En 2024, il a continué d'apporter un soutien stratégique et technique cohérent, des subventions financières, une collaboration et un partage de connaissances entre AP et ses partenaires. Nous avons accueilli deux nouveaux coéquipiers : l'Enjojo Foundation, que nous assistons dans le Parc national de Lantoto, au Soudan du Sud, et le Chewore Conservation Trust, responsable de la Chewore South Safari Area, au Zimbabwe. Cette année, grâce à l'aide généreuse de la Rob Walton Foundation, nous avons pu venir en appui de plusieurs partenaires incubateurs par des subventions directes, pour un total de 1,6 million \$US.

En juillet, par décision bilatérale, il a été mis fin au partenariat d'incubation avec Wildlife Africa Conservation, qui gérait le W-Niger – une mesure motivée par la détérioration des conditions de sécurité et des risques politiques délétères pour les opérations de gestion. Dans l'intervalle, les tensions croissantes avec le Gouvernement nigérien et la suspension du financement ont rendu incertaine la poursuite de la gestion par Noé de la Réserve naturelle de Termit et Tin-Toumma. Enfin, au Malawi, la lenteur du Mulanje Mountain Conservation Trust à mettre en place l'accord de gestion et les structures de gouvernance requis a nécessité une nouvelle vérification diligente en 2025.

Les cinq partenaires du programme gèrent sept zones protégées couvrant plus de 10 millions d'hectares en Afrique.

Noé : Cette organisation internationale à but non lucratif vise à préserver la biodiversité grâce à des programmes de terrain ciblant des espèces menacées et des zones protégées, tout en soutenant l'économie

et les moyens de subsistance, l'éducation et la santé, en favorisant la résistance au changement climatique et en encourageant les changements comportementaux par la sensibilisation environnementale. Avec sa « franchise » Parcs de Noé, elle gère depuis 2018 la Réserve naturelle de Termit et Tin-Toumma, au Niger, depuis 2019 la Réserve faunique de Binder-Léré, au Tchad, et depuis 2021 le Parc national de Conkouati-Douli, au Congo. Ses unités bien dotées en personnel et ses recherches opérationnelles lui permettent de développer ses capacités opérationnelles et financières pour mieux appréhender les zones sous sa gestion.

Forgotten Parks Foundation, RDC : Cette fondation à but non lucratif, après avoir conclu en 2017 un accord de partenariat public-privé avec le Gouvernement de la RDC pour réhabiliter et gérer le Parc national d'Upemba, a signé en 2024 un amendement portant sur un mandat à long terme. L'équipe d'Upemba a revu sa structure de gestion, mis en place des systèmes efficaces et, face aux graves difficultés posées par les rebelles Mai-Mai et l'exploitation minière illégale, accru progressivement ses capacités internes.

Mulanje Mountain Conservation Trust, Malawi : Cet organisme œuvre à l'emploi durable des ressources naturelles au profit des communautés de la Réserve biosphérique du mont Mulanje, ainsi qu'à la protection et la restauration de son extraordinaire biodiversité. D'un rôle de conseiller technique auprès du Département des forêts, il est en voie d'entamer un mandat de gestion à long terme pour lequel il se restructure progressivement. Enjojo Foundation, Soudan du Sud : Enjojo collabore avec le Gouvernement sud-soudanais et les communautés par le biais d'un modèle de conservation qui engage à la paix, soutient les moyens de subsistance et les entreprises communautaires durables, et œuvre à la stabilité socio-économique. Le Parc national de Lantoto – qui, avec la Garamba en RDC, relève de l'écosystème transfrontalier – est confronté à des menaces liées à l'instabilité sociopolitique du pays ainsi qu'à l'exploitation illégale des ressources naturelles, notamment l'exploitation minière. Enjojo a entamé sa mission, engageant les autorités administratives à soutenir sa gestion à long terme.

Chewore Conservation Trust (CCT), Zimbabwe : Le CCT œuvre à revitaliser et préserver les écosystèmes remarquables du Zimbabwe. Initialement axé sur Chewore South, dans la vallée du Zambèze (une zone de 200 000 ha cogérée avec la Zimbabwe Parks and Wildlife Management Authority), il s'efforce de faire en sorte que les populations locales soient les premières à bénéficier de la faune de Chewore.

Les mangues poussant en abondance dans la région, la production de mangues séchées devient une opération prometteuse pour les communautés du Parc national des plaines de Liuwa, en Zambie
© Marcus Westberg

Les catalyseurs de la conservation

PARTENAIRES FINANCIERS STRATÉGIQUES

Nous remercions très chaleureusement ce noyau de donateurs dont l'engagement indéfectible – par le biais de contributions pluriannuelles largement flexibles de plus de 500 000 \$US par an – a joué un rôle déterminant dans notre action. Nous sommes également reconnaissants à plusieurs bailleurs de fonds privés de première importance, qui ont fait preuve d'une immense générosité en préférant rester anonymes. Grâce à l'extraordinaire soutien, le plus souvent sans restriction, de ces si précieux partenaires, nous avons été en mesure de déployer de manière significative notre gestion des aires protégées à travers l'Afrique.



Groupe Bel – Cette entreprise familiale joue un rôle de premier plan dans l'industrie agroalimentaire en matière de produits laitiers, fruitiers et végétaux, et est également l'un des leaders mondiaux en fromages de marque. Elle s'est donnée pour mission de produire pour tous une alimentation plus saine et plus durable. Par ailleurs engagée dans la lutte contre le changement climatique, elle s'efforce de réduire ses émissions nettes de gaz à effet de serre, notamment en cherchant à augmenter les capacités des puits de carbone par des pratiques telle la préservation des écosystèmes. À ce titre, Bel s'associe à AP pour financer la zone de conservation du Chinko par l'achat de crédits carbone VCS, émis pour la première fois en 2023.



Gouvernement du Bénin – Lorsque le président Patrice Talon a invité AP à assumer la gestion du Parc national de la Pendjari, au sein du complexe W-Arly-Pendjari (WAP), à cheval sur le Bénin, le Burkina Faso et le Niger, son gouvernement a pris un engagement important de 6 millions \$US sur cinq ans dont l'objectif est de conserver, gérer et développer ce site exceptionnel. Il a joué en outre un rôle

déterminant dans l'expansion de notre empreinte de conservation dans le W, grâce à un engagement financier de 6 millions \$US grâce auquel d'autres financements privés et institutionnels ont aidé à gérer la Pendjari et le W-Bénin, qui forme une part importante du plus grand écosystème sauvage intact d'Afrique de l'Ouest.

Bill Pope – En 2024, Bill s'est rendu dans trois parcs gérés par African Parks (AP) : la Garamba en RDC, Boma et Badingilo au Soudan du Sud. Au cours de sa visite, il a assisté à l'époustouflante Grande Migration du Nil, la plus grande migration de mammifères terrestres au monde. Son soutien continu contribue à la sauvegarde de ces paysages extraordinaires et de toutes les zones protégées relevant du portefeuille d'AP sur le continent. En tant que partenaire stratégique, il a conforté son dévouement envers la conservation par de généreux engagements pluriannuels.

The Dhanam Foundation – Cette fondation privée américaine appuie des actions de conservation de la nature et de la faune, ainsi que divers programmes, en matière notamment de leadership, de développement de carrière et de bourses d'études, visant à un meilleur accès à une éducation de qualité. En 2024, Dhanam a poursuivi son engagement en faveur d'African Parks en collaborant à la restauration du Parc national de Siniaka Minia, au Tchad, et renouvelé son soutien à la conservation du dugong dans le Parc national de l'archipel de Bazaruto, au Mozambique.



DOB Ecology – Pour cette fondation néerlandaise, des écosystèmes vigoureux et salubres sont essentiels à la vie, au bien-être et au développement durable. Elle appuie les organismes œuvrant à la protection et à la restauration des écosystèmes menacés et (re)créant les conditions nécessaires à la résilience des communautés locales. Le partenariat pluriannuel entre DOB Ecology et AP s'articule autour de la conservation basée sur l'intelligence au sein du Parc national d'Odzala-Kokoua.

Donna et Marvin Schwartz – Donna et Marvin, dont le partenariat avec AP a débuté en 2012, sont d'extraordinaires défenseurs de la conservation et de la protection de la faune. Profondément engagés



Au Chinko, en RCA, des gardes Tango non armés utilisent leurs connaissances sur la culture de la région pour discuter pacifiquement des besoins des éleveurs, tout en les encourageant au respect des clôtures qui protègent la biodiversité du parc
© Irene Galera



Ci-dessus : Léopard (Panthera pardus) dans le Parc national de l'Akagera, dernier refuge au Rwanda des espèces adaptées à la savane © Hein Myers

dans la protection des éléphants et d'autres grandes espèces menacées par le braconnage, ils ont joué un rôle essentiel dans la lutte anti-braconnage en Afrique centrale. En 2024, ils ont encore conforté cet engagement en apportant un soutien ciblé au Parc national de la Garamba, en RDC. Au-delà de leur engagement primordial en faveur d'AP, ils ont également apporté un financement essentiel aux familles touchées par les actes de violence dans le Parc national du W-Bénin. Marvin siège au conseil d'administration de l'African Parks Foundation of America.

Edith McBean

Edith McBean – Edith, militante de longue date de la conservation qui s'est toujours passionnée pour la protection des espèces et la préservation des habitats, a consacré plus de trois décennies à la promotion de ces causes essentielles. Depuis 2013, elle joue un rôle essentiel auprès d'African Parks. En 2024, son apport constant en tant que partenaire stratégique de la sauvegarde de la Grande Migration, au Soudan du Sud, et du développement communautaire dans cette région illustre son engagement inébranlable

envers ce territoire remarquable et ses communautés. Edith siège au conseil d'administration de l'African Parks Foundation of America.



Dutch Postcode Lottery – Depuis 1989, cette loterie collecte des fonds pour œuvrer en faveur d'un monde plus juste et plus vert. Au moins 40 % de chaque billet vendu sont reversés à une organisation caritative. Devenue, grâce à un développement progressif, la plus grande loterie caritative des Pays-Bas, elle apporte aujourd'hui son appui à 147 organisations non gouvernementales : depuis sa création, elle a ainsi distribué plus de 8 milliards d'euros. Ces cinq dernières années, AP a reçu 4,5 millions en fonds non affectés. Avec le World Wide Fund for Nature (WWF) et Peace Parks, nous avons également reçu, en 2020, 16,9 millions en faveur d'un projet Dreamfund visant à aiguillonner le développement écologique et socio-économique du Kavango-Zambèze (KAZA), qui est la plus grande zone terrestre de conservation transfrontalière. Nous avons ainsi pu financer une partie du développement du Parc national de Kafue, en Zambie.



Elephant Crisis Fund (ECF) – Initiative conjointe de Save the Elephants et du Wildlife Conservation Network, l'ECF est un fonds flexible et réactif qui soutient les actions les plus probantes, œuvrant pour assurer un avenir à l'éléphant en Afrique, des organisations les plus fiables au niveau mondial. Depuis 2015, l'ECF a non seulement apporté à AP plus de 6,6 millions \$US, mais aussi son expertise sur les meilleures pratiques en matière de conservation des pachydermes. Nous avons employé ces sommes à la surveillance critique, à la protection basée sur le renseignement et, pour certaines de nos populations les plus menacées, aux activités d'atténuation des conflits homme-éléphant.



Union européenne (UE) – L'UE est depuis longtemps un partenaire essentiel d'AP : elle favorise la réalisation d'objectifs communs de conservation et de développement en Afrique centrale, de l'Est et de l'Ouest. Depuis 2005, ce partenariat a consolidé la stabilité dans des régions fragiles, attirant des financements supplémentaires et de nouveaux partenaires. Ce soutien a été déterminant dans la gestion de vastes territoires, l'amélioration de la sécurité des humains et des animaux, et la création d'opportunités dans les secteurs verts. Ensemble, nous restons déterminés à faire progresser notre vision commune d'un avenir durable.



Fondation des savanes ouest-africaines (FSOA) – Ce fonds fiduciaire de conservation promeut la préservation des aires protégées du complexe WAP tout en favorisant l'éducation, la science et le développement économique local. Créée par le Gouvernement du Bénin et l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN), avec des contributions financières du Gouvernement du Bénin, du Fonds pour l'environnement mondial (FEM) et de l'Établissement allemand de crédit pour la reconstruction (Kreditanstalt für Wiederaufbau, KfW), elle apporte depuis 2017 d'importantes contributions annuelles à la gestion du Parc national de la Pendjari. En 2019-2020, la FSOA a fourni 85 % du financement d'un plan d'action prioritaire visant à sécuriser le W-Bénin. La Fondation a également soutenu de manière significative le premier plan de trois mois d'AP pour la gestion du W. Elle ambitionne de créer une source de financement durable et de soutenir la synergie des activités au sein du complexe W-Arly-Pendjari.



Fondation Segré – Créée en 1996, cette fondation suisse, devenue en 2016 un partenaire financier stratégique d'AP, s'engage en faveur de la sauvegarde de la biodiversité de notre planète par la conservation active d'espèces menacées et de leurs habitats, et la restauration d'écosystèmes dégradés. Plusieurs parcs ont bénéficié grâce à elle d'un apport de plus de 9 millions \$US. En 2024, ce sont la Réserve naturelle et culturelle de l'Ennedi, au Tchad, et Boma-Badingilo, au Soudan du Sud, qui ont reçu son appui.



Good Energies Foundation – Cette organisation philanthropique basée en Suisse finance des actions cherchant à inverser les effets du changement climatique dans deux domaines clés : l'accès à l'énergie propre et la conservation des forêts tropicales. Good Energies fait partie de Porticus, qui gère les projets philanthropiques privés mis en place par la famille d'entrepreneurs Brenninkmeijer en faveur d'un avenir juste, durable et propice à la dignité humaine. Le partenariat entre Good Energies et AP vise à harmoniser la conservation des forêts et le développement communautaire dans la zone de conservation du Chinko, en République centrafricaine.

Gregory and Jennifer Alexander

Gregory et Jennifer Alexander – Le couple Alexander investit dans la conservation pour lutter contre le déclin de notre diversité biologique. Il soutient des organisations entrepreneuriales axées sur les résultats, qui maximisent son impact philanthropique, et se focalise sur la démonstration de son impact, puis son expansion. Depuis 2015, il apporte à AP un soutien illimité et investit dans le Programme d'incubation, lequel aide des ONG sélectionnées à mettre en œuvre le modèle d'AP.



Fondation Hempel - Actionnaire du Groupe Hempel, cette fondation est une organisation philanthropique très active qui cherche à donner aux enfants les moyens d'une éducation, et s'attaque à la crise de la biodiversité en s'attachant à trois domaines cruciaux : maintenir des zones clés spécifiques de biodiversité, développer de nouvelles sources de financement pour la conservation, et renforcer les actions collectives. Elle soutient AP depuis 2022, d'abord en faveur du Parc national de Nyungwe, au Rwanda, puis en 2023 de Boma-Badingilo, au Soudan du Sud, puis, à partir de 2024, du Parc national de Gambella en Éthiopie.



Howard G. Buffett Foundation –

Considérant ses ressources comme un capital-risque rare propre à améliorer des conditions de vie et apporter des changements dans des circonstances et des zones géographiques particulièrement complexes, cette fondation soutient depuis 2014 une série de projets de conservation de l'habitat et de la faune, ainsi que des transformations opérationnelles et sécuritaires dans l'Akagera, au Rwanda. En 2021, elle a joué un rôle moteur dans le transfert historique à l'Akagera de 30 rhinocéros blancs. Poursuivant son engagement, elle a appuyé en 2024 la sauvegarde de la population florissante de rhinocéros de l'Akagera.



Legacy Landscapes Fund (LLF) –

Ce fonds international a été créé par le ministère allemand de la Coopération économique et du Développement en tant que fondation caritative indépendante de droit allemand. Ses ressources proviennent de sources publiques et privées. Outre les financements du Gouvernement allemand par l'intermédiaire de la Banque de développement KfW, de l'Agence norvégienne de coopération au développement (Norad) et de l'Agence française de développement, chaque site doit disposer d'un partenaire de



LGT Venture Philanthropy

LGT Venture Philanthropy (LGT VP) –

Cette fondation d'utilité publique indépendante créée en 2007 avec des équipes en Suisse, en Afrique subsaharienne et en Inde, cherche à améliorer les conditions de vie de personnes défavorisées, à assainir les écosystèmes et à construire des communautés solides, inclusives et prospères. Le partenariat pluriannuel avec AP vise à faire progresser la mission mondiale urgente : protéger 30 % de la planète d'ici à 2030 afin d'empêcher une perte irréversible de la biodiversité, tout en fournissant des moyens de subsistance durables aux communautés vivant dans et autour de zones protégées.

Ci-dessous : La Réserve naturelle et culturelle de l'Ennedi, au Tchad, est un territoire désertique riche en eau abritant une grande diversité d'espèces, telle cette échasse à ailes noires (Himantopus himantopus) © Kyle De Nobrega



Ci-dessus : Dans le Parc national de l'archipel de Bazaruto, au Mozambique, des actions socio-économiques améliorent les moyens de subsistance de la population tout en favorisant la conservation © Tate Drucker



Lion Recovery Fund

Lion Recovery Fund (LRF) –

Ce fonds agile et flexible, exploité et géré par le Wildlife Conservation Network, investit dans les projets les plus innovants et les plus efficaces à travers toute l'Afrique pour protéger les lions et restaurer leurs territoires. Depuis 2017, il a apporté à AP plus de 5,4 millions \$US qui ont bénéficié à neuf de ses sites, un accent particulier étant mis sur plusieurs parcs d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique centrale compte tenu de l'extrême vulnérabilité des lions dans ces régions. Le LRF a beaucoup investi au Chinko, en République centrafricaine, situé au sein d'une vaste zone sauvage de 65 000 km² présentant un immense potentiel pour la reconstitution de leurs populations.

Fentener van Vlissingen Family

Paul Fentener van Vlissingen –

Paul, aujourd'hui décédé, a fourni l'essentiel du financement initial ayant permis en 2000 la création d'AP. En 2010, conformément à ses dernières volontés, ses filles Alicia et Tannetta ont versé 25 millions d'euros à son African Parks Endowment Fund, dont les revenus sont principalement affectés aux frais généraux d'AP. En 2024, ce Fonds a versé à AP 1,5 million.

Mike and Georgia Michelson

Mike et Georgia Michelson –

Après avoir découvert AP en 2024, Mike et Georgia se sont engagés sur plusieurs années à soutenir nos efforts de conservation au Soudan du Sud, en faveur de la préservation de la Grande Migration du Nil et des vastes paysages de la région, de la biodiversité et de la faune. Leur soutien généreux permet à AP de développer son action dans la région et d'œuvrer avec les communautés locales à la gestion durable de leurs terres et de leurs ressources naturelles. Déterminé à faire progresser la conservation à grande échelle, Mike est impatient de visiter certains de nos parcs en 2025.



Paul G. Allen Family Foundation –

Créée en 1988 par les philanthropes Jody Allen et Paul G. Allen, cofondateur de Microsoft aujourd'hui décédé, la Fondation s'efforce de développer les arts et la culture, de mobiliser les jeunes en faveur du changement et de faire progresser les solutions scientifiques et technologiques portant sur la conservation de la vie sauvage, la santé des océans et le changement climatique. Elle finance également la recherche de pointe dans toutes les biosciences par l'intermédiaire du Paul G. Allen Frontiers Group. En 2024,



Ci-dessus : Les efforts en matière d'éducation se sont poursuivis dans le Parc national du W, au Bénin : plus de 800 enfants de 20 écoles ont reçu du matériel pédagogique, et plus de 4 500 enfants de 119 écoles bénéficient d'une éducation à l'environnement © Marcus Westberg

la Fondation s'est engagée à soutenir le projet pilote eDNA d'AP, qui promeut l'Analyse moléculaire du réseau écologique (MENA) pour quantifier et surveiller les changements dans la structure, la composition, la fonction et l'intégrité des écosystèmes. Cette initiative pionnière est conçue pour évaluer l'intégrité écologique des zones protégées, améliorer la prise de décision en matière de conservation et contribuer aux objectifs mondiaux en matière de biodiversité. Piloté dans divers biomes, ce programme établit des indicateurs clés d'intégrité écologique dans les écosystèmes restaurés et conservés. Au cours de la première année, plus de 5 500 échantillons ont été collectés dans cinq parcs – Zakouma, Odzala-Kokoua, Akagera, Iona et Kafue –, jetant les bases d'un suivi évolutif et scientifique de l'impact de la conservation.



People's Postcode Lottery – Depuis 2015, AP a reçu de Postcode Planet Trust plus de

11 millions de livres sterling grâce aux joueurs de la People's Postcode Lottery. Ce financement sans restriction aide AP à protéger la faune et les habitats dans les zones de conservation.



Pershing Square Philanthropies

(PSP) – Venant en appui aux leaders innovants relevant de grands défis sociétaux, environnementaux et sanitaires de l'humanité, PSP s'est engagé à soutenir l'initiative Rhino Rewild d'AP, qui vise à sauver et à réimplanter plus de 2 000 rhinocéros blancs du Sud. Ce don a permis d'assurer un impact opérationnel et une sécurité à long terme, et donc un renforcement des capacités apte à garantir le succès de cette action historique de conservation.



Rainforest Trust – Depuis plus de 30 ans, cette organisation à but non lucratif basée aux

États-Unis se consacre à la création et à l'extension, dans le monde entier, de zones protégées et conservées. En se polarisant sur des régions critiques en raison des menaces pesant sur leur biodiversité et de grandes zones sauvages, elle s'efforce d'instaurer une conservation formelle dans une zone de plus de 100 millions d'acres, en partenariat avec des donateurs, des ONG locales et des communautés. En 2021, elle a établi avec AP une collaboration visant à renforcer le cadre

juridique de la zone de conservation, créant ainsi le Parc national du Chinko en République centrafricaine (RCA) – le catalyseur d'autres actions régionales en matière de conservation. Fort de ce succès, Rainforest Trust a conclu un second partenariat avec AP en 2024 pour restaurer et développer les Parcs nationaux de Boma et de Badingilo, au Soudan du Sud, et y préserver les antilopes et leur remarquable migration. African Parks est reconnaissant à Rainforest Trust d'avoir joué un rôle essentiel par son engagement combiné de 11 millions \$US.



Rathmann Family Foundation –

Cette fondation tire parti des talents, de l'expérience et de la passion de ses membres et de ses communautés en appuyant des particuliers et des organisations désireux d'agir de manière déterminante. Depuis 2015, elle développe continuellement son engagement. Avec son investissement pluriannuel en 2024 dans Rhino Rewild, elle consolide nos efforts de ré-ensauvagement de plus de 2 000 rhinocéros blancs du Sud dans des zones protégées et bien gérées d'Afrique.



Rob Walton Foundation (RWF) – La

RWF soutient des projets, des partenaires et des programmes ambitieux en faveur d'une planète où s'épanouissent les humains et la nature. Entraînée par la passion de son fondateur, la RWF travaille dans l'urgence et avec la conviction sincère qu'il nous faudra tous œuvrer vers les objectifs mondiaux de conservation, protéger la biodiversité et créer des opportunités pour les communautés. Rob Walton, partenaire inestimable d'AP depuis 2003, appuie la bonne santé à long terme de zones protégées. En 2021, la RWF a pris un engagement transformateur de 100 millions \$US sur cinq ans, le plus grand don de dotation de toute l'histoire d'AP. Les contributions annuelles de la Fondation ont soutenu en partie divers parcs de notre portefeuille, notamment le Chinko, l'Ennedi et Liwonde, ainsi que des subventions de contrepartie pour Iona et Odzala-Kokoua en conjonction avec le Legacy Landscapes Fund.

En outre, la Fondation s'est engagée à soutenir le développement de l'African Parks Conservation Academy, à accroître la portée et l'efficacité du Programme d'incubation et à contribuer au lancement de l'initiative Rhino Rewild, laquelle vise à sauver et réintroduire dans la nature plus de 2 000 rhinocéros blancs du Sud. Ces actions reflètent l'engagement inébranlable de la Fondation à encourager le leadership en matière de conservation et à renforcer les capacités pour exercer un impact à long terme.



Stichting African Horizon – La mission de Stichting African Horizon est de soutenir la conservation de la nature et les zones protégées d'Afrique. Le partenariat pluriannuel avec AP permet de sauvegarder la biodiversité de Bangweulu, en Zambie, et d'offrir des atouts à plus de 50 000 riverains ayant un besoin urgent de moyens de subsistance durables.



Stichting Natura Africae – Cette fondation caritative créée en 2017 par l'entrepreneur néerlandais Jan

Verhagen, reconnaissant la relation réciproque entre les moyens de subsistance des communautés locales et la conservation réussie de la faune d'un écosystème, se voue à conserver les parcs nationaux et les zones protégées en Afrique. Elle a apporté 4,25 millions d'euros en 2024 en faveur des parcs de Liywa, Odzala-Kokoua, Iona et l'Ennedi, ainsi que d'un programme spécial de lutte contre la sécheresse à Matusadona. La subvention a également assuré un financement crucial pour renforcer le développement communautaire, en particulier dans le domaine de l'éducation.



The United States Agency for International Development (USAID) – L'Agence américaine

pour le développement international a mis en œuvre le Programme régional pour l'environnement en Afrique centrale (CARPE) dédié à la conservation de l'écosystème du Bassin du Congo, en aidant les gouvernements et les communautés locales à collaborer sur une gestion durable des ressources naturelles et des plans à long terme pour l'emploi des terres forestières. L'USAID a apporté 27 millions \$US sur 2016-2024 pour améliorer la gestion des aires protégées et la conservation de la faune à la Garamba et au Chinko, dans la région frontalière de Mbomou-Uele, à cheval sur la République démocratique du Congo (RDC) et la République centrafricaine (RCA). Outre une myriade d'effets positifs sur la conservation et les moyens de subsistance durables, ce partenariat contribue à la fixation d'un point d'ancrage pour la gouvernance, la sécurité et la stabilité des communautés environnantes et de la zone transfrontalière RDC-RCA-Soudan du Sud.



The United States Department of State Bureau of International Narcotics and Law Enforcement Affairs (INL) – Faisant progresser la sécurité, la stabilité et l'État

de droit, conditions préalables à un développement

économique durable et à la conservation des ressources naturelles, l'INL a depuis 2017 établi un partenariat avec AP pour renforcer la professionnalisation et l'efficacité des écogardes, soutien crucial à l'application de la loi dans les zones protégées. Si la capacité opérationnelle normalisée concerne toutes ces zones sous gestion d'AP, dix d'entre elles ont reçu un soutien direct : en RDC, République du Congo, RCA, Zambie, ainsi qu'au Bénin et au Malawi. Cet appui a permis de développer des infrastructures de leadership et de formations de base, de mettre en place une surveillance aérienne, d'améliorer les conditions de vie des écogardes et des unités canines, de renforcer la technologie pour la communication, la surveillance de la faune et la gestion de l'information, et de faire progresser la collaboration nationale et régionale en matière de sécurité et de conservation. L'assistance aux systèmes judiciaires a également conduit à l'augmentation notable des condamnations pour crimes contre les espèces sauvages. Ces interventions permettent non seulement de protéger la faune, mais aussi de renforcer la sécurité des communautés voisines et la stabilité régionale.



The United States Fish and Wildlife Service (USFWS) – L'USFWS a pour mission de conserver et d'optimiser la pêche, la faune, la flore et leurs habitats. Depuis son partenariat initial avec AP en 2013, l'USFWS a toujours apporté son soutien à nos actions de conservation dans des zones protégées essentielles en Afrique centrale et de l'Ouest. En 2024, il a poursuivi son engagement, finançant la gestion et la conservation d'Odzala-Kokoua (République du Congo) et de Zakouma (Tchad), ainsi que les programmes de conservation des éléphants au Chinko (RCAC) et dans les Parcs nationaux de la Pendjari et du W, au Bénin.



Wildcat Foundation – Cette fondation philanthropique privée vouée à la conservation à long terme de la faune et des lieux sauvages menacés d'Afrique soutient des approches innovantes qui bouleversent les paradigmes traditionnels de conservation de la faune, privilégiant la formation globale, l'équipement et la technologie à l'intention des écogardes. Depuis son premier partenariat avec AP, en 2014, elle a maintenu son concours sans faillir,

Ci-dessous : Les rivières et les plaines inondables du Parc national de Kafue abritent quelque 4 000 hippopotames © Marcus Westberg



Ci-dessus : La pose de colliers sur les éléphants des Parcs nationaux de Boma et de Badingilo, au Soudan du Sud, permet, en complément des enquêtes aériennes, de recueillir des données précises sur les schémas de migration © Marcus Westberg

investissant dans huit parcs à travers sept pays. Ce concours a été avant tout celui de David Bonderman, décédé en 2024, dont le leadership visionnaire et le profond dévouement à la conservation ont laissé un impact durable. Son héritage au travers de Wildcat a renforcé les actions menées en Afrique en matière de conservation, poursuivant la sauvegarde continue d'écosystèmes critiques. En 2024, Wildcat a poursuivi son soutien, essentiel au développement et à la mise en œuvre des lois de conservation à la Garamba, en RDC, et à Kafue en Zambie.



World Wide Fund for Nature (WWF) – Le WWF soutient AP depuis 2007, dans le but de promouvoir ce modèle de gestion à travers l'Afrique. Le WWF Belgique est devenu un partenaire financier stratégique en 2017, en appui aux parcs du Malawi et à celui des plaines de Liuwa, en Zambie.



Wyss Foundation – Cette organisation caritative privée se consacre au soutien de solutions innovantes et durables qui

améliorent les conditions de vie, autonomisent les communautés et renforcent les liens avec le territoire. Entamée en 2015 avec le versement d'une subvention pour la restauration de l'Akagera, au Rwanda, sa relation avec AP s'est poursuivie avec un investissement important à Liwonde et Nkhotakota, au Malawi. En 2017, elle a pris un engagement sans précédent de 65 millions \$US concernant l'Akagera et les parcs du Malawi, et versé un financement de démarrage pour cinq autres – nous permettant d'ajouter à notre portefeuille la Pendjari et le W, au Bénin, l'archipel de Bazaruto, au Mozambique, Iona en Angola, Matusadona au Zimbabwe, et Nyungwe, au Rwanda. En 2021, la Fondation a renforcé son soutien avec un autre engagement extraordinaire de 108 millions \$US, grâce auquel nous poursuivrons notre action dans les parcs actuellement financés par Wyss et entamerons la gestion de cinq nouveaux parcs. Trois parcs récemment ajoutés à notre portefeuille – Kafue, en Zambie, et Badingilo et Boma, au Soudan du Sud – bénéficient du dernier versement de la Fondation Wyss, et cinq autres d'engagements renouvelés : Bazaruto, Pendjari, Majete, Nkhotakota et Liwonde.

Informations institutionnelles

Nous sommes infiniment reconnaissants à nos conseils d'administration pour leur gouvernance, leur leadership, leur supervision et leur soutien financier. Les détails des structures de gouvernance sont celles du 31 décembre 2024.

AFRICAN PARKS NETWORK CONSEIL D'ADMINISTRATION

Vasant (Vas) Narasimhan (président), SE Hailemariam Desalegn, Valentine Chitalu, Prince Harry, duc de Sussex, Peter Fearnhead (PDG), Tebogo Skwambane, Ted Woods, Hansjörg Wyss
DIRECTION EXÉCUTIVE
Peter Fearnhead (PDG), Charles Wells, Christiaan Mulder, Jean Labuschagne, Mbulelo Ntusi, Helge Mahne, Oniya Masiye, Carli Flemmer

P.O. Box 2336, Lonehill, 2062, Afrique du Sud
Tél. : +27 11 465 0050 Mail : info@africanparks.org
N° enreg. : 2007/030803/08 PBO No 930028082

AFRICAN PARKS FOUNDATION OF AMERICA CONSEIL D'ADMINISTRATION

Rob Walton (président), Mike Beaumont (vice-président), Edith McBean (vice-présidente), Anna McWane (secrétaire), Jonathan Cummings (trésorier), David Gibbons, Emma Pilkington Goergen, Penni Ludwig, Jonathan Mills, Marvin Schwartz, Sanjay Sen, Peter Fearnhead (membre d'office)

DIRECTION EXÉCUTIVE

Liam T. Dall

2020 Pennsylvania Avenue,
NW #254 Washington, DC 20006, États-Unis
liamd@africanparks.org

AFRICAN PARKS FOUNDATION ALLEMAGNE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Dr. Dieter Zetsche (président), Dr. Wolfgang Fink, Isabel Knauf, Olaf Koch

DIRECTION EXÉCUTIVE

Enrica Flores d'Arcais

African Parks Deutschland Stiftung
c/o Bredereck Steuerberatung
Rosengartenstraße 56, 70184 Stuttgart, Allemagne
germany@africanparks.org

AFRICAN PARKS FOUNDATION SUISSE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Arent Fock (président), Thomas Kern, Robert Naville, Jan Niessen, Christian Wildmoser

DIRECTION EXÉCUTIVE

Sonja Ringdal

Hirschmattstrasse 13, 6003 Lucerne, Suisse
switzerland@africanparks.org

AFRICAN PARKS UK CONSEIL D'ADMINISTRATION

Jon Zehner (président), Charles Graham, Maureen Hooft Graafland, Matt Todd

DIRECTION EXÉCUTIVE

Pooja Dutt

SUMMIT HOUSE, 4-5 Mitchell Street,
Édimbourg EH6 7BD, Royaume-Uni
uk@africanparks.org

FORENINGEN AFRICAN PARKS DANMARK CONSEIL D'ADMINISTRATION

Frederik Lotz (président), Michael Vad, Marie Valstorp
DIRECTION EXÉCUTIVE
Sophie Vossenaar

Malmøgade 5, 2100 Copenhague, Danemark
sophie.v@afrikanparks.org

STICHTING AFRICAN PARKS FOUNDATION CONSEIL D'ADMINISTRATION

Arent Fock (président), Mirjam de Blécourt, Pieter van Doorne, Heleen Dura-van Oord, Frederik Lotz, Onno van de Stolpe

DIRECTION EXÉCUTIVE

Tineke Floor, Sophie Vossenaar

P.O. Box 313, 3940 AH Doorn, Pays-Bas
netherlands@africanparks.org

AFRICAN PARKS ASIA PACIFIC GROUPE CONSULTATIF

Robert Kwan, Nancy Lee, Rajiv Louis

DIRECTION EXÉCUTIVE

Helge Mahne

helgem@africanparks.org

AKAGERA MANAGEMENT COMPANY CONSEIL D'ADMINISTRATION

Tony Nsanganira (président), Robert Bayigamba, Ian Craig, Jes Gruner, Olivier Nsengimana, Delphine Uwase, Jacqui Sebageni

AFRICAN PARKS CONGO CONSEIL D'ADMINISTRATION

François Xavier de Donnéea (président), Milan Ngangay Yves, Jean-Marc Froment, Sivha Mbake, Baudouin Michel, Paulin Tshikaya Ngoi, Santosi Mwa

AFRICAN PARKS (MAJETE) LIMITED CONSEIL D'ADMINISTRATION

Bob Renshaw (président), Michael Eustace, Jes Gruner, Brighton Kumchedwa, Charles Merrick, Mohammed Tayub

AFRICAN PARKS MALAWI CONSEIL D'ADMINISTRATION (LIWONDE et NKHOTAKOTA)

Hon. Chief Justice Anastasia Msosa (directeur), Michael Eustace (président), Jes Gruner, Brighton Kumchedwa, Elsie Tembo, Titus Zulu

AFRICAN PARKS ZAMBIA (LIUWA) LIMITED CONSEIL D'ADMINISTRATION

Wim Plaizier (président), Jones Masonde, Prince Mwendaweli Imwiko, Victoria Musonda, Robin Pope, Crispin Zambwe (Induna Mukulwakashiko) Leon Lamprecht (membre par intérim)

ZONES HUMIDES DE BANGWEULU COMITÉ DE DIRECTION

Wim Plaizier (président), Stephen Chabala, Emmanuel Chama, Andrew Chomba, Michael Eustace, Leon Lamprecht, James Milanzi, Patrick Muma, Victoria Musonda

PARC NATIONAL DE L'ARCHIPEL DE BAZARUTO COMITÉ DE SURVEILLANCE

Jorge Fernando, Leon Lamprecht, Eugénio Manhiça, João Salomão

PARC NATIONAL DE BOMA ET BADINGILO CONSEIL D'ADMINISTRATION

Philip Winter (président) Gen Peter Loro Alberto, Gen Khamis Adieng Ding, Laura Tete Lino, Michael Fay, Dudu Douglas-Hamilton, Charles Wells

AFRICAN PARKS RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Raymond Mbitikon, Dieudonné Bruno Waneyombo Brachka, Samuel Nzoungou, Eugène Bouawa, Kessy Ekomo Soignet, René Hooft Graafland, Erik Mararv

RÉSERVE NATURELLE ET CULTURELLE DE L'ENNEDI CONSEIL D'ADMINISTRATION

Min. Abakar Rozzi Teguil, Min. Hassan Bakhit Djamous, Abdoulaye Souleymane Ousmane Babale, Koularambaye Koundja Julien, Erik Mararv, Amir Adoudou

Artine, Prof. Malloum Sultan, Dr. Christian Ruck

ÉCOSYSTÈME DU GRAND ZAKOUMA CONSEIL D'ADMINISTRATION

Dr. Christian Ruck (président), Amir Artine, Kessy Ekomot Soignet, Erik Mararv, Yamita Hassan Tete, Souleymane Adam Adey, Abdramane Chaibo Hamid, Bokhit Maguine Sitti

PARC NATIONAL D'IONA COMITÉ DE SURVEILLANCE

Ana Paula de Carvalho (présidente), Edson Bulica, Peter Fearnhead, Leon Lamprecht, Pedro Monterroso, Sango de Sá, Miguel Xavier

PARC NATIONAL DE KAFUE DIRECTOIRE

Guy Robinson (président), Jones Masonde, Faith Mukutu, Robert Munro, Victoria Musonda, Alice Sievu, Charles Wells

MATUSADONA CONSERVATION TRUST CONSEIL D'ADMINISTRATION

Charles Wells (président), Fred Chimiti, Pr. Patience Gandiwa, Leon Lamprecht, Precious Mhaka, Tanyaradzwa Mundoga, Arthur Musakwa, Noel Mutasa

NYUNGWE MANAGEMENT COMPANY CONSEIL DE GOUVERNANCE

Eugene Mutangana (président), Jes Gruner, Stella Kabahire, Jean Labuschagne, Jacqui Sebageni, Anecto Kayitare, Charles Wells

ODZALA-KOKOUA-LOSSI FOUNDATION CONSEIL D'ADMINISTRATION

Jean-Bosco Nganongo (président), Roger Mbitikon (vice-président), Roger Mbete, Erik Mararv, Jean-Pierre Nguede-Ngono, Aurélien Mehoungal, Baudouin Michel, Maret Mouende

PARC NATIONAL DE LA PENDJARI COMITÉ DE GESTION

Baudouin Michel (président), Alfred Koffi Allogninouwa, Abdel-Aziz Baba-Moussa, Tiémoko Ali Djafarou, Jean-Marc Froment, Enrico Pironio, Toré Sotrate

PARC NATIONAL DU W COMITÉ

Hugues Akpona (président), Alfred Koffi Allogninouwa, Abdel-Aziz Baba-Moussa, Jeannot Francisco, Jean-Marc Froment, Enrico Pironio, Georges Sossou Sossou, Jean Marc Froment, Enrico Pironio, Georges Sossou

En souvenir

Chaque année, nous avons la tristesse de dire adieu à des collègues et amis chers dont certains ont disparu dans des circonstances tragiques. En 2024, nous rendons hommage à chaque vie perdue et au tribut précieux de chacun d'entre eux à la mission d'African Parks – conserver des paysages à travers le continent. Leur dévouement et leur apport ne seront jamais oubliés. Nous présentons nos plus sincères condoléances à leurs familles, à leurs amis et à leurs proches.

Dans la nuit du 24 juillet, cinq écogardes d'African Parks ont été tués lors d'une attaque terroriste

menée par un groupe armé non identifié non loin de la rivière Mékrou, dans le Parc national du W-Bénin. Sept membres des Forces armées béninoises ont été tués lors de cette même attaque. Nous rendons ici hommage à ces hommes courageux qui ont perdu la vie dans l'exercice de leurs fonctions :

ABDOUL-MALICK BARASSOUNON avait rejoint le W en 2020. C'était un homme calme, effacé et travailleur.

BASSITH GADO, qui avait également rejoint le W en 2020, était un employé très motivé et consciencieux.

ÉRIC OKOUMANSOU avait rejoint le parc en 2023. À sa manière discrète, il était très engagé dans la vision du Parc national du W.

SALOMON GUERA KORA, écogarde scrupuleux et très motivé, avait rejoint le W en 2020.

SOUMAILA AMANI, qui avait rejoint le W en 2020, était un chef d'équipe dynamique et innovant.

Nous rendons également ici hommage aux membres d'African Parks décédés d'autres causes :

ALBERT MUPANGACHABE, qui avait rejoint l'équipe des Zones humides de Bangweulu en 2013, est décédé le 18 avril.

ÉTIENNE AGELE SEYI, décédé le 9 mai, avait rejoint le Parc national de la Garamba en 2018.

CHARLES NGANGOYE était chauffeur au Parc

national d'Odzala depuis 2016. Il est décédé le 1er juillet.

ALPHONSE KOUAGOU, décédé le 14 août, avait rejoint la Pendjari en 2020.

AL-HAFIS ADIM avait rejoint le Parc national de Zakouma en 2014. Il est décédé le 13 novembre.

WAHABOU BORI SOULEMANE, décédé le 13 décembre, travaillait au W depuis 2020.

HYACINTHE ALETSA PAGOPI, qui avait rejoint la Garamba en 2013, est décédé le 14 décembre.

JEAN-VINCENT EYANA, décédé en 2024, était en charge de l'application de la loi à Odzala depuis 2019.



Les îles du Parc national de l'archipel de Bazaruto, au Mozambique, abritent environ 7 000 habitants dépendant pour leur subsistance des ressources marines et de la pêche commerciale à petite échelle
© Tate Drucker

Finances

2024 Faits saillants financiers	110
Gouvernance	112
Rejoignez-nous	113

Principales Données Financières 2024

2024 a été une année positive pour les finances d'African Parks, qui a non seulement réussi à combler le déficit de financement le plus important jamais enregistré, à savoir 24,8 millions \$US, mais également géré des chocs importants à l'échelle globale tout en mettant sur pied des interventions spéciales.

Parmi ces chocs planétaires, citons la poussée inflationniste notoire, en particulier sur les produits de base – carburant, pièces détachées, rations... – qui composent près de 15 % de nos dépenses de fonctionnement. Citons également le ralentissement du commerce mondial, qui a exercé une contrainte sur la logistique particulièrement ressentie sur le transport maritime, lequel était déjà sous pression en raison de l'instabilité en mer Rouge. Pour compenser le fort impact exercé sur nos importations, nous avons centré nos efforts ces dernières années sur l'approvisionnement local : le chiffre de 67 % des dépenses totales nous a permis de maîtriser l'inflation. Enfin, la hausse des taux d'intérêt a affecté de nombreuses organisations mais n'a exercé quasiment aucun impact direct sur la nôtre, qui n'est pas endettée, si ce n'est l'amélioration des revenus d'intérêts sur le flux de trésorerie disponible.

Notre investissement dans les réserves nous a une fois de plus été bien utile, nos flux de trésorerie et notre position de trésorerie ayant été positifs tout au long de l'année. Nous avons fonctionné avec trois mois de couverture de trésorerie. Selon nous, une couverture de trois à cinq mois serait idéale : elle nous permettrait d'éviter un surinvestissement dans les réserves, lequel conduirait à ne pas dépenser les fonds des donateurs là où ils sont le plus nécessaires, et un sous-investissement qui imposerait à nos opérations des contraintes de trésorerie.

N'ayant pas été en mesure de combler complètement le déficit de financement en 2024 en recourant uniquement aux subsides de nos donateurs, nous avons dû réduire nos coûts. Nous avons réussi à réduire nos budgets opérationnels de 4,5 millions \$US dans les parcs et au siège, grâce à des activités non financées pouvant être reportées à 2025.

Base de préparation

Les principales données financières de cette section

sont extraites des comptes de gestion résumés du groupe, lesquels sont préparés sur une base de trésorerie et ne contiennent pas d'éléments non monétaires tels que l'amortissement ou les profits et pertes sur les taux de change. Toutes les entités du groupe visent l'équilibre budgétaire, en veillant à ce que les recettes soient égales aux dépenses.

Au niveau des parcs, les fonds reçus sous forme de subventions ne sont utilisés qu'une fois engagées les dépenses liées à ces fonds. Par conséquent, les recettes d'African Parks Network (APN) ont augmenté de 10 %, dont 4 % dus à l'arrivée à maturité des parcs de Kafue, Boma et Badingilo, ainsi qu'à de nouveaux projets tel notre Programme d'incubation. Près de 2 % de notre budget ont été liés aux frais juridiques encourus par l'enquête Omnia, les 4 % restants étant principalement liés à l'inflation.

Les subventions ont représenté 80 % du revenu total du groupe, soit 124 millions \$US (118 millions jusqu'en 2023), les 20 % restants provenant respectivement de revenus commerciaux (17 %) et de revenus de la dotation (3 %). Les subventions se composent de : donateurs individuels et fondations 66 % (64 % en 2023), financements institutionnels 20 % (21 % en 2023), organisations de conservation 5 % (5 % en 2023), loteries 4 % (3 % en 2023) et financements de gouvernements locaux 3 % (2 % en 2023).

Les fonds de dotation ont connu une forte croissance avec l'African Parks Foundation of America (APFA), qui gère 71,2 millions \$US (67,2 millions en 2023) tout en contribuant à un prélèvement de 2,85 millions. Stichting African Parks Foundation (SAPF) gère 40,6 millions € (36,2 millions en 2023) tout en contribuant à un prélèvement de 1,5 million. Ces fonds de dotation fournissent à AP un financement non affecté sous la forme de prélèvements annuels qui, dans une large mesure, contribuent au financement de la supervision institutionnelle.

Les deux fonds de dotation sont investis dans une combinaison d'actions, d'obligations et de liquidités conformément à la politique d'investissement du comité de financement. Les actifs des fonds de dotation sont inscrits au bilan de la SAPF et de l'APFA, les deux fondations étant des entités affiliées à APN.

APN contrôle les dépenses du groupe par le biais d'un processus minutieux d'approbation préalable et de suivi du budget annuel. Les dépenses réelles par rapport à ces budgets sont contrôlées chaque mois par le biais des

comptes de gestion mensuels. Le budget total approuvé par le conseil d'administration d'APN pour les dépenses opérationnelles et commerciales pour 2025 s'élevait à 175 millions \$US (144 millions en 2024).

Parmi nos investissements en **CAPEX**, 10 millions \$US ont été consacrés « à la brique et au mortier », pour que les infrastructures des parcs permettent un fonctionnement aussi efficace que possible.

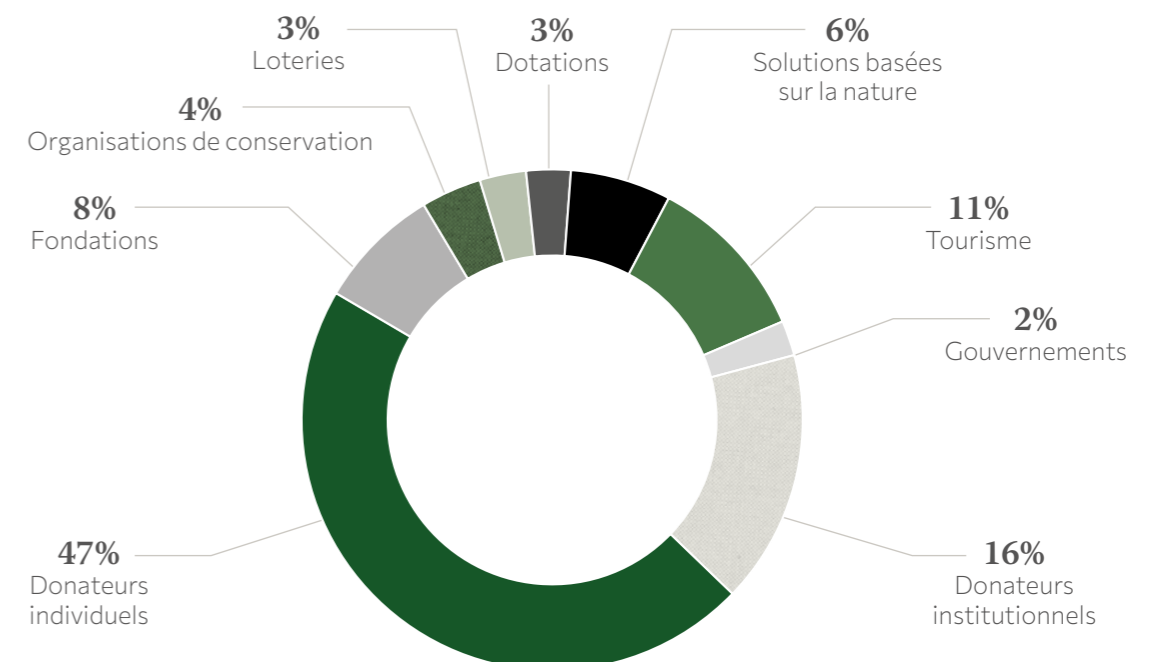
Parmi les ratios que nous surveillons de près, deux se sont distingués par leur bonne performance et leurs progrès

en termes d'efficacité et de durabilité. Tout d'abord, le rapport entre le coût du personnel et le coût total des OPEX, passé de 41 % en 2023 à 39 % en 2024. Ce ratio est essentiel, car il indique notre aptitude à motiver notre personnel au lieu de le laisser simplement « toucher un salaire ». Ensuite, notre ratio de durabilité, qui indique notre capacité à recourir aux activités transactionnelles, tels le tourisme et le carbone, s'est également amélioré, passant de 14 % en 2023 à 22 % en 2024 au niveau consolidé des parcs, en grande partie grâce à la réception de nos premiers flux de trésorerie liés au financement du carbone.

COMPTE DE GESTION VS ÉTATS FINANCIERS ANNUELS 2024

	Zones protégées '000 \$US	Projets Rhino Rewild/ Aouk/ incubateur '000 \$US	APN '000 \$US	Total pour 2024 '000 \$US	Total pour 2023 '000 \$US
Revenus	121 584	8 220	21 477	151 281	136 812
Subventions	93 662	7 715	18 717	120 094	118 050
Recettes commerciales brutes	13 774	505	2 199	16 478	14 469
Solutions basées sur la nature	9 647	-	-	9 647	-
Revenus de la dotation	4 200	-	-	4 200	4 293
Autres revenus	301	-	561	862	-
Dépenses totales	121 662	8 333	19 599	149 593	136 031
Dépenses de fonctionnement	106 876	7 353	17 139	131 367	106 989
Dépenses d'investissement	14 786	980	2 460	18 226	29 133
Excédent net avant impôts	(78)	(113)	1 879	1 688	781

REVENU TOTAL UTILISÉ 2024



La gouvernance

Une bonne gouvernance, des contrôles internes rigoureux et une gestion financière professionnelle constituent les axes principaux d'African Parks.

Le principal organe de gouvernance, African Parks Network (APN), basé à Johannesburg, en Afrique du Sud, est une société à but non lucratif enregistrée conformément à la Section 10 de la Loi sud-africaine sur les sociétés. APN est l'entité stratégique et décisionnelle chargée d'approuver le business plan de chaque parc, de déterminer les investissements en capital, les budgets d'exploitation et les procédures opérationnelles normalisées, et de désigner les gestionnaires qualifiés des parcs.

Le conseil d'administration d'APN, composé d'un membre exécutif et de sept membres non exécutifs, est quant à lui chargé de la gouvernance générale. Trois sous-comités spécialisés – Finances, risques et audit, Rémunérations et ressources humaines, Conservation – veillent à privilégier la gouvernance.

Chaque parc géré par African Parks dispose généralement d'un conseil d'administration local dans le pays même. Chaque conseil, représenté par des institutions partenaires, des parties prenantes clés et APN, est directement responsable de la gestion professionnelle du parc devant le gouvernement.

Les parcs sont tenus de fonctionner conformément aux procédures opérationnelles normalisées définies

par APN. Dans leurs rapports de gestion figurent les comptes de gestion mensuels, les budgets annuels et les business plans annuels, qui sont examinés et approuvés par les conseils locaux et la direction d'APN à Johannesburg. Chaque membre du personnel est tenu de signer un code de conduite et d'observer les normes éthiques les plus élevées. La liaison avec les parties prenantes d'African Parks, à savoir les autorités locales, les communautés, les donateurs, les employés et les organisations affiliées, s'effectue par le biais de canaux de communication formels, comme spécifié dans le manuel des procédures opérationnelles normalisées.

Les états financiers du groupe APN se conforment aux Normes internationales d'informations financières (IFRS) et sont vérifiés par KPMG South Africa.

Les organisations affiliées à APN, situées aux Pays-Bas, en Suisse, en Allemagne, au Danemark, au Royaume-Uni et aux États-Unis, sont les suivantes : Stichting African Parks Foundation (Pays-Bas) ; African Parks Foundation Switzerland ; African Parks Foundation Germany ; African Parks Association Denmark ; African Parks UK ; et African Parks Foundation of America (États-Unis). Le rôle de ces organismes, qui ont le statut d'association caritative, est de prolonger la mission d'African Parks. Ces entités juridiques distinctes sont dirigées par des conseils d'administration indépendants, mais liées par un accord de collaboration garantissant un objectif commun à tous.

Rejoignez-nous

Lorsque vous faites un don à African Parks, vous investissez dans l'avenir des sites, de la faune et des populations d'Afrique. Votre soutien contribue non seulement à protéger des écosystèmes vitaux, mais aussi à renforcer des communautés et la solidité environnementale de la planète. Nous œuvrons à créer des lieux sûrs où des opportunités d'emploi sont générées, où des entreprises durables sont soutenues, où des écoles sont construites, où des unités de santé mobiles sont déployées et où des économies axées sur la conservation sont en voie de se déployer. Nous opérons à grande échelle, supervisant chaque aspect de la gestion des zones protégées en assumant l'entière responsabilité de nos actions. Chaque don que nous recevons vise à exercer un impact immédiat et durable. Notre vision est ambitieuse : préserver 30 % de la biodiversité africaine d'ici 2030. Forts d'une expérience éprouvée et d'une stratégie claire, nous pensons que cet objectif est à notre portée. Chaque contribution, quelle que soit son importance, nous rapproche d'un avenir où la nature sera préservée pour les générations futures.

Merci pour votre soutien. Si vous souhaitez en savoir plus, veuillez contacter :

HELGE MAHNE

Directeur - Innovative Nature Finance
helgem@africanparks.org

TINEKE FLOOR

Directrice African Parks – Europe
tinekef@africanparks.org

LIAM T. DALL

Directeur exécutif – États-Unis
liamd@africanparks.org

AZIZA BUKA

Directrice – Financement institutionnel
azizab@africanparks.org





africanparks.org